

juillet 2016

La « Syrie utile » : éléments pour des solutions de sorties de crise

Observatoire du monde arabo-musulman
et du Sahel

**JEAN-CLAUDE COUSSERAN, JEAN-FRANÇOIS DAGUZAN,
AGNÈS LEVALLOIS, MANON-NOUR TANNOUS**

Avec les contributions de Joseph Bahout, Youssef Courbage, Antoine Vagneur-Jones et Géo4i

SOMMAIRE

INTRODUCTION	8
1 – HISTORIQUE ET ÉTAT DES LIEUX	11
1.1 – Expliquer 2011	11
1.2 – État des lieux : un désastre économique et énergétique	15
1.3 – Démographie	23
2 – LES ACTEURS ET LEURS STRATÉGIES TERRITORIALES	28
2.1 – Le régime : délitement et dépendance	29
2.2 – Les groupes rebelles : cohésion et désagrégation	45
2.3 – Le mouvement kurde : entre succès militaire et impasse politique	57
3 – SCENARIOS	62
3.1 – Scénario du pire : des « Syries utiles », la radicalisation et la poursuite de l'instabilité	62
3.2 – Quid de la partition ?	64
3.3 – Scénario de la négociation	69
4 – RECOMMANDATIONS	77
BIBLIOGRAPHIE	80
ANNEXE 1 LA SYRIE : RAPPEL D'UNE GÉOGRAPHIE PHYSIQUE	82
ANNEXE 2 ÉTAT DES DESTRUCTIONS	85
ANNEXE 3 PRINCIPALES MILICES CHIITES COMBATTANT POUR LE RÉGIME	89
ANNEXE 4 TOUR D'HORIZON DES RECOMMANDATIONS DES THINK TANKS	92
ANNEXE 5 POSITIONS DES CANDIDATS À LA PRÉSIDENTE AMÉRICAINE AU SUJET DE LA SYRIE	104

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Figure 1 : Impact de la crise sur les secteurs économiques.....	15
Figure 2 : Infrastructure énergétique.....	18
Figure 3 : Contrôle de ressources pétrolières par l'EI.....	18
Figure 4 : La lutte pour le pétrole dans la région de Deir ez-Zor.....	19
Figure 5 : Image satellite du pillage de pétrole syrien par l'EI.....	19
Figure 6 : Investissements du régime	21
Figure 7 : Carte de la démographie syrienne	23
Figure 8 : Nombre moyen d'enfants avant la guerre (2009).....	24
Figure 9 : Le poids démographique des communautés en Syrie, avant la guerre.....	25
Figure 10 : Carte des contrôles territoriaux, mai 2016.....	29
Figure 11 : Total Arab-Israeli Active Military Manpower (1973-2015)	30
Figure 12 : Érosion numérique du régime.....	32
Figure 13 : La famille Assad et les Chabiha.....	33
Figure 14 : Zones stratégiques à contrôler et bases aériennes	43
Figure 15 : La « Syrie utile » du régime.....	44
Figure 16 : Propension (%) aux déplacements internes par mohafazat (% déplacés internes par rapport à la population avant la guerre.....	68

Avant-propos

Cette étude a été réalisée par une équipe pilotée par la Fondation pour la recherche stratégique entre avril et juillet 2016. Cependant, si les choses ont évolué depuis un an, aucun des événements advenus (la chute d'Alep que nous pressentions, l'affaiblissement notable de Daech, l'attaque chimique du régime sur Khan Cheikhoun et la riposte immédiate des Etats-Unis, etc.) ne remet en cause les conclusions de ce travail. La seule certitude est que rien ne sera plus comme avant.

La guerre civile et révolutionnaire qui déchire la Syrie depuis 2011 s'est cristallisée dans un espace de destructions massives et de fronts multiples à l'évolution aléatoire.

L'État islamique a reculé à Kobané, à Palmyre, à Dabiq, à Falloujah en Irak et est en passe de perdre Mossoul. Il n'en conserve pas moins un grand territoire. Le régime syrien a progressé (avec l'aide de l'aviation russe) sur la frontière turque et a desserré l'étau de l'axe Alep-Homs. Il a repris Palmyre et Alep-Est, au prix de rudes combats. Cependant, les autres groupes, bien qu'affaiblis, Armée syrienne libre (ASL) et des mouvements islamistes dont Jabhat Al-Nosra devenu Fatah al-Cham, mettent maintenant la pression autour de Damas et sur le Golan.

Le pays urbain (75 % de la population en 2011) n'est plus qu'un champ de ruines, les 7 millions de réfugiés répertoriés s'entassent dans des camps à l'intérieur (1,2 million dans la banlieue de Damas) et à l'extérieur du pays (Liban, Turquie, Jordanie essentiellement). Les capacités industrielles et les infrastructures sont presque entièrement détruites. À cela, il faut ajouter la perte sèche en capacité de travail et en bouches supplémentaires en contrepartie, qui aggrave la situation économique globale, sans oublier que le soldat au front ne produit pas non plus.

Dans cette désolation, les acteurs étrangers jouent leur partition. Le Hezbollah et l'Iran soutiennent massivement et à bout de bras le régime avec désormais l'appui aérien de la Russie. Une coalition internationale (dont la France est partie) combat l'État islamique par des opérations aériennes et l'appui ponctuel à certains groupes d'opposition et aux forces Kurdes, tout en cherchant une solution politique qui peine à venir. La Syrie n'est pas la seule concernée par cette crise, la déstabilisation pèse désormais sur toute la région : Liban, au premier chef, Jordanie, Irak et Sud de la Turquie – ce dernier pays ayant décidé de peser militairement sur l'avenir du pays avec en ligne de mire les Kurdes de Syrie. Avec la crise des réfugiés, l'Europe est également ébranlée.

Seule véritable inconnue, l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis ne laisse pas d'inquiéter les observateurs attentifs. Soucieux d'un rapprochement avec la Russie, le président américain s'est montré partisan de la création de zones tampons pour les réfugiés (vieux dossier de l'administration Obama) et de frappes conjointes contre Daech, mais rien de tout cela ne semblait avoir d'armature. La riposte américaine brutale à la nouvelle attaque chimique du régime sur sa propre population ne peut encore être lue clairement. S'agit-il d'une réaction émotionnelle du Président

et de son entourage qui ont vu dans cette frappe la possibilité de démontrer que Trump était capable de décider et d'agir vite contrairement à Obama dans la même situation ou bien l'amorce d'un mouvement plus coordonné et de moyen terme ? La nouvelle position américaine vis-à-vis de la Syrie reste à écrire.

Enfin, le plus souvent, la guerre en Syrie – à la fois guerre civile et guerre internationalisée – n'est vue que par le petit bout de la lorgnette jihadiste ou le télescope du grand affrontement sunno-chiite global dans lequel la bataille ultime en Syrie serait celle du jugement dernier de l'Apocalypse. Nous avons voulu dépasser ce cadre en faisant apparaître des facettes plus complexes.

Pourquoi partir de la « Syrie utile » – notion défendue par différents protagonistes, dont Damas, et certains acteurs internationaux engagés dans le conflit ? En réalité nous avons essayé de donner un éclairage général de la question syrienne ; non point tant concernant le passé que pour son avenir. De fait, la « Syrie utile » a toujours été abordée sans être définie, comme allant de soi. Aujourd'hui, ce concept peut s'entendre de différentes manières. Le plus souvent elle se réfère à l'espace contrôlé par le régime syrien. Mais cette notion apparaît assez largement comme une notion apposée sur une situation mouvante et à l'utilité stratégique conjoncturelle. Ainsi, prendre la « Syrie utile » comme instrument de réflexion, (voir sa mobilisation dans les discours des acteurs) peut se révéler un danger (le domaine du non-négociable et du repli) ou une opportunité à partir de laquelle un espace de négociation fructueux peut s'ouvrir.

Partant de là, nous sommes parvenus au constat qu'il est illusoire de pouvoir retrouver la Syrie d'avant 2011. Les ruines sociales, industrielles et économiques, les 465 000 morts et disparus répertoriés par l'OSDH en mars 2017 – les blessés sont à multiplier par trois – et la fuite des millions de réfugiés laissent un pays exsangue. Sur ce champ de ruines, les acteurs – à l'issue d'un processus de violence exceptionnel – ne peuvent réellement envisager un avenir qui ne passerait pas par la destruction intégrale de l'adversaire ou, tout du moins par une capitulation sans condition. Enfin, vouloir négocier sans tenir compte (hors Daech) des acteurs de pouvoir qui se sont constitués sur le terrain les armes à la main apparaît, comme ce fut le cas en Libye, une dangereuse illusion.

Penser une solution, un accord, une reconstruction, c'est remettre tout à plat. « Du passé faisons table rase » dit une phrase tirée du chant « L'internationale ». Dans le cas particulier c'est d'autant plus vrai que le pays lui-même a été rasé.

C'est cet état des lieux consternant mais lucide que nous avons voulu donner au lecteur, car c'est à partir de celui-là que toute solution de paix devra repartir. Tout le reste relève du fantasme.

Bonne lecture.

Jean-François Daguzan



Source : Encyclopédie Larousse

INTRODUCTION

La guerre civile et révolutionnaire qui déchire la Syrie depuis 2011 s'est cristallisée dans un espace de destructions massives et de fronts multiples à l'évolution aléatoire. Si l'État islamique a reculé à Kobané, Palmyre, à Dabiq et à Falloujah en Irak, il n'en conserve pas moins un vaste territoire. Le régime syrien a progressé (avec l'aide de l'aviation russe) sur la frontière turque et a desserré l'étau de l'axe Alep-Homs. Il a repris Palmyre et achève l'encerclement d'Alep. Cependant, les autres groupes, Armée syrienne libre (ASL) et mouvements islamistes dont Al-Nosra, mettent maintenant la pression autour de Damas et sur le Golan.

Le pays urbain (75 % de la population en 2011) n'est plus qu'un champ de ruines, les 7 millions de réfugiés répertoriés s'entassent dans des camps à l'intérieur (1,2 million dans la banlieue de Damas) et à l'extérieur du pays (Liban, Turquie, Jordanie essentiellement). Les capacités industrielles sont presque entièrement détruites. À cela, il faut ajouter la perte sèche en capacité de travail et en bouches supplémentaires en contrepartie, qui aggrave la situation économique globale sans oublier que le soldat au front ne produit pas non plus.

Dans cette désolation, les acteurs étrangers jouent leur partition. Le Hezbollah et l'Iran soutiennent massivement et à bout de bras le régime avec désormais l'appui aérien de la Russie. Une coalition internationale (dont la France est partie) apporte un appui ciblé et aérien aux groupes d'opposition et aux forces kurdes, dans les zones où ces derniers combattent l'État islamique, tout en cherchant une solution politique qui peine à venir.

Se projeter dans un avenir, même à court terme est difficile. Les rounds de négociations ont, jusqu'à ce jour, tourné court. Les différentes parties prenantes restent figées sur leurs positions. Cependant, derrière la revendication symbolique de la récupération d'une Syrie pleine et entière manifestée par tous, peut se dessiner un découpage territorial : celui issu des lignes de fronts et celui, informulé (sauf peut-être pour les Kurdes) d'une partition du pays ; cette dernière pouvant se conjuguer en fédération ou en États séparés incluant ou non un « État islamique ».

Dans la perspective d'une solution au conflit syrien, il apparaît utile de regarder les options disponibles à partir d'un état des lieux lucide.

Le premier constat est qu'il est illusoire de pouvoir retrouver la Syrie d'avant 2011 – image qui parcourt parfois les médias ou les conversations du café du commerce. Les ruines sociales, industrielles et économiques, les 250 000 morts répertoriés (les blessés sont trois fois plus nombreux) et la fuite des millions de réfugiés laissent un

pays exsangue. Sur ce champ de ruines, les acteurs – à l'issue d'un processus de violence exceptionnel – ne peuvent réellement envisager un avenir qui ne passerait pas par la destruction intégrale de l'adversaire ou, tout du moins par une capitulation sans condition.

Ceci posé, après des années de positions rigides, la durée du conflit amène les plus intransigeants à commencer à imaginer d'autres options de sortie de crise.

Le concept de « Syrie utile » pourrait alors être le cadre de négociation entre parties prenantes – c'est-à-dire la part du gâteau syrien détenu par chacun et à discuter. Sachant que pour les guerres civiles à acteurs multiples (comme en Libye), la sortie de crise, faute d'un seul vainqueur indiscutable, ne peut s'organiser que par un *bargain*, un marchandage dans lequel toutes les parties trouvent leur intérêt ou, au pire, par le constat de la rupture et la séparation.

Que serait une Syrie utile ? La notion est toujours abordée sans être définie, comme si cela allait de soi.

Historiquement, la conception de « Syrie utile » avait une forte dimension économique. Elle a d'abord été invoquée par Clemenceau afin de modérer les ambitions du parti colonial français défenseurs d'une « Syrie intégrale » ou « Grande Syrie » (expressions des syrianistes français)¹. Pour lui, la « Syrie utile » ne comprenait pas la Terre sainte. Il s'agissait d'éviter une extension territoriale trop lourde à gérer. Ainsi, la « Syrie utile » est d'abord un renoncement.

Mais dans son acception positive, elle correspondait à trois objectifs². Tout d'abord, dans une région fertile, il s'agissait de conserver la maîtrise de la Cilicie pour sa production de coton. Mais la France perdra la région dès 1921. Ensuite se manifestait un intérêt pour la soie du Mont Liban, afin d'alimenter, en métropole, la région lyonnaise. Or la production de la soie y était en déclin dès avant la guerre de 1914-1918. Enfin, l'attrait récent – à l'époque – pour le pétrole fut déterminant. La revendication d'une « Syrie utile » devait en effet permettre l'accès aux ressources pétrolières. Au lendemain de l'armistice, Clemenceau traita directement et sans témoin avec Lloyd George du partage du Proche-Orient³. Lloyd George lui demanda Mossoul, placé par les accords de Sykes-Picot dans la zone française. Clemenceau, conseillé par André Tardieu, accepta cette exigence en échange de concessions de la Turkish Petroleum Company. La Compagnie française des pétroles (CFP, ancêtre du groupe Total) obtint en effet 23,75 % des parts de ce qui deviendra l'Iraq Petroleum Company. (La région de l'Euphrate ne sera exploitée qu'à partir de 1945).

Aujourd'hui, la conception de Syrie utile peut s'entendre de différentes manières, le plus souvent comme la Syrie contrôlée par le régime syrien : celle des prisons pleines, celle où ont pu voter les Syriens aux dernières « élections » législatives, celle des grandes villes et des routes les reliant.

¹ Entretien avec Henry LAURENS, juin 2016.

² *Ibid.*

³ LAURENS Henry, « Comment l'Empire ottoman fut dépecé », *Le Monde diplomatique*, avril 2003, p. 16-17.

Ainsi, par exemple, Sihem Djebbi, décrit en 2015 la Syrie utile du régime en ces termes : « La « Syrie utile » constitue la zone où se sont rabattues les principales fonctions de l'État et du régime – police, administration, « État social » –, et ce, afin de préserver le cœur du pouvoir dans une stratégie de résilience de l'État précaire. C'est aussi la zone historique du consensus social et politique transconfessionnel du régime caractérisé par une mixité confessionnelle et une population bourgeoise. »⁴

Mais les autres belligérants ont également la leur.

Dès lors, cette notion apparaît assez largement comme apposée sur une situation mouvante : elle n'est pas à même de l'expliquer ni d'y apporter une solution. Si elle a une utilité stratégique ponctuelle, il apparaît que toutes les parties au conflit envisagent un horizon national (« toute la Syrie », comme le réaffirme Bachar Al-Assad dans son message à Vladimir Poutine pour la commémoration du 9 mai 2016).

Prendre cette notion comme instrument de réflexion (voir sa mobilisation dans les discours des acteurs et la réalité qu'elle recouvre) peut se révéler un danger (le domaine du non-négociable) ou une opportunité à partir de laquelle un espace de discussions peut s'ouvrir.

Cette étude a donc pour ambition de partir d'une analyse de la situation actuelle sous tous ses aspects (état des lieux, jeux des acteurs) à partir du concept de « Syrie utile » – tout en assumant d'emblée ses limites – pour imaginer et proposer des options de sortie de crise.

⁴ DJEBBI Sihem « La stratégie de gestion des forces armées sous les Assad : les limites des logiques ethno-confessionnelles », in Saïd Haddad (dir.), *Les armées dans les révolutions arabes, Positions et rôles, Perspectives théoriques et études de cas*, Presses universitaires de Rennes, 2015, p. 127.

I – Historique et état des lieux

Le régime syrien s'est constitué en profitant de l'instabilité politique de l'après-indépendance (10 coups d'États réussis en 25 ans !). À l'issue de l'échec de Damas dans la gestion de la crise jordano-palestinienne de *Septembre noir* 1970, le général de l'air Hafez Al-Assad, ministre de la Défense, s'empare du pouvoir. Il ne le lâche plus jusqu'à sa mort en 2000. Bachar, fils cadet, le remplace suite à la mort accidentelle de son frère Bassel, dauphin désigné.

Pendant trente ans, Hafez Al-Assad consolide son pouvoir à partir de la base politique du parti Baath (fondement idéologique du régime) et d'une gestion communautaire du pouvoir appuyé sur la communauté alaouite dont il est issu, d'une partie de la bourgeoisie sunnite et des minorités religieuses.

I.1 – Expliquer 2011

Comprendre le soulèvement de 2011 suppose de prendre en considération plusieurs séries de facteurs qui sont entrés en interaction. Le premier tient à la structure du pouvoir en Syrie. Depuis la fin des années 1960, une multiplication de centres de pouvoir a résulté de luttes entre factions politico-militaires pour dominer les outils de l'État. Les conséquences premières sont la déstructuration de l'État de droit, dans le sens où, progressivement, chaque groupe militaire lié à des personnalités politiques et à des représentants de services de renseignement, s'accapare tous les moyens coercitifs pour construire son ordre politique. Chacun s'impose par des coups d'État, qui se multiplient entre 1963 et 1970. Dès lors, la lutte politique est un conflit à mort, car chaque faction qui conquiert le pouvoir, élimine ses prédécesseurs. De cette rotation accélérée des élites émerge un groupe formé autour d'une personnalité, Hafez Al-Assad. Ce dernier parvient à stabiliser le régime autour d'une équation particulière : il met en concurrence les différents centres de pouvoir en leur accordant tous les droits, pourvu que chacun lui voue une allégeance ultime ; il s'appuie sur un collège de grandes personnalités chargées de secteurs d'activités ; et il met en place autour de la corruption, une véritable prédation sur les ressources économiques du pays, par l'accaparement de la rente, et à partir de 1976, par le déploiement de troupes au Liban.

Ce qu'il faut bien voir, c'est que cet équilibre est profondément instable si l'on considère le rapport société / État. Les soulèvements sont réguliers, tous les dix ans, et chacun conduit à des vagues de répression de plusieurs de centaines morts. En cela, et contrairement à une perception largement répandue, il s'agit d'une équation de pouvoir favorisant l'instauration d'une stabilité systémique dans l'instabilité perpétuelle.

Le premier changement advient avec l'avènement de Bachar Al-Assad. Ce dernier rompt avec le collège de direction, dans la mesure où ses membres constituent des concurrents potentiels. Ce changement crée un hiatus : la direction du système repose sur l'écheveau de polices politiques, mais un écart se creuse entre leurs chefs et leurs hommes de troupe. Le renouvellement des élites ne permet plus d'enraciner les pyramides d'agents de renseignement du sommet jusqu'aux communautés nationales. Les hommes de la base voient et signalent un mécontentement grandissant mais ils ne peuvent le traiter, parce que leurs chefs ne sont plus en contact intime avec eux.

La seconde transformation tient à la place de la prédation. Cette dernière se déploie vers le Liban en premier lieu. Le retrait du Liban en 2005, dans les suites de l'assassinat de Rafik Hariri, précipite une perte de ressources. Cette pratique est immédiatement redéployée vers le territoire syrien. Ainsi, les projets touristiques autour du Golan et du Hawran soutenus par Rami Makhlouf, le cousin du président, se greffent sur les terres agraires, dont les propriétaires sont privés dans l'échange marchand soumis à la coercition. La nouvelle idéologie de l'économie sociale de marché, favorise en effet la prise d'actifs économiques pour ceux proches du clan Assad. On a donc une mutation profonde des structures de la corruption : en dix ans, on bascule d'un système de multiples pyramides construites sur la corruption / rapport clientélaire ; vers le monopole par un groupe restreint gravitant autour du nouveau chef, qui s'accapare tous les outils de la prédation, et se coupe des services de redistribution. En fait, la monopolisation de la prédation détruit la multiplicité des circuits des fruits de la corruption, restreignant *de facto*, le nombre de bénéficiaires. Seuls quelques-uns en profitent. Or cette mutation des régimes de contrôle (politique, administratif et économique) prend place alors que la société syrienne connaît une profonde évolution.

Au cours des années 2000, la population syrienne croît encore de façon relativement rapide par rapport à d'autres pays arabes. L'entrée dans la troisième phase de la transition démographique – au cours de laquelle le taux de natalité tend à diminuer, pour rejoindre un taux de mortalité déjà faible – date de 1986 et non comme en Tunisie de la fin des années 1970. De ce fait, les années 2000 voient l'entrée de générations 'les plus nombreuses' de l'histoire syrienne : près de 300 à 350 000 individus par an pour une population de 20 millions environ. En parallèle, depuis le milieu des années 1990, l'économie socialiste est progressivement désorganisée, rétractant la superficie de l'État et diminuant d'autant ses capacités d'intervention pour créer les lieux et places intégrant ces nouveaux membres de la communauté nationale. Naturellement, la progression démographique n'est pas uniforme : elle se produit dans les villes moyennes (10-25 000 habitants), renforçant les zones rurales qui constituaient les socles historiques du régime baathiste. Un ensemble de disjonctions et de creusement d'écarts se produisent : entre générations, et entre habitants en fonction de leur lieu de vie.

La remise en cause du modèle économique et de la gestion politique, s'accompagne de la promotion de nouveaux marchés, de nouveaux secteurs d'activités, et d'un nouveau discours idéologique. Bachar Al-Assad prenant la suite de son frère Bassel préside la société informatique syrienne. Cette dernière vise à rendre familier l'ordinateur en Syrie dans les années 1990. À partir des années 2000, le président syrien s'engage en faveur de la multiplication des nouvelles technologies par l'ouverture de cybercafés, puis de l'essor de la téléphonie mobile et d'Internet. Cette nouvelle dynamique peut se parer dans le discours officiel d'une volonté de « moderniser » la Syrie. Mais plus globalement, cela autorise le clan présidentiel à capter les ressources afférentes à ces activités. En 2008-2009, la téléphonie mobile, par exemple, représente près de 2 points de croissance, qui reviennent exclusivement aux deux sociétés de téléphonie mobile existantes, toutes deux contrôlées par Rami Makhoul. La mise en place de cette structure économique favorise une forte croissance en Syrie, qui atteint 5-6 % de croissance entre 2005 et 2008 avant une récession ponctuelle liée à la crise économique mondiale. Néanmoins, cette mutation a un ensemble d'incidences sur la population.

Globalement, la libéralisation de l'économie, la reformation d'une économie de marché, la mise en place d'un système bancaire autonome favorisent une croissance du PIB relativement commune à l'expérience des autres pays arabes, de l'ordre de 6 %. Une nouvelle classe bourgeoise apparaît dans la fusion entre la jeunesse des élites urbaines sunnites traditionnellement détentrices des secteurs dynamiques de l'économie et celle des élites venant des services de renseignement et des appareils répressifs. Les exemples des fils de dignitaires comme Manaf Tlass⁵, montrent le nouveau profilage des figures du régime. Ce dernier s'enracine ainsi dans d'autres couches sociales, territorialement situées. Ce sont les secteurs marchands des capitales de Damas et d'Alep. Cette reconfiguration s'accompagne au sein du régime d'autres évolutions. Les résultats des premiers concours de l'INA (Institut National d'Administration, né d'une coopération avec l'ENA française) montrent que les enfants alaouites réussissent massivement le concours sans avoir besoin d'en truquer les résultats. Tout simplement, après quelques décennies de *positive action*, le réservoir de capital humain descendant de dignitaires, d'alaouites ou de personnes venant des régions qui sont privilégiées dans l'accès aux postes, autorise une réussite scolaire et professionnelle plus importante relativement aux autres communautés. Une partie des cadres d'avenir appartient donc nécessairement à ce groupe. Au sein des secteurs sécuritaires, lieu traditionnel de recrutement pour ces populations, de nouveaux groupes sociaux prennent place, principalement des enfants venant des tribus de la région de Deir ez-Zor. Ceci explique l'embrigadement rapide de ces groupes dans les *chabiha* (voir partie 2.1).

Cette transformation se reproduit à d'autres niveaux de la société. La première affecte la géographie politique et économique du pays. Alep et Damas se parent d'un centre modernisé, avec de vastes édifices comme l'hôtel *Four Seasons*. Au contraire, les régions périphériques – c'est-à-dire le reste du pays – sont largement délaissées, avec un gradient différent entre les zones de la route Deraa-Alep qui sont marginalisées

⁵ Manaf Tlass, général de la Garde républicaine et proche de Bachar Al-Assad, est le fils de Mustapha Tlass, ministre de la Défense de Hafez Al-Assad pendant 30 ans.

mais conservent encore une certaine aisance, et les zones de l'Euphrate très en retard sur le plan du développement. Ces dernières sont désignées dans le plan de 2009 comme « zones prioritaires de développement ». Cependant, les premières – Homs, Hama, Deraa, et surtout les campagnes – sont traditionnellement les zones de soutien au régime, celle qui ont fourni les sympathisants du parti Baath. Ses habitants se retrouvent dans une position de déclassement à l'égard des deux centres urbains. Ils peuvent le ressentir et le vivre par de fréquents séjours en capitale : ils fréquentent les universités, ils s'y rendent pour les besoins de travail, etc. Pour ne prendre que l'exemple d'Alep, plus de 50 % des étudiants ne sont pas originaires de la ville. En parallèle, d'autres groupes de population rejoignent la capitale. Des groupes migrants viennent des zones de la *badiya* (lieu de rencontre du désert et des plaines agricoles). Ils peuplent les quartiers informels des capitales. Bien vite, la situation qui avait prévalu à la montée en puissance du parti Baath et des militaires, se reforme : marginalisation des périphéries placées en présence des centres modernisés.

Les événements amenant au soulèvement ponctuent les années 2000. En 2003, l'invasion en Irak est vécue en direct par les populations à travers les nouvelles chaînes satellitaires : le tyran peut mourir, mais aussi, la chute du dictateur risque de créer des luttes confessionnelles. Une véritable génération naît aux contacts des événements irakiens, d'autant que le flot de réfugiés rend les événements des plus vivants. Ensuite, en 2004, le soulèvement kurde autour de la ville de Qamichli est un premier défi au pouvoir d'Assad, réprimé dans le sang par Maher Al-Assad, dans une certaine indifférence de la société syrienne. En 2005, les événements libanais ont des résonances sur la scène de Damas : plusieurs appels sont lancés par des opposants historiques, rejoints en exil par Abdel Halim Khaddam⁶ qui a fait défection. En 2006, une nouvelle mobilisation se produit pour la défense du Liban attaqué par Israël. Un mouvement de solidarité favorise l'accueil de populations autour de Qousseir ou Homs alors qu'une partie de la population fait connaître son mécontentement devant la non-intervention du régime sur le front du Golan. Les années 2008 et 2009 sont dominées par les questions irakiennes et palestiniennes. Un temps en suspens s'installe en 2010. En 2011, les événements de Tunisie et d'Égypte voient leur réplique par toute une série de phénomènes similaires : officier s'immolant, contestation sporadique, etc. Enfin, l'affaire des enfants de Deraa⁷ suscite l'embrasement national, en plus des événements de la côte (manifestations suivies de tirs à balles réelles).

⁶ Abdel Halim Khaddam a été vice-président de la Syrie de 1984 à 2005.

⁷ Il s'agit d'enfants arrêtés et torturés à mort en mars 2011, pour avoir inscrit sur un mur des slogans hostiles au régime (« Ton tour viendra, Docteur », en écho aux soulèvements en Afrique du Nord). La remise des corps à leur famille provoque d'importantes manifestations.

1.2 – État des lieux : un désastre économique et énergétique

C'est un pays à terre que se disputent aujourd'hui les parties en présence : un pays en partie vidé de ses habitants.

En moins de cinq ans, l'économie syrienne s'est transformée en une économie de guerre et de pénurie. La prédation qui existait déjà est amplifiée.

La Syrie économique « utile » se résume aujourd'hui à peu de choses. Une agriculture de subsistance existe dans les zones les moins touchées par la guerre. La Syrie urbaine et commerçante est détruite (comme on l'a précisé en introduction) en dehors de Damas encerclée au Sud et à l'Est.

Les industries lourdes, essentiellement situées dans les zones urbaines de combat n'existent plus. Les unités textiles se résument à quelques usines dans les régions contrôlées par le régime. Seules les zones portuaires fonctionnent car elles alimentent le pays de Bachar Al-Assad en produits d'importation venus de Russie ou d'Iran. L'effort militaire russe a d'ailleurs donné un élan significatif à l'espace portuaire, même s'il est essentiellement opéré par les Russes eux-mêmes. La ressource touristique qui représentait 2,3 milliards de dollars en 2010 (et qui ne cessait de croître) a bien évidemment disparu.

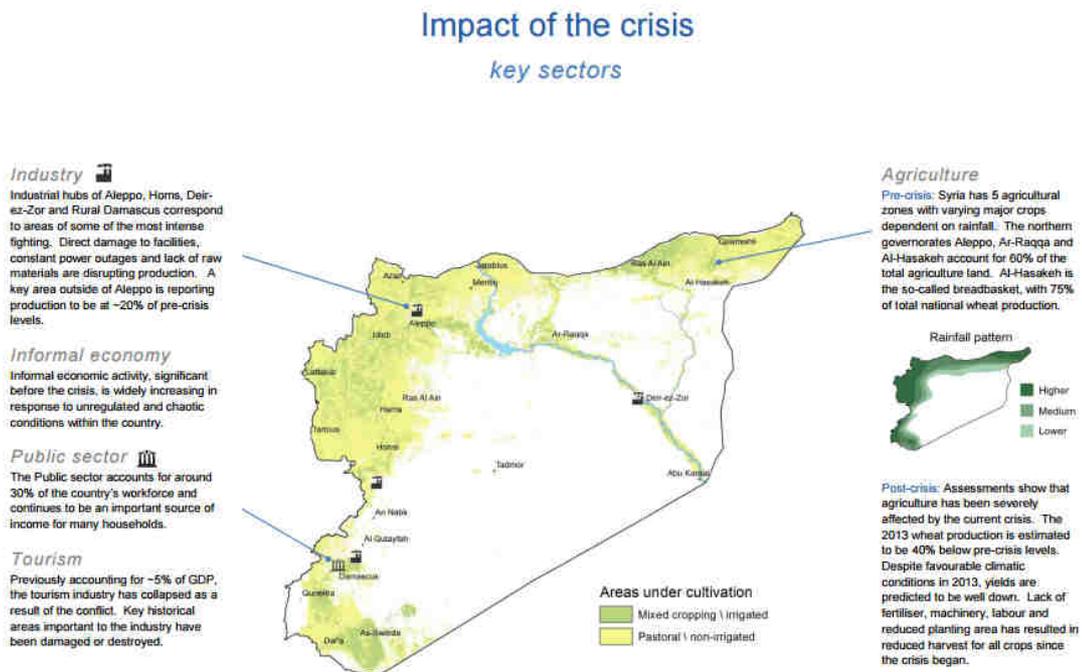


Figure I : Impact de la crise sur les secteurs économiques⁸

⁸ « Impact of the conflict on Syrian economy and livelihoods », *Syria Needs Analysis Project*, juillet 2013 : http://www.acaps.org/sites/acaps/files/products/files/23_impact_of_the_conflict_on_syrian_economy_and_livelihoods_july_2013.pdf

L'industrie du phosphate, dont la Syrie tenait le 10^{ème} rang mondial s'est effondrée. Évaluée à plus de 2 millions de tonnes annuelles en 2011, « au 1^{er} semestre 2014, selon la Compagnie générale des phosphates et des mines, la production totale s'était élevée à 493 822 tonnes. Les ventes n'avaient rapporté que 30 millions de dollars, dont 28 millions à l'exportation et le reste pour la fabrication locale de fertilisants. »⁹

L'agriculture, traditionnellement exportatrice, s'est rétractée et transformée en agriculture de subsistance¹⁰.

Dans les zones contrôlées par lui et ayant dans l'ensemble connu peu de destructions, ledit État islamique cherche à donner l'illusion d'une activité « normale », marquée par l'assistance sociale aux femmes et aux enfants, grâce aux revenus du marché noir, mais il s'agit évidemment d'une économie de pénurie. La communication de Daech met l'accent sur le fonctionnement des services sociaux et hospitaliers. Jusqu'aux frappes russes, le salaire versé aux combattants et aux familles des « martyrs » participait à la fluidité économique ; cependant la chute brutale des revenus de Daech a entraîné une baisse notable des salaires et autres subventions.

Selon le Centre Régional pour les Énergies Renouvelables et l'Efficacité Énergétique (RCREEE) du Monde arabe, « Le secteur de l'énergie a représenté le quart des revenus du gouvernement. La Syrie est confrontée à des difficultés dans la fourniture de la demande d'énergie domestique, tels que le service de l'électricité, le chauffage et le fioul, ce qui entraîne des coupures fréquentes. 94 % de l'électricité produite proviennent de centrales thermiques classiques à base de pétrole et de gaz, alors que 6 % proviennent de l'hydroélectricité. »¹¹

Les situations sont variables selon les sources d'énergie. Selon la Banque mondiale, les capacités syriennes de stockage de l'eau et d'irrigation ont peu été touchées. En revanche, Daech contrôle deux barrages sur trois. « C'est le cas du barrage du Baath qui alimente Raqqa et représente 60 % de l'alimentation en eau de la Syrie, et surtout celui de Tabqa, le plus grand de Syrie qui retient le Lac Assad, fournissant en eau et en électricité Alep »¹². La destruction du barrage de Tabqa, qui pourrait noyer une partie de l'Irak, fait partie des arguments de chantage de l'organisation si celle-ci se voyait menacée de façon vitale¹³. En 2015, sous les coups des Forces démocratiques syriennes, l'EI a perdu le contrôle du barrage de Tichrine sur l'Euphrate, qui comprend six unités de production d'électricité, alimentant l'Est de la province d'Alep et d'autres régions du Nord près de Raqqa. Le vrai problème réside dans l'approvisionnement en eau potable, notamment dans les zones/villes d'affrontement où les usines de retraitement ont largement été détruites. Les Nations Unies considèrent que 12,1 millions de

⁹ <http://www.i24news.tv/fr/actu/international/moyen-orient/72809-150528-mines-de-phosphate-prochaine-source-de-financement-pour-l-ei>

¹⁰ YAZIGI Jihad, « La carte économique de la Syrie se modifie », 1^{er} août 2015 : <https://jihadyazigi.com/2015/08/01/la-carte-economique-de-la-syrie-se-modifie/>

¹¹ <http://rcreee.org/fr/content/syrie>

¹² GALLAND Frank, « Les barrages, l'autre arme de Daech », Les Échos, 16 février 2016, <http://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/cercle-151944-les-barrages-lautre-arme-de-daech-1200574.php>

¹³ « Un barrage sur l'Euphrate comme arme potentielle pour Daech » : <http://www.directmatin.fr/monde/2016-01-25/un-barrage-sur-leuphrate-comme-arme-potentielle-pour-daesh-721237>

personnes n'ont pas d'accès à l'eau potable – dont 69 % consommant de l'eau à haut risque¹⁴.

Les centrales thermiques ont été détruites (notamment dans les villes) ou sont sous contrôle des différentes parties au conflit. Elles font l'objet d'interruptions provoquées ou accidentelles affectant la fourniture d'électricité des régions touchées, 56,5 % ne fournissent de l'énergie que trois heures par jour.¹⁵ « Depuis le début de la guerre en Syrie le 15 mars 2011, plusieurs régions ont connu des pannes de courant intermittentes en raison des combats et des raids aériens, et beaucoup d'entre elles ont recours aux générateurs électriques. En février [2016], le ministre de l'Électricité Imad Khamis a affirmé que les dégâts directs subis en raison de la guerre dans le domaine de l'électricité s'élevaient à 3,75 milliards de dollars et que 5 des 13 grandes centrales électriques du pays avaient été l'objet d'attaques »¹⁶. Les centrales électriques sont des enjeux stratégiques majeurs que se disputent âprement les parties en présence – quand elles ne sont pas gérées ensemble selon les besoins.¹⁷

Au plan du pétrole et du gaz, l'organisation de l'État islamique contrôlerait 60 % de la production pétrolière en Syrie et 10 % en Irak. En 2014, celle-ci étant alors estimée entre 70 000 et 100 000 barils par jour (en Irak et en Syrie) par certains experts. Depuis, cette production a fortement baissé. En 2015, Le *Financial Times* parlait de 35 000 à 40 000 barils, à la mi-novembre. En Syrie, l'EI contrôlerait 253 puits (dont 161 en activité)¹⁸.

¹⁴ DEVARAJAN Shanta, MOTTAGHI Lili, DO Quy-Toan, ABDEL JELIL Mohamed, 2016, « Syria, Reconstruction for Peace », *Middle East and North Africa Economic Monitor*, avril 2016, World Bank, Washington DC, p. 23.

¹⁵ *Ibid.*, p. 23.

¹⁶ « Une panne générale d'électricité touche la Syrie », *RTS info*, 3 mars 2016, <http://www.rts.ch/info/monde/7542989-une-panne-generale-d-electricite-touche-la-syrie.html>

¹⁷ BACZKO Adam, DORRONSORO Gilles, QUESNAY Arthur, *Syrie, Anatomie d'une guerre civile*, CNRS Éditions, Paris, 2016, p. 304.

¹⁸ Selon un rapport du « ministère des Finances » du groupe jihadiste consulté par l'agence Associated Press (AP), BEZAT Jean-Michel, « Que sait-on de la production de pétrole contrôlée par l'EI et de ses destinations ? », *Le Monde*, 3 décembre 2015.

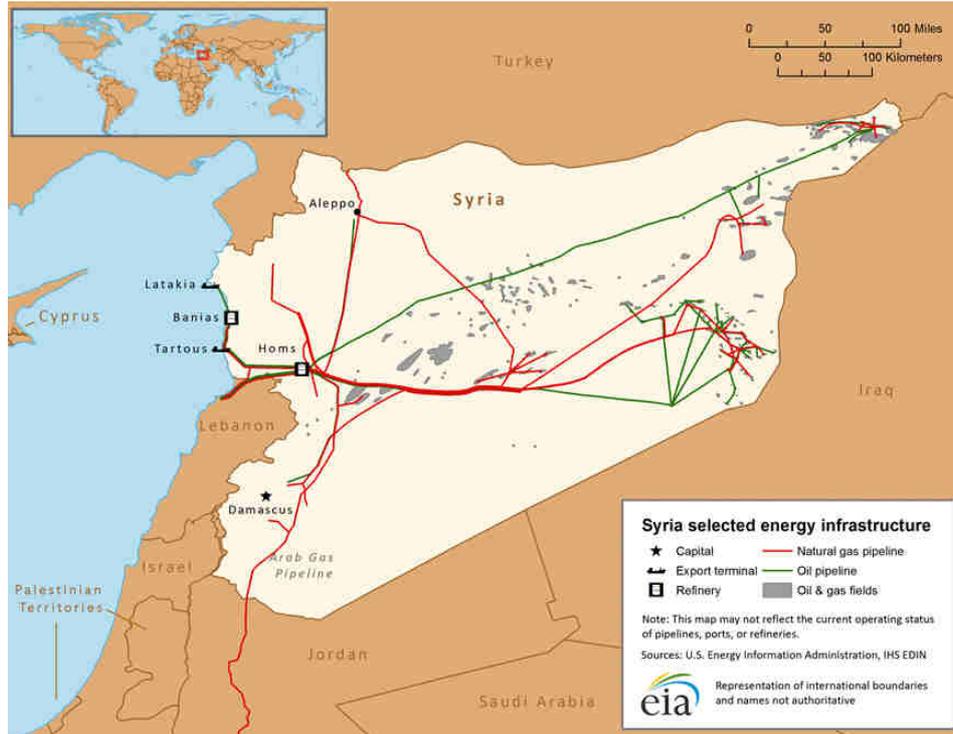


Figure 2 : Infrastructure énergétique¹⁹

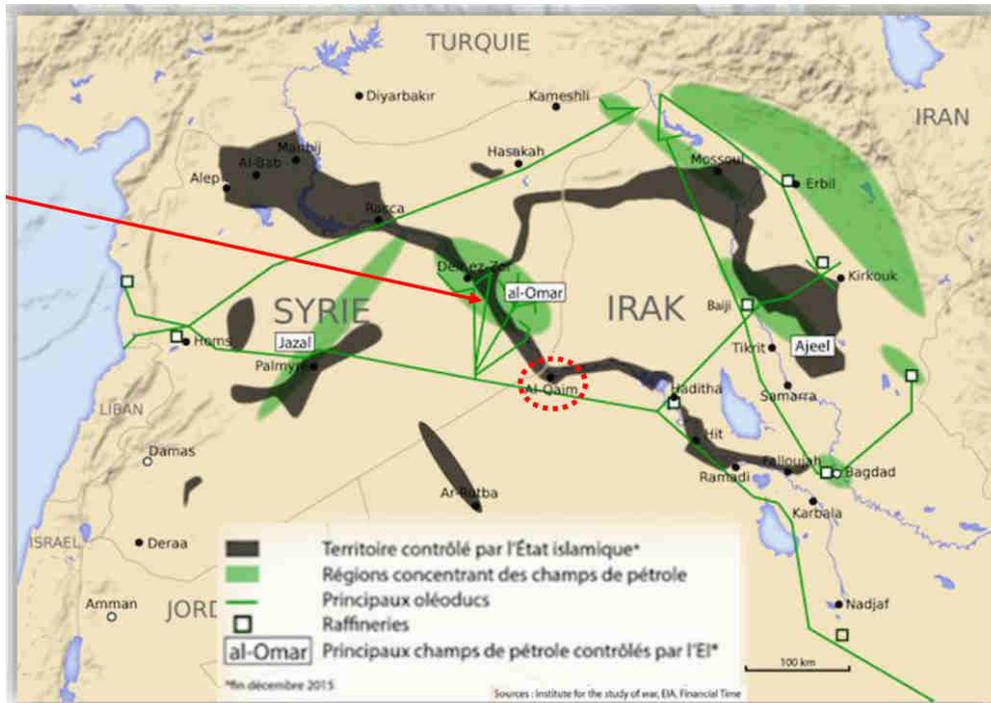


Figure 3 : Contrôle de ressources pétrolières par l'EI²⁰

¹⁹ SAYIGH Yezid, « The War Over Syria's Gas Fields », *Carnegie Endowment for International Peace*, 8 juin 2015 : <http://carnegieendowment.org/syriaincrisis/?fa=60316>

²⁰ Source : *Géo4i*.

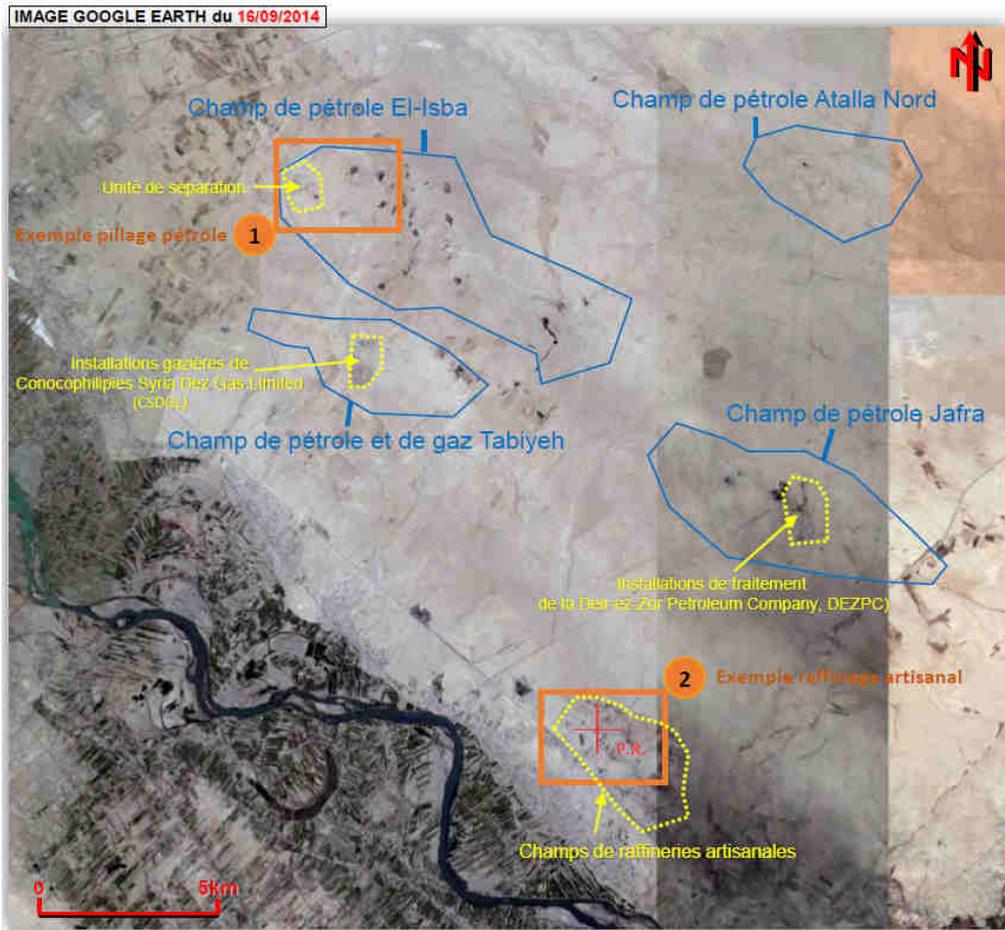


Figure 4 : La lutte pour le pétrole dans la région de Deir ez-Zor²¹



Figure 5 : Image satellite du pillage de pétrole syrien par l'EI²²

²¹ Ibid.

Outre les destructions opérées par la Russie, « la déplétion rapide des champs syriens, qui sont très anciens, en est la première cause », explique Olivier Appert, ex-président de l'Institut français du pétrole Énergies nouvelle (IFPEN). « C'est très difficile à estimer, mais cette production ne doit plus dépasser 20 000 barils par jour », complète Pierre Terzian, directeur de la revue *Pétrostratégies*²³. C'est le niveau de la production française !

Au plan hospitalier, sur les 780 établissements recensés dans les six principales villes, environ un tiers a été endommagé. Plus grave encore, l'essentiel des personnels médicaux et hospitaliers, souvent ciblé directement par le régime dans les zones sous contrôle de l'opposition, a fui le pays.²⁴ En matière d'éducation, 1 417 établissements allant de la crèche à l'université ont été endommagés dans les combats, soit 14,8 % d'entre eux. Alep et Deraa ont été les villes les plus touchées. 2 millions d'enfants sont sortis du système scolaire et 50 000 enseignants sont sans emplois.²⁵

Le régime, pour afficher sa légitimité sur l'ensemble du territoire, continue de payer les salaires des fonctionnaires, y compris dans les zones de Daech. Mais cette action symbolique devient de plus en plus difficile à réaliser au fur et à mesure de l'épuisement de ses ressources. En contrepartie, il effectue également les retenues à la source sur lesdits salaires (eau, électricité, téléphone) sur des personnels qui se voient taxés deux fois, puisque l'EI prélève ses propres impôts indirects.²⁶

Les investissements du régime se sont déplacés vers les zones à lui utiles – essentiellement la zone côtière. Ce sont aussi les régions hors de la ligne de front, sauf Soueida (encerclée au Sud).

²² *Ibid.*

²³ BEZAT Jean-Michel, « Que sait-on de la production de pétrole contrôlée par l'EI et de ses destinations ? », *op. cit.*, voir aussi, RABREAU Martine, « Comment Daech organise son lucratif marché pétrolier », *Le Figaro*, 26 novembre 2015.

²⁴ Il restait 62 médecins sur 6000 à Alep en mai 2015, DEVARAJAN Shanta, MOTTAGHI Lili, DO Quy-Toan, ABDEL JELIL Mohamed, 2016, « Syria, Reconstruction for Peace », *op. cit.*, p. 23.

²⁵ *Ibid.*, p. 24.

²⁶ BACZKO Adam, DORRONSORO Gilles, QUESNAY Arthur, *Syrie, Anatomie d'une guerre civile*, *op. cit.*, p. 306 et 316.

**Investissements agréés
par l'agence des investissements**

Province	2010*	2015*
Alep	42	3
Damas campagne	37	3
Deir ez-Zor	29	0
Raqqa	24	0
Damas	16	0
Souweida	16	16
Deraa	13	0
Homs	13	0
Hassaké	10	0
Hama	8	1
Quneitra	7	0
Idleb	7	0
Lattaquié	6	1
Tartous	4	9
Total	232	33

*Premier semestre.
Source : agence syrienne des investissements.

Figure 6 : Investissements du régime²⁷

Comme dans toute économie de guerre, les trafics, la contrebande et la corruption représentent les différentes formes d'une activité parallèle qui enrichit une minorité de la population alors que l'autre vit dans la pénurie. C'est pourquoi le contrôle des zones transfrontalières (Liban, « triple frontière » et surtout celle avec la Turquie) est un enjeu majeur pour les acteurs en présence qui se disputent violemment son contrôle.²⁸

L'EI se finance par les taxes prélevées sur la population sous son contrôle (surtaxe des Chrétiens en régime *dhimmi*), et les trafics divers : pétrole, on l'a vu, mais aussi objets d'arts, le lucratif coton et peut-être le phosphate.²⁹ Le bombardement systématique des convois vers les différentes frontières poreuses par l'aviation russe a fortement asséché cette ressource.

²⁷ YAZIGI Jihad, « La carte économique de la Syrie se modifie », *op. cit.*

²⁸ BACZKO Adam, DORRONSORO Gilles, QUESNAY Arthur, *Syrie, Anatomie d'une guerre civile*, *op. cit.*, p. 306.

²⁹ « L'État islamique contrôle aujourd'hui 90 % des champs de coton syrien », CABOT Émilie, « Au cœur de la multinationale Daech », *JDD*, 14 juin 2015 : <http://www.lejdd.fr/Medias/Television/Terrorisme-au-coeur-de-la-multinationale-Daech-737358>. En prenant Palmyre, l'EI s'était aussi emparé des mines de Khnaifess, 2^{ème} site du pays.

Évidemment, des personnes s'enrichissent de l'économie de pénurie via le marché noir et les importations de produits de base, la vente de l'eau potable (ressource vitale de plus en plus rare), ou via la corruption pour franchir les zones contrôlées par les uns ou les autres (cf. la « frontière à un million de livres syriennes » du passage, de la Ghouta vers Damas) ou les « taxes pétrolières » de franchissement de la « frontière » du côté de Deir ez-Zor entre le régime et l'EI.³⁰

Enfin, il ne faut pas ignorer non plus le rôle des acteurs extérieurs dans l'économie de guerre : ONG internationales ou musulmanes, « Charities » et autres fondations du Golfe animées de plus ou moins de pensées humanitaires ; aides nationales, Nations Unies (camps de réfugiés). À cela s'ajoutent les situations de dépendance totale ou partielle des parties combattantes : l'Iran et dans une certaine mesure, la Russie pour le régime désormais tenu à bouts de bras ; les Occidentaux dans une bien moindre mesure pour l'ASL et autres forces démocratiques ; soutien du PKK et autres groupes pour les Kurdes syriens, des États-Unis et autres États pour les Kurdes irakiens³¹.

³⁰ BACZKO Adam, DORRONSORO Gilles, QUESNAY Arthur, *Syrie, Anatomie d'une guerre civile*, op. cit., p. 304-305.

³¹ *Ibid*, p. 313-314.

1.3 – Démographie

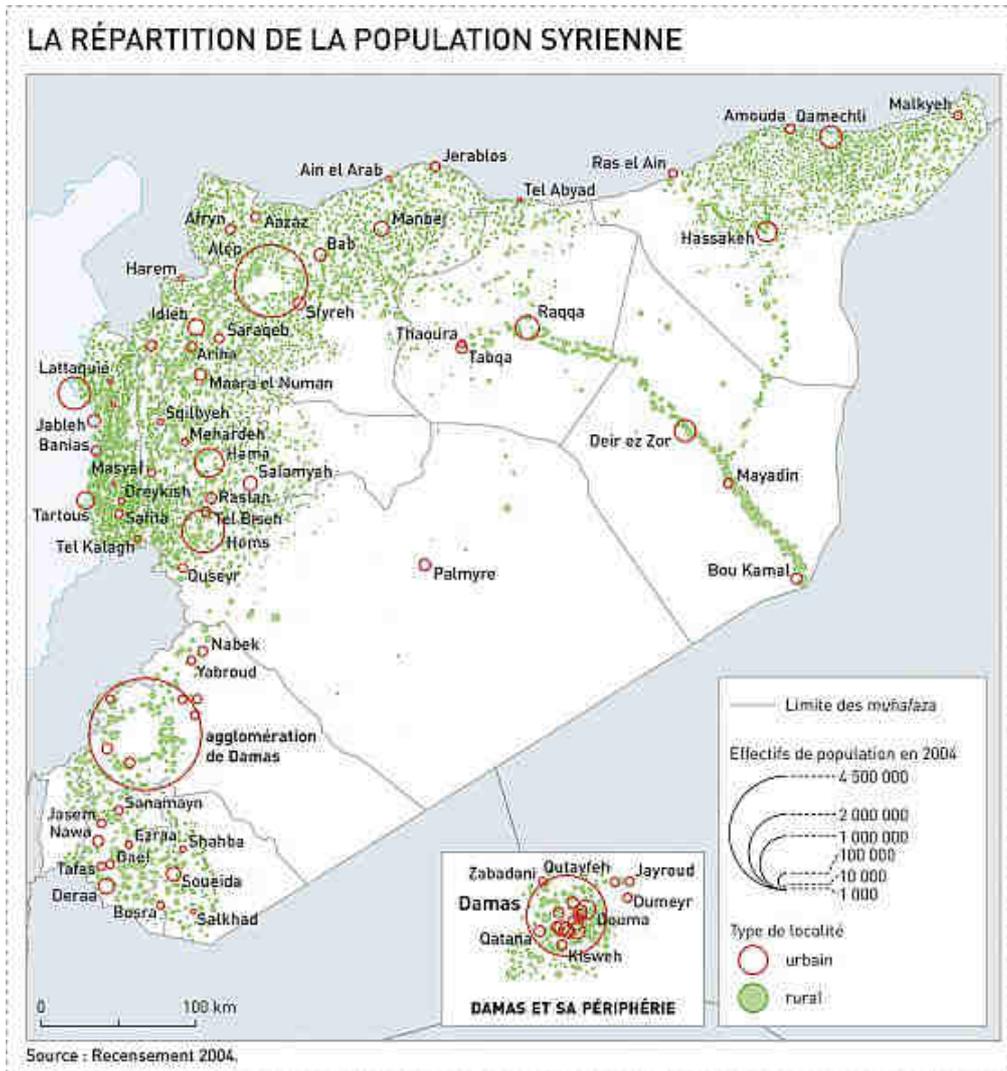


Figure 7 : Carte de la démographie syrienne³²

► Situation démographique en 2011

Si les conséquences démographiques de la guerre en Syrie sont plus ou moins bien perçues, ses causes démographiques le sont moins. Les explications mettant en scène les acteurs externes (États-Unis, Russie, France, Europe), ou régionaux (Iran, Turquie, Israël...) ont toujours eu la préférence des spécialistes. Pourtant, la guerre syrienne – c’est une évidence – a d’abord mobilisé des Syriens. Leurs différences

³² BALANCHE Fabrice, « Cartographie de la crise syrienne », Site du Gremmo.

socioéconomiques, confessionnelles, idéologiques – et démographiques – seraient-elles un facteur explicatif du conflit ?

La Syrie avant 2011 était un pays « en transition », notamment en transition démographique : baisse de la mortalité, chute de la fécondité, laquelle d'un sommet de 8 enfants par femme (1980) a été réduite de moitié depuis. La modernité – et la crise économique – sont passées par là. Mais depuis 2000, la transition piétine : 3,8 enfants en 2000, 3,6 en 2004, 3,5 avant la guerre en 2009 – une pseudo-stabilité qui cache des remontées chez certains segments de la population, chez les femmes instruites et chez les citadines, qui reflète des changements de mentalité ou de stratégies de groupe. Aussi, la fécondité d'avant-guerre était-elle au rang des plus hautes du monde arabe et musulman : 60 % de plus que le Maroc, deux fois plus que le Liban, l'Iran, la Turquie. Cette forte fécondité au plan national et surtout régional est rappelons-le, puisque c'est l'un des objectifs de l'analyse, lourde de sens sur le plan des mentalités et des stratégies des divers groupes qui se partagent le territoire.

La transition démographique syrienne s'est donc figée. Elle s'est surtout mal diffusée, avec des écarts spectaculaires. Ce graphique montre l'amplitude inouïe de la fécondité avant la guerre, de 7 enfants par femme en moyenne à Deir ez-Zor et à peine 2 à Soueida, une fécondité « française », tout comme à Lattaquieh et Tartous.

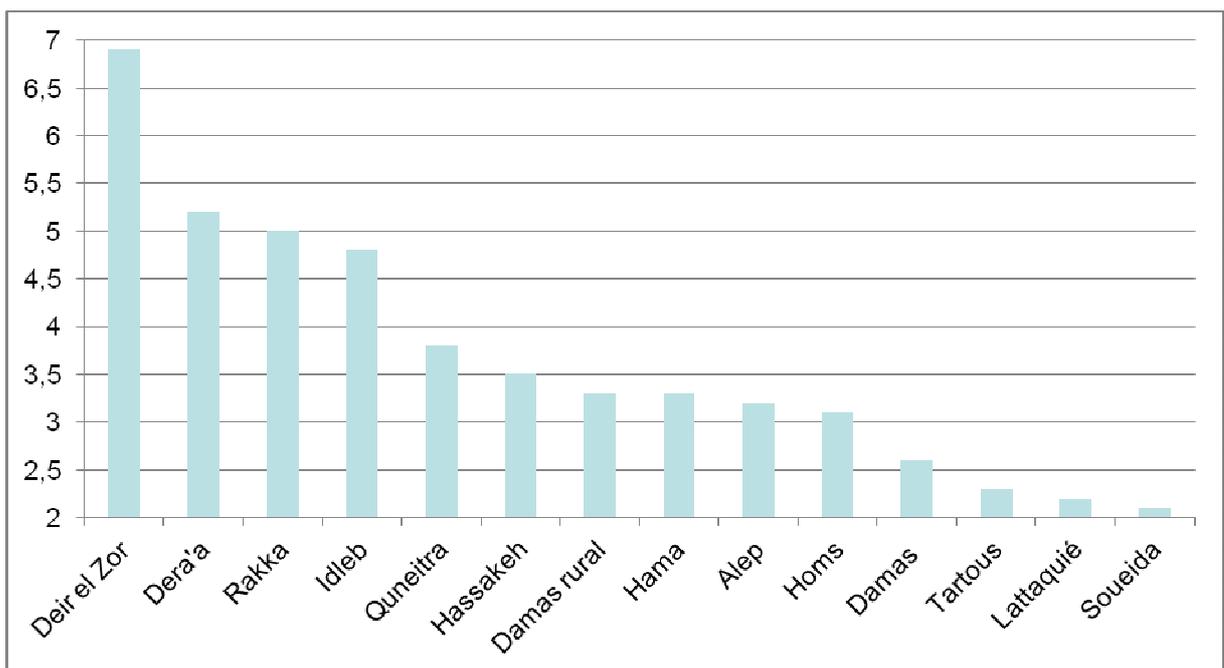


Figure 8 : Nombre moyen d'enfants avant la guerre (2009)³³

Pouvait-on alors parler d'« État-Nation » syrien ? À l'instar de la Tunisie ou du Maroc qui ont connu une homogénéisation démographique de toutes les régions, jusqu'aux

³³ Graphique réalisé par Youssef Courbage.

confins les plus éloignés du pays ? Les *mohafazats* côtiers (Lattaquieh, Tartous, au sud Soueida), jouissent de fécondités très basses et de faibles pressions démographiques : 1,6 % de taux de croissance annuel, deux fois moins que dans le reste du pays.

Ces disparités régionales recourent – en partie – des différences confessionnelles ou ethniques. Or en Syrie l'idéologie jacobine rejette ces catégories, un reliquat de l'époque coloniale ou de l'Empire ottoman. D'où le mutisme officiel : les recensements, l'état civil, les enquêtes sont muettes à ce propos. Mais malgré l'indigence statistique, la démographie confessionnelle reprend des couleurs. Aujourd'hui, les estimations – souvent fantaisistes – foisonnent. Certaines grossissent les minorités les plaçant à 40 % face à une petite majorité sunnite arabe de 60 %. Une estimation mieux fondée est de 27 % contre 73 %.

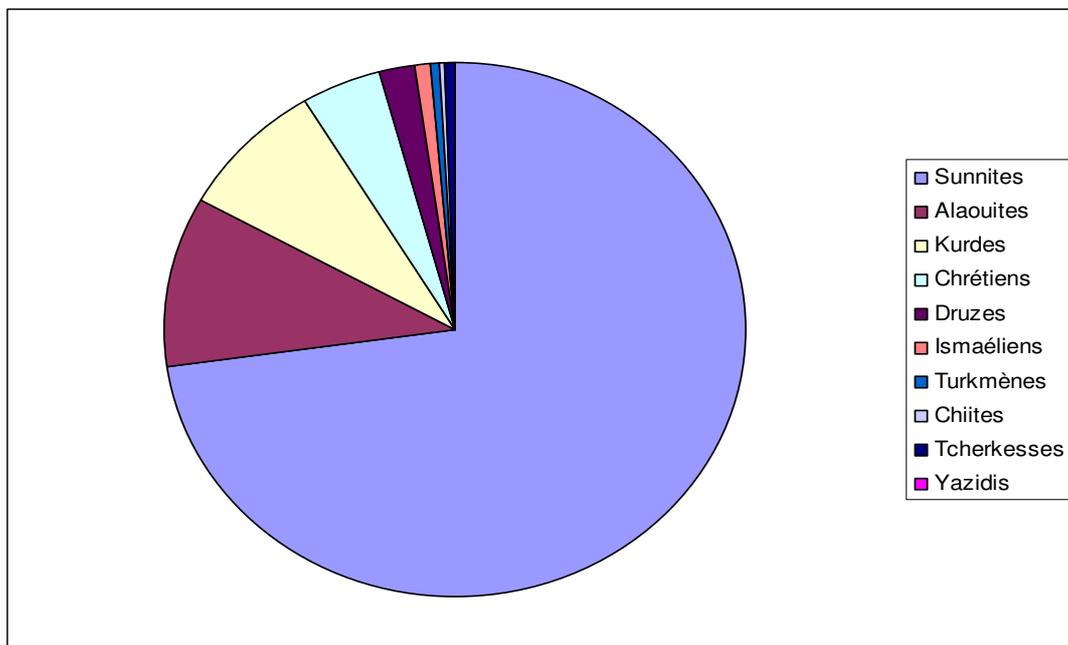


Figure 9 : Le poids démographique des communautés en Syrie, avant la guerre³⁴

Avant 2011, démographie et pouvoir étaient donc en porte-à-faux. Les sunnites arabes démographiquement hégémoniques, ont depuis 1963 subi une éclipse politique prolongée. Mais s'agit-il d'un groupe ou plutôt d'un agrégat composite ? Citadins et ruraux, sédentaires et bédouins, Alépins et Damascènes, un régionalisme poussé et des populations très hétérogènes ; un groupe informe démunie de *assabiya*. En outre, il n'y a pas congruence parfaite entre confession et sensibilité politique. Le régime syrien a réussi à fidéliser des sunnites de groupes d'intérêt disparates, des milieux d'affaires de Damas et plus récemment d'Alep, jusqu'au lumpenprolétariat urbain ou à certaines tribus bédouines. Sphères démographique et politique ne se recouvrent pas

³⁴ Graphique réalisé par Youssef Courbage.

parfaitement ; l'opposition syrienne compte de nombreuses personnalités alaouites et vice-versa.

La population alaouite ne comptait que 2,5 millions d'âmes, un peu plus de 10 % du total. Sous le mandat français et dans les premières années de l'indépendance, les alaouites ont réussi à se hisser dans les sphères du pouvoir : l'armée, le parti Baath, l'État. C'était la voie royale de la mobilité sociale. Avant l'indépendance, ils vivaient tous à la campagne (97 %), d'une agriculture de montagne plutôt chiche, métayers sous la houlette de seigneurs féodaux. Le nouveau régime leur a ouvert les villes du littoral (Lattaquieh, Tartous, Banyas) et leur a facilité la poussée vers la capitale, Damas et les grandes villes, grâce à un recrutement préférentiel dans le secteur public : administration, entreprises d'État. L'accès à l'enseignement, notamment universitaire, avec l'octroi préférentiel de bourses à l'étranger, dans les pays les plus appréciés (Royaume-Uni, France, États-Unis... plutôt que l'URSS, l'Allemagne de l'Est, la Roumanie et la Bulgarie) leur a permis de gravir encore plus vite l'échelle sociale. Ainsi, la rente politique, assortie de « discrimination positive » marqua le paysage socioéconomique baathiste. Les statistiques en témoignent. Le niveau de vie était franchement plus élevé sur le littoral (hors capitale). Les indicateurs sociaux vont dans ce sens : faible proportion d'actifs agricoles (moins bien rémunérés), analphabétisme féminin plus bas qu'ailleurs, écarts d'analphabétisme femmes-hommes minimes, forte scolarisation des jeunes des filles notamment, importante féminisation de la main-d'œuvre non-agricole, deux critères essentiels de la modernité. Le gouvernement a prodigué à la côte avec plus de générosité, l'électricité, l'eau potable, les réseaux d'égouts.

Mais la modernisation tous azimuts comprend un coût caché qui va s'avérer très élevé. Leur faible fécondité face à la fécondité exubérante de ceux qui leur contestent le pouvoir, sape leur poids démographique avec toutes les conséquences, notamment d'ordre militaire qui en découlent.

Les autres minorités (chrétiens, druzes, ismaéliens, chiites), ballotées entre le pouvoir et l'opposition ne font pas le poids. Elles font peu d'enfants à l'instar des alaouites et émigrent beaucoup, comme de tous temps. Elles ne servent que de force d'appoint tantôt aux uns, tantôt aux autres. La seule exception notable est l'importante minorité kurde, la seule à vouloir pousser ses billes jusqu'à l'autonomie voire à la partition, car elle jouit tout à la fois d'un avantage démographique (1,8 million, presque autant que les alaouites, forte natalité) et géopolitique (concentration géographique au Nord et Nord-Est de la Syrie).

Dans le monde arabe, les disparités de transition sont rares. Pas en Syrie, où on avait d'une part une population largement majoritaire (73 %), alimentée en sus de flux de naissances abondantes et en augmentation, et de l'autre des minorités (sauf les Kurdes) qui se reproduisent avec difficulté, car leurs naissances plafonnent ou diminuent.

Dans un contexte conflictuel, le lien est immédiat entre les chiffres de la démographie civile et ceux de la démographie militaire. À l'âge de porter les armes, des cohortes abondantes de jeunes issus de la majorité – et de plus en plus jeunes –, se présentent de gré ou de force « sous les drapeaux ». En face, les jeunes minoritaires sont de

moins en moins nombreux par la raréfaction des naissances, due à la transition de leur fécondité déjà ancienne. La majorité profite de cette aubaine démographique, de cette bulle des jeunes (*youth bulge*). Entre 1963 et 2012, ses jeunes ont été multipliés par 5,3 contre 2,4 pour les minorités. On comprend mieux les consignes pour la conscription dans l'armée officielle. Depuis septembre 2012, il s'agit d'ignorer les conscrits issus de la majorité (présumés peu fiables, risques de désertion, retournement de veste...) et de s'efforcer d'enrôler les jeunes de minorités nommément désignées : chrétiens, alaouites, mourchidites, kurdes, chiïtes, druzes et ismaéliens.

L'une des raisons de la férocité et de la durée de la guerre syrienne est que le pouvoir et la minorité qui le porte, avaient infiniment plus à perdre que dans d'autres « printemps arabes », l'égyptien ou le tunisien, où le pouvoir n'était pas consubstantiel à un groupe confessionnel ou ethnique. La « peur démographique » était bien là, même si les peurs ne sont qu'un mélange de réalités et de fantasmes : la peur de disparaître de la géographie de la Syrie, d'être acculés à se rétracter dans le réduit côtier. Mais aussi la peur de disparaître de la démographie de la Syrie.

Le pouvoir a-t-il donc imaginé le transfert ou la partition pour pallier cette situation invivable ? (voir paragraphe 3.2).

2 – Les acteurs et leurs stratégies territoriales

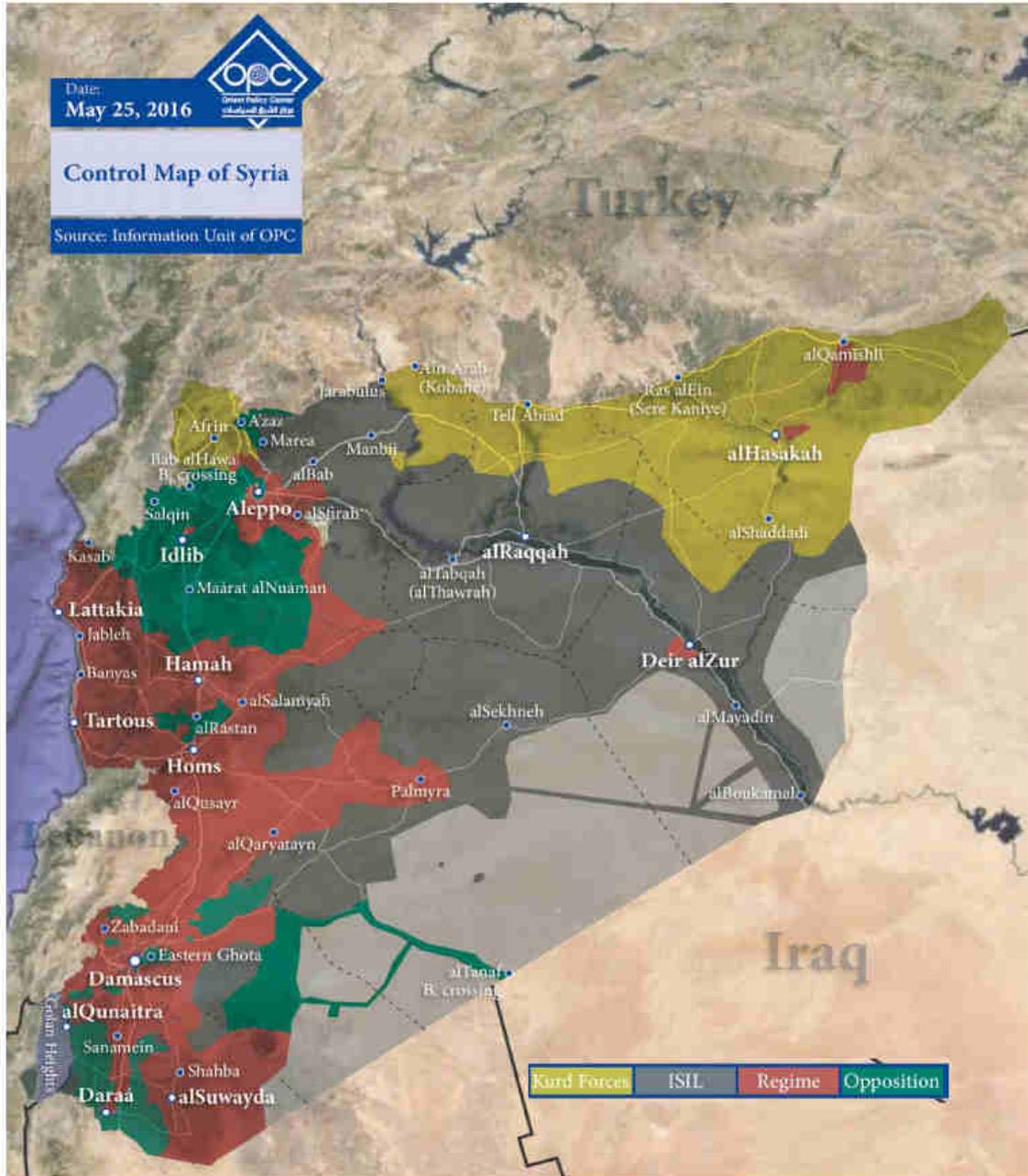


Figure 10 : Carte des contrôles territoriaux, mai 2016³⁵

2.1 – Le régime : délitement et dépendance

Face aux premières manifestations puis au soulèvement populaire dans plusieurs villes du pays, Bachar Al-Assad adopte une approche largement inspirée de celle de son père lorsqu'il affrontait les Frères musulmans en 1980 : un déploiement limité de l'armée, autour des unités les plus « fiables » (majoritairement alaouites) ; le soutien de milices paramilitaires ; l'emploi de la force armée pour vider les zones peuplées des régions favorables à l'opposition³⁶.

Ainsi, afin de réprimer les manifestations de Deraa en 2011, ce sont des Forces spéciales (35^{ème}, 41^{ème} et 47^{ème}) qui sont choisies, avec souvent un ordre écrit du président lui-même, avant d'être rejointes par des divisions conventionnelles.

En agissant de la sorte, Bachar Al-Assad échoue à mettre fin aux protestations mais contribue à faire évoluer le conflit en une guerre civile. Dans cette nouvelle configuration, le régime a lui-même été poussé à évoluer, jusqu'à se miliciser et abandonner des pans entiers de sa souveraineté et de son pouvoir décisionnel.

Ce sont tant la résilience que le délitement du régime qui expliquent l'impasse actuelle.

« Le régime, en réprimant un mouvement populaire qui avait des racines très profondes et une base très large, a créé une situation sans issue. Les violences qu'il a commises, la destruction d'un appareil d'État fragile, la radicalisation d'une partie de la société... créent un certain nombre de problèmes pour lequel le régime n'a aucune solution. Il n'a plus d'argument et s'est enfermé dans celui de la lutte contre le terrorisme. Et dans cette logique, il ira jusqu'au bout »³⁷.

► Stratégie militaire du régime : de l'armée aux milices

Dès 2011, le régime fonde sa stratégie sur l'emploi de la force armée pour répondre aux manifestations. Une volonté de maîtrise accrue des différentes composantes de l'appareil sécuritaire mène alors à la mise à l'écart de personnalités soupçonnées d'une potentielle défection comme Manaf Tlass, général sunnite, mis en résidence surveillée avant son exfiltration du pays.

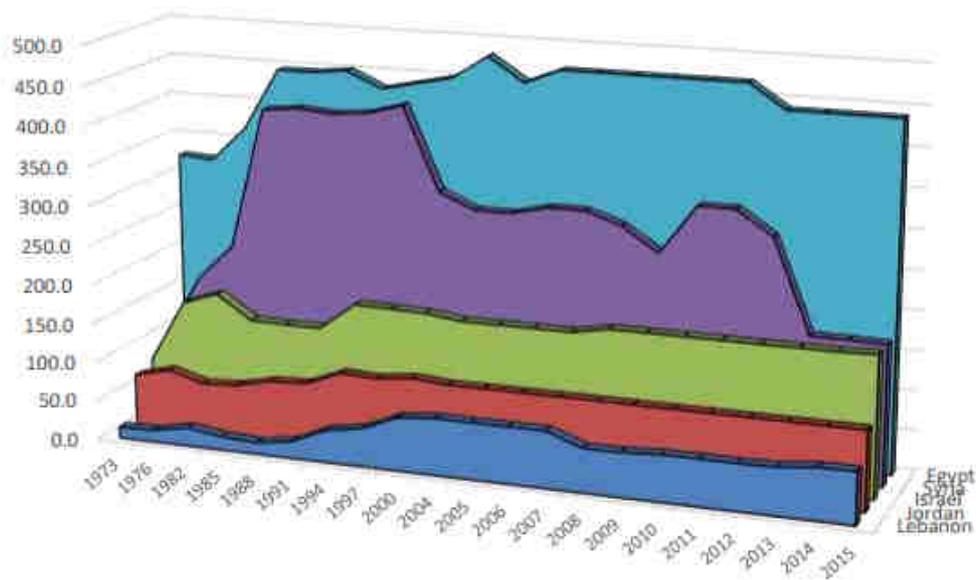
³⁵ COLLOMBIER Virginie, FAVIER Agnès, LUIGI Narbone, *Inside Wars, local dynamics of conflicts in Syria and Libya*, European University Institute, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, Middle East Directions, 2016, p. 6.

³⁶ HOLLIDAY Joseph, *The Assad regime, from counterinsurgency to civil war*, Institute for the Study of War, mars 2013, p. 10.

³⁷ HARLING Peter, « L'État islamique occupe un vide qui ne cesse de grandir dans la région », *Médiapart*, 15 juin 2015.

De même, par crainte des défections de soldats, Bachar Al-Assad ne déploie que les plus loyales des unités, provoquant leur épuisement.

Les effectifs de l'armée du régime ont progressivement décliné. Pertes aux combats, défections et fuites vers l'étranger ont peu à peu vidé les forces de leur substance. Les chiffres d'Anthony Cordesman sont révélateurs : 325 000 troupes théoriques en 2011, 295 000 en 2012, 178 000 depuis 2013, quoique d'autres estimations donnent des chiffres proches de 70 à 80 000 combattants effectifs en 2015³⁸.



	1973	1976	1982	1985	1988	1991	1994	1997	2000	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Lebanon	14.3	15.3	23.8	17.4	15.0	21.8	41.3	48.9	67.9	72.1	72.1	72.1	72.1	56.0	56.0	59.1	59.1	59.1	60.0	65.5	65.5
Jordan	69.3	80.3	67.5	70.3	80.3	82.3	100.6	96.7	104.0	100.5	100.5	100.5	100.5	100.5	100.5	100.5	100.5	100.5	100.5	100.5	100.5
Israel	77.0	156.0	172.0	142.0	141.0	141.0	176.0	175.0	173.0	168.0	168.0	168.0	168.0	176.0	176.0	176.0	176.0	176.0	176.0	176.0	176.0
Syria	100.0	177.5	222.5	402.5	404.0	408.0	421.0	316.0	296.8	296.8	307.6	307.6	292.6	262.9	325.0	325.0	295.0	178.0	178.0	178.0	178.0
Egypt	325.0	322.5	367.0	445.0	445.0	450.0	430.0	440.0	450.0	480.0	450.0	468.5	468.5	468.5	468.5	468.5	468.5	438.5	438.5	438.5	438.5

Figure II : Total Arab-Israeli Active Military Manpower (1973-2015)³⁹

³⁸ NERGUIZIAN Aram, « The Military Balance in a Shattered Levant », *Conventional Forces, Asymmetric Warfare & the Struggle for Syria*, Center for Strategic and International Studies, 15 juin 2015, p. 113

³⁹ NERGUIZIAN Aram, «The Military Balance in a Shattered Levant », *op. cit.*, p. 26.

À ces chiffres s'ajoutent ceux des *chabih*s, milices pro-gouvernementales chargées du maintien de l'ordre (par la terreur) qui se montent à quelques dizaines de milliers (voir *plus loin*).

Par ailleurs, sur financements iraniens, le régime syrien aurait déployé une nouvelle unité, la Force de Défense Nationale, dirigée par le général Mohammad Hawash, et estimée en 2014 à 80 000 volontaires⁴⁰.

Ensuite, les « Brigades du Baath », formées de membres du parti au pouvoir et majoritairement sunnites, sont dirigées par le secrétaire général adjoint du Baath, Hilal Hilal. Elles compteraient quelque 10 000 combattants et sont actives à Alep, dans la périphérie de Damas et à Deraa, dans le Sud syrien⁴¹.

Dans la ville de Deir ez-Zor, l'armée syrienne est secondée par des unités composées de membres des tribus sunnites des Chouheitat et des Bou Saraya, dont des centaines de membres ont été massacrés par l'EI. Dans cette ville, une milice arménienne de quelques dizaines de membres se bat également aux côtés de l'armée régulière⁴².

Dans la région de Homs, l'armée est épaulée par les « Aigles du désert », une unité comptant près de 6 000 combattants tribaux, qui ont une connaissance du terrain.

Un autre corps militaire, appelé « Kadesh », regroupe 5 à 6 000 miliciens, directement rattachés à l'état-major de la Garde républicaine, l'unité d'élite de l'armée, dirigée par Maher Al-Assad, le frère du président syrien. Il s'agit principalement d'anciens rebelles et déserteurs qui ont rejoint le régime après avoir bénéficié d'une amnistie dans le cadre de processus de « réconciliation »⁴³.

Les forces du régime subissent de lourdes pertes humaines. À l'automne 2015, le nombre de militaires syriens tués au combat aurait dépassé les 55 000 et celui des miliciens approche des 40 000⁴⁴.

La première année de la crise, le régime fait état de ces décès, jusqu'à ce que leur augmentation, à l'été 2012, le pousse à ne plus communiquer sur ce sujet⁴⁵. En effet, alors que la mention de pertes limitées nourrit le discours de résistance à un complot et à des groupes terroristes, celle de pertes importantes véhicule une image de faiblesse qu'il ne peut assumer.

⁴⁰ BLANFORD Nicholas, « ISIS' Iraq offensive could trigger Hezbollah to fill gap left in Syria », *The Daily Star*, 16 juin 2014.

⁴¹ KHALIFEH Paul, « L'armée syrienne, ses milices et ses alliés étrangers », *RFI*, 1^{er} octobre 2015.

⁴² *Ibid.*

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ HOLLIDAY Joseph, *The Assad regime, from counterinsurgency to civil war*, *op. cit.*, p. 28.

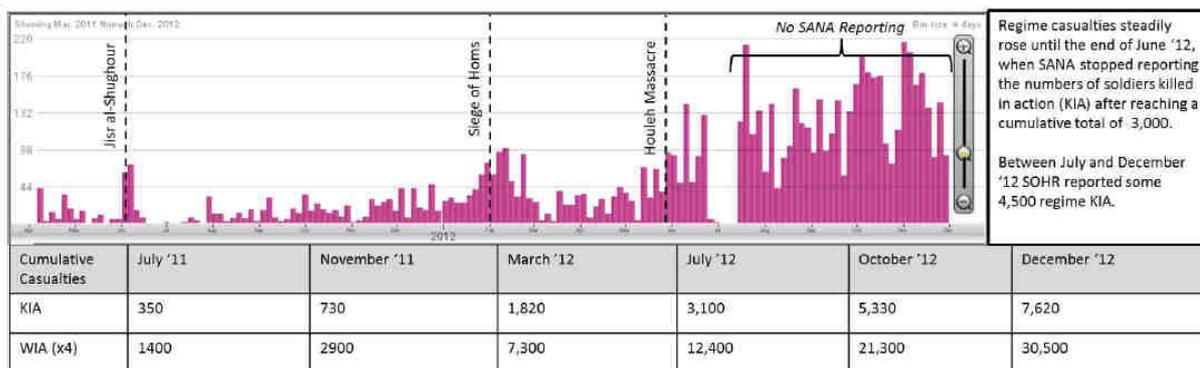


Figure 12 : Érosion numérique du régime⁴⁶

À partir de l'été 2012, la chaîne de commandement de l'armée, habituellement très centralisée, se décentralise, avec une plus grande marge de manœuvre donnée aux officiers subalternes. Cette souplesse, si elle traduit un affaiblissement certain du pouvoir central, lui confère également une souplesse.

« The Syrian Army has transformed “into an entity more akin to a militia than an army in both make-up and ethos [...] That the regime has been weakened is incontrovertible. But it has been weakened in ways that strengthen its staying power »⁴⁷.

Mais surtout, le pouvoir syrien fait appel de manière croissante à des milices.

Le recours à des groupes armés autres que l'armée nationale n'est pas nouveau. Hafez Al-Assad au début des années 1980 comptait sur les « organisations populaires » (*munazzamat cha'biya*), affiliées au parti Baath, puis sur l'« armée populaire » (*Jaysh al-cha'bi*), qui comptait en 2011 environ 100 000 paramilitaires⁴⁸.

Avec le début des événements, Bachar Al-Assad s'appuie sur deux types particuliers de milices : les Comités populaires (*lijan cha'biya*), souvent constitués de communautés minoritaires (alaouites mais aussi chrétiens et druzes, comme à Jaramana dans la banlieue de Damas) qui s'arment pour protéger leur quartier et mettre en place des check-points ; et les *chabiha*⁴⁹, majoritairement alaouites.

Les *chabiha*, sont dirigées par la famille Assad élargie, au premier rang de laquelle les cousins de Bachar Al-Assad. Les rangs de ces gangs se sont remplis au milieu des années 1980 lors de la dissolution des Brigades de défense de Rifaat Al-Assad.

⁴⁶ Ibid.

⁴⁷ International Crisis Group, « Syria's Mutating Conflict », *Middle East Report*, n° 128, août 2012, p. ii.

⁴⁸ VAN DAM Nikolaos, *The Struggle for Power in Syria*, I. B. Tauris, 2011, p. 208-209 ; *The Military Balance*, International Institute for Strategic Studies, 2011, p. 332.

⁴⁹ Le mot « chabiha » vient soit de la marque *Shabah* des Mercedes dans lesquelles ces bandes se déplacent, soit du mot « fantôme » pour signifier leur présence menaçante. Voir sur ce sujet MACLEOD Hugh, FLAMAND Annasofie, « Inside Syria's shabiha death squads », *Global Post*, 15 juin 2012.

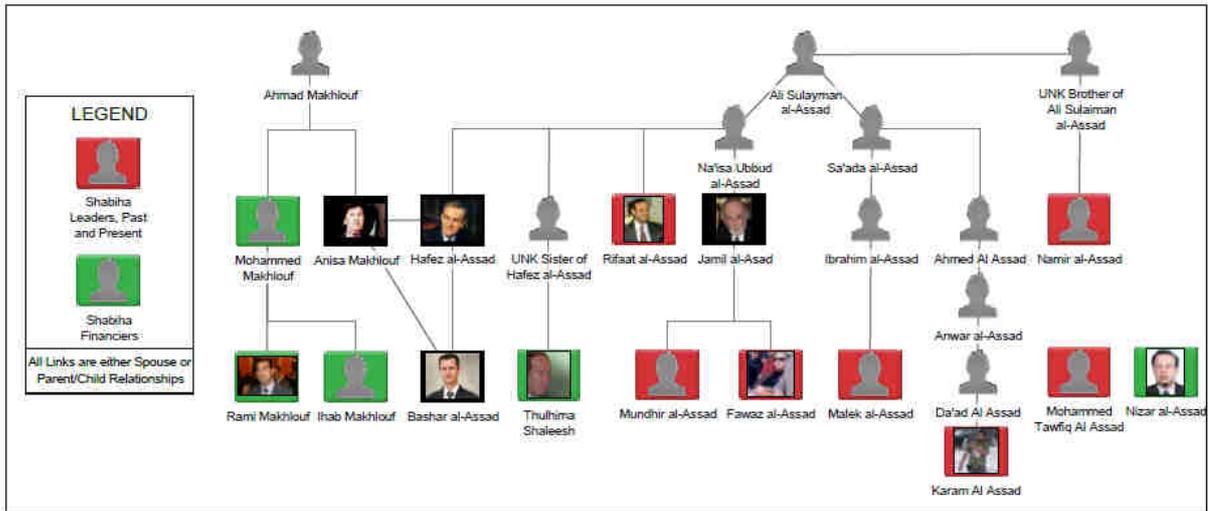


Figure 13 : La famille Assad et les Chabiha⁵⁰

Les recrutements se font par la suite parmi les rangs les plus bas de la société, pour diverses motivations⁵¹ : loyauté au régime, protection de trafics (armes, drogues, comme la famille sunnite Berri à Alep), enrôlement de criminels en échange de leur sortie de prison ou perception d'un salaire. Plus généralement, il s'agit de ceux dont l'intérêt, parfois très local, dépend du maintien d'Assad au pouvoir, ou ceux qui craignent la prise de pouvoir par une rébellion majoritairement sunnite⁵². Comme le note Nikolaos Van Dam : « *Many Alawis, including many of the regime's initial opponents, might nevertheless feel forced to cluster together for self-preservation if they would be given the impression, whether justified or not, of being threatened by the Sunni majority* »⁵³.

Le régime syrien compte de manière croissante sur cet apport. Favorisant leur fourniture en armes et leur financement, il prend également une série de mesures qui figurent comme autant de gestes envers des groupes dont il a besoin pour sa survie. Le meilleur exemple est sans doute le décret de décembre 2014, établissant que 50 % de tous les postes publics seraient réservés aux familles des « martyrs » des services de sécurité et des milices⁵⁴. Ce type d'annonce montre la volonté de s'assurer de la loyauté et de la pérennité de ces forces malgré les pertes qu'elles subissent.

⁵⁰ HOLLIDAY Joseph, *The Assad regime, from counterinsurgency to civil war*, op. cit., p. 17.

⁵¹ Joseph HOLLIDAY propose l'estimation suivante : « *World Factbook estimates that roughly seven million of Syria's total of 22.5 million people are males between 15 and 64 years old.159 If this age structure holds true in Syria's Alawite community, and if the Alawites represent 12% of Syria's population, then as many as 840,000 Alawite men could bear arms. If women also bear arms, that number could be higher; early 2013 reports about the formation of the National Defense Force highlighted the role of up to 500 women in the new militia organization* ». Il précise naturellement par ailleurs qu'on ne peut considérer que toute la communauté alaouite soutient le clan Assad, HOLLIDAY Joseph, *The Assad regime, from counterinsurgency to civil war*, Institute for the Study of War, mars 2013, p. 31.

⁵² LUND Aron, « *Who are the Pro-Assad militias?* », *Carnegie Endowment for International Peace*, mars 2015.

⁵³ VAN DAM Nikolaos, *The Struggle for Power in Syria*, op. cit., p. 135.

⁵⁴ LUND Aron, « *Who are the Pro-Assad militias?* », op. cit.

La relation de l'armée avec les milices, qui souvent émanent de l'armée elle-même ou s'appuient sur elle, est organique⁵⁵. L'institution militaire continue d'exister grâce aux milices, auxquelles elle impose sa vision et son système économique organisé autour du pillage⁵⁶.

Alors que l'armée se milicise, les milices se professionnalisent. Elles deviennent une part prépondérante de l'appareil de force du régime⁵⁷. Au-dessus des lois, elles représentent un apport militaire certain à une armée nationale épuisée⁵⁸. Elles appliquent localement la politique voulue par le régime, comme l'illustre le massacre de Houla en mai 2012, dans lequel leur rôle a été établi⁵⁹.

Mais les milices s'autonomisent également. Comme le résume Aron Lund, « *When there is no more money to share, he [Assad] will have to share power. And the more the militias are integrated within the state, the more the state itself comes under the sway of the communities and interests represented by them – violent, parochial, often sectarian or tribal, and sometimes criminal* »⁶⁰.

Cette autonomisation se manifeste par une forte décentralisation des ordres, des actions et des modes de financement (racket, contrebande, pillage). Cela rend les milices aptes à combattre au profit du régime syrien, mais diminue leur dépendance envers lui⁶¹. Des figures émergent, développant leurs propres bases de pouvoir, sans attendre la grâce d'une position ou d'une nomination par le président syrien.

Ce sont également les modes de recrutement qui s'autonomisent. À titre d'exemple, la milice Lions de Hussein (*Liwa Usud al-Hussein*)^{62 63} a posté un appel sur Facebook, incitant les volontaires à les rejoindre, pour un salaire de 50 000 livres (230 \$) sur le front de Lattaquieh, et 80 000 livres (360 \$) s'ils acceptaient de se battre à Palmyre.

► Un régime fortement dépendant d'acteurs extérieurs

Malgré les renforts sur lesquels il peut compter, Bachar Al-Assad déclare en juillet 2015, dans un discours retransmis à la télévision syrienne que son armée est confrontée à « *un manque de ressources humaines* ».

⁵⁵ HARLING Peter, « Le régime syrien ne peut laisser derrière lui que le chaos », *Al-Ahram*, 28 octobre 2015.

⁵⁶ *Ibid.*

⁵⁷ HOLLIDAY Joseph, *The Assad regime, from counterinsurgency to civil war*, *op. cit.*, p. 30.

⁵⁸ CHABKOUN Malak, « Pro-Regime Militias in Syria: SAA Unit or Ad-Hoc Apparatus? », *Aljazeera Centre for studies*, 4 août 2014.

⁵⁹ « Houla Massacre: UN Blames Syria Troops and Militia », *BBC News*, 15 août 2012.

⁶⁰ LUND Aron, « Who are the Pro-Assad militias? », *op. cit.*

⁶¹ LUND Aron, « Gangs of Latakia: The Militiafication of the Assad Regime », *Syria Comment*, 23 juillet 2013.

⁶² La milice a été formée un an et demi auparavant par Hussein Al-Assad.

⁶³ « Pro-regime Militia Posts Open Call for Recruits on Facebook », *The Syrian Observer*, 10 juin 2016.

Il ajoute : « *La Syrie est à ceux qui la défendent et la protègent* », faisant de manière à peine voilée un appel du pied à ses parrains et semblant ainsi justifier « *le passage sous franchise du combat contre la rébellion* »⁶⁴.

En effet, le régime bénéficie du soutien croissant de groupes (Hezbollah, milices irakiennes comme l'organisation Badr, combattants afghans, pakistanais...), de puissances régionales (Iran) et internationales (Russie). De plus en plus, il sous-traite au Hezbollah et à l'Iran la défense et la gestion d'une partie du territoire syrien. L'objectif est, sinon de reprendre des zones, au moins d'empêcher l'opposition de les contrôler.

Les troupes du Hezbollah libanais comptent 5 à 8 000 combattants environ (la moitié est constituée d'unités spéciales très performantes, et l'autre moitié de volontaires, bien entraînés)⁶⁵ mais payant un lourd tribut – environ 900 morts. Elles ont pris une place prépondérante dans l'entraînement, la formation de l'armée syrienne et même dans la conduite de la guerre en Syrie. Elles sont essentiellement déployées dans la région frontalière entre la Syrie et le Liban, mais aussi dans la province de Quneitra, limitrophe du Golan occupé par Israël, et dans les localités chiites de Foua et Kefraya, encerclées par les rebelles à Idlib (Nord), et de Nobol et Zahraa à Alep (Nord).

L'Iran, bien évidemment, joue un rôle majeur dans la guerre en Syrie. Il est à la fois le soutien économique et financier du régime – désormais à bout de souffle – et un acteur militaire majeur. C'est la contribution militaire chiite qui a permis au régime de durer avant l'intervention aérienne russe de septembre 2015.

Le Hezbollah et les autres milices, quelles que soit l'autonomie relative dont elles disposent vis-à-vis du grand Parrain, n'auraient pu intervenir ou se maintenir sans son accord voire son soutien

En dépit des dénégations de Bachar Al-Assad quant à sa sujétion à l'Iran dans ses nombreuses sorties médiatiques, la réalité concrète montre la prégnance de ce pays sur le conflit syrien et l'avenir du régime. Par ailleurs, dès le mois d'août 2012, le secrétaire d'État à la Défense américain fait état d'entraînements de milices syriennes par l'Iran (la garde révolutionnaire iranienne Al-Qods)⁶⁶.

Acteur de terrain, l'Iran ne devient que progressivement acteur diplomatique sur la crise syrienne. Blacklistés en raison du blocage international sur leur programme nucléaire, les Iraniens avaient été marginalisés dans les premiers rounds de négociation pour une solution pacifique au conflit. L'embellie diplomatique du 14 juillet 2015 avec la conclusion de l'accord sur le nucléaire, a réintroduit l'Iran dans la partie. Cette association était nécessaire ; il n'est pas sûr qu'elle soit suffisante.

En effet, au plan géopolitique, l'Iran et l'Arabie saoudite sont entrés dans une confrontation de moins en moins indirecte en vue de combler le vide pour la puissance régionale laissé par l'Irak et l'Égypte et par l'éloignement des États-Unis.

⁶⁴ MAJED Ziad, « Syrie : pourquoi Assad reconnaît-il que son armée manque d'hommes ? », *L'Express*, 28 juillet 2015.

⁶⁵ KHALIFEH Paul, « Liban : le Hezbollah, pièce maîtresse du conflit syrien », *RFI*, 13 mars 2015.

⁶⁶ C'est le cas par exemple de l'armée du peuple (*Jaysh al-Cha'bi*).

L'Iran se pose donc en défenseur des chiites « persécutés » par les jihadistes sunnites forcément armés par une main saoudienne. Les régimes amis ou les groupes participant du monde chiite – parmi lesquels ils incluent les Alaouites – sont bien sûr inclus dans ce dispositif (comme les Houthis au Yémen). Plus encore, l'Iran étend sa protection « bienveillante » aux communautés chiites du Golfe : Arabie Saoudite (où une très forte minorité est présente) et surtout à Bahreïn (où elle est majoritaire sous la férule d'une monarchie sunnite).

L'Arabie saoudite fonctionne en miroir ou double inversé de cette politique. Elle se présente en rempart contre l'expansionnisme iranien et leader naturel d'une coalition *de facto* anti-chiite. Elle finance l'armement de pays de la zone (comme l'Égypte), conduit la coalition contre la rébellion houthite au Yémen et participe à celle contre l'État islamique. Elle s'est engagée dans le Conseil de coopération du Golfe (CCG) – surmontant les préventions de ses voisins – pour renforcer les capacités militaires et la coopération face à l'Iran. Elle développe enfin d'importantes capacités anti-missiles et a engagé de gigantesques programmes d'armement.

Mais à ce jeu, l'Iran montre une plus forte cohérence. Avec moins de moyens, des capacités militaires développées sur une trentaine d'années et une vision politique et diplomatique constante, ce pays est celui qui a marqué le plus de points. L'ouverture économique attendue après l'accord sur le nucléaire est aussi un facteur d'inquiétude pour ses voisins car il ouvrirait encore plus grand les portes de sa puissance.

Sur le terrain, la présence iranienne est composée de plusieurs centaines de conseillers, de bassidjis paramilitaires des forces basij ou encore de la force Al-Qods. En décembre 2013, après une montée en puissance en vue des négociations de Genève II, les experts évaluent la présence iranienne en Syrie à 10 000 hommes⁶⁷. Parmi eux, il faut compter de nombreux gradés, dont 60 à 70 commandants de la force Al-Qods.

En 2015, des sources de sécurité syrienne ont révélé que 7 000 à 10 000 soldats de la brigade Al-Qods, avaient été déployés autour de Damas pour protéger la capitale après la prise de Palmyre par l'EI et de la province d'Idleb, par le Front al-Nosra.

Le régime syrien peut aussi compter sur les milices irakiennes chiites (environ 80), qui compteraient un total de 20 à 25 000 combattants⁶⁸. Les 3 000 hommes des « Brigades Aboul Fadl al-Abbas », composées de chiites irakiens, sont essentiellement chargés de la protection du mausolée de Sayyida Zeinab. Avant la prise de Mossoul par l'EI et la proclamation du califat, en juin-juillet 2014, ces brigades déployaient en Syrie quelque 10 000 hommes. Mais à la suite de la montée en puissance de l'organisation terroriste en Irak, une grande partie d'entre eux est rentrée au pays pour livrer sa propre bataille⁶⁹. L'organisation Badr, relais iranien en Irak, est également présente en Syrie à partir de 2012. Elle signale officiellement un premier mort en Syrie pour la défense du

⁶⁷ SHERLOCK Ruth, « Iran boosts support to Syria », *The Telegraph*, 21 février 2014.

⁶⁸ Voir liste des principales en Annexe 3, ainsi que PERRIN Jean-Pierre, « Iran : ces milices chiites fers de lance contre l'EI », *Libération*, 16 mars 2015 : http://www.liberation.fr/planete/2015/03/16/irak-ces-milices-chiites-fers-de-lance-contre-l-ei_1221894

⁶⁹ KHALIFEH Paul, « L'armée syrienne, ses milices et ses alliés étrangers », *op. cit.*

tombeau de Sayyida Zaynab le 17 juin 2013. Le 13 juillet suivant, elle annonce avoir envoyé plus de 1 500 combattants⁷⁰.

En 2014, l'opposition syrienne indique que lors de l'offensive du régime dans le Qalamoun, autour de la ville de Yabroud, les miliciens irakiens prennent le relais du Hezbollah, épuisé par les combats. L'organisation Badr aurait expédié à cette date 1 000 ou 2 000 hommes en Syrie. L'organisation déploie ensuite des combattants à Alep, en vue de l'offensive du régime⁷¹.

Moins connus enfin sont les « fatimides afghans », des volontaires de la minorité chiite afghane des Hazaras, recrutés surtout en Iran⁷². Au nombre de 3 000, ils se battent sur les fronts du Nord et du Sud syriens. Figurent également des combattants palestiniens appartenant soit à l'Armée de libération palestinienne (ALP), un contingent relevant de l'armée syrienne et exclusivement composée de réfugiés palestiniens de Syrie, soit à des organisations comme le Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG) d'Ahmad Jibril. Ils sont surtout déployés dans le camp de Yarmouk, au sud de Damas⁷³.

Moscou et Téhéran partagent la même vision du conflit que le régime : attisé par des terroristes et fomenté de l'extérieur. Le soutien russe est d'abord politique, à savoir la protection des intérêts du régime syrien à la fois face aux États-Unis et dans l'enceinte du Conseil de sécurité des Nations Unies grâce au veto. Si l'énorme dette syrienne en matière d'armement (remontant pour partie à l'Union soviétique) pouvait jouer dans cette position, et outre le fait que Vladimir Poutine fait, par son soutien, payer aux Occidentaux leur intervention en Libye, c'est à une vision géopolitique globale que s'accroche la politique russe. Tout d'abord, on ne comprend pas l'engagement russe si on ne rappelle pas que Grozny est à 700 kilomètres à vol d'oiseau d'Alep (1 200 par la route). Cette proximité et le souvenir des guerres de Tchétchénie ont poussé les Russes à voir dans la Syrie, le lieu de « l'Armageddon », de la destruction finale des islamistes (les « wahhabites » dans le jargon russe) en les fixant sur place. Ensuite, cette situation était propice au retour longtemps différé de la Russie en Méditerranée. Les facilités portuaires de Tartous étaient le dernier vestige de la puissance soviétique.

Le soutien russe est ensuite militaire et logistique. Les Russes auraient mis à disposition du régime 1 700 instructeurs. Lorsque le régime syrien a commencé à s'essouffler sur le terrain, au moment de l'aveu de faiblesse du discours de Bachar Al-Assad en juillet 2015, il y a eu une montée en puissance de la Russie sur le plan militaire, à travers une intervention directe. Le parrain russe est donc allé « sauver la mise » à son obligé en péril. Le gain politique était très fort pour un engagement limité (le retrait a même été annoncé mais il peut prendre beaucoup de temps). Il est également vraisemblable qu'un « pied de nez » à l'OTAN soit rentré à cette occasion dans les sous-entendus de l'intervention. Face à une Turquie soupçonnée de soutenir

⁷⁰ MANTOUX Stéphane, « Mourir pour Assad, l'organisation Badr en Syrie », Site *Historicoblog*, 10 février 2016.

⁷¹ *Ibid.*

⁷² Les Iraniens conditionnent désormais le séjour des familles Hazaras sur le sol iranien à l'engagement des hommes en Syrie.

⁷³ KHALIFEH Paul, « L'armée syrienne, ses milices et ses alliés étrangers », *op. cit.*

Daech en sous-main, et avec en perspective l'équation ukrainienne aux relents de guerre froide, la Russie faisait un coup à plusieurs bandes. Elle démontrait l'efficacité de ses armes en sauvant le régime en péril, et affirmait contribuer à l'affaiblissement de l'État islamique par le bombardement de certaines de ses infrastructures et de ses convois – souhaitant démontrer ainsi l'inefficacité des actions de la coalition.

La Russie est ainsi devenue l'autre acteur incontournable d'un règlement du conflit syrien.

► **Que veut, au fond, Moscou ?**

Dans l'esprit de Poutine, et dans sa lecture des équilibres mondiaux, c'est à travers et presque uniquement en raison de la crise syrienne, qu'un dialogue constant et de plus en plus intime se fait entre Moscou et Washington. C'est de plus le président russe qui apparaît comme l'homme fort, seul leader d'envergure à avoir saisi l'ampleur du danger jihadiste, mais aussi l'importance de protéger des régimes « stables, laïques, et protecteurs des minorités » dans une région où la turbulence a été instaurée par les aventures américaines échevelées et amplifiée par des régimes porteurs d'idéologie islamistes redoutables. Les interlocuteurs du président russe, surtout sur le sujet syrien, rapportent tous des accents pour le moins suspicieux de tout ce qui peut ressembler à des mouvements inspirés par l'Islam politique, et essentiellement quand celui-ci se situe dans le monde sunnite. Un paradoxe de plus pour un État-encore empire où la question de l'Islam est vivace, où celui-ci est une composante conséquente de la démographie et de la sociologie, mais où planent encore les relents du drame tchéchène.

Dans cette construction de la stature poutinienne s'immisce aussi une lecture-leçon qu'il s'agit d'infliger aux Occidentaux, concernant la protection des régimes tels qu'ils sont, au nom d'une approche restrictive de la souveraineté et du droit international ; mais où perce une suspicion épidermique à l'égard de toute velléité révolutionnaire, toute expression populaire de contestation étant exclusivement lue au travers du prisme des « révolutions de couleur » qui avaient humilié Moscou. Pour Poutine, la Syrie est un point d'application idéal – ne serait-ce que parce que « low cost » – d'une posture de défense et de soutien jusqu'au-boutiste des alliés de Moscou, un message particulièrement audible dans une région où les autocrates de bord certes différents ont vu avec effroi les États-Unis s'accommoder aussi facilement de la chute de leurs amis dès le premier souffle de révolte populaire. En signalant que la Russie est une puissance qui ne lâche pas ses alliés, et qui met pour cela le prix militaire et opérationnel, et dans un contexte de repli moyen-oriental du rival américain, Poutine escompte aussi sans doute reprendre pied sur l'ensemble des espaces autrefois alignés sur Moscou, comme l'Irak, l'Égypte, la Libye, ou encore le Yémen.

Traduits en termes strictement syriens, ces principes directeurs de la politique russe ne sont pourtant pas déclinés en un but unique et bien défini. Les analystes – américains et autres, intrigués par le jeu russe en Syrie – s'épuisent, depuis des années

à vouloir répondre à la question « *what are Moscow's 'endgames' in Syria ?* ». Mais s'il n'y en avait pas qu'un seul, justement ?

Il semblerait en effet qu'en lieu et place d'un objectif fixé d'avance, la stratégie de Moscou est celle de lignes de défenses successives, d'options déclinées du meilleur vers le pire.

L'optimum, bien entendu, serait de pouvoir, si c'était encore possible, restaurer une Syrie « d'avant », à l'État central fort, avec une armée reconstruite et rééquipée par Moscou, et qui serait de nouveau la base principale dans la région et sur l'Est de la Méditerranée. Dans ce cadre-là, la nature et le caractère du régime sont essentiels pour la Russie, quitte à lui faire subir des embellissements cosmétiques, au moins le temps de laisser passer l'attention de ceux qui se sont mis en tête de renverser Assad. Ce dernier, dans cette optique, est bien entendu secondaire et vu comme une variable d'ajustement, sauf qu'il s'agit de ne pas en obtenir le départ sous la pression de la rue ou des armes, et de ne pas être perçus, en tous cas, comme ayant participé à son débarquement. Ce serait là contredire l'un des piliers de la posture poutinienne anti-révolutionnaire et protectrice de ses amis. Par ailleurs, et quand bien même le départ d'Assad deviendrait, pour Moscou, une condition de la survie du régime tel qu'ils le voudraient en place, la familiarité qu'ils ont avec la construction du système Assad les convaincraient que ce ne serait pas là tâche facile, et que la décapitation d'une structure comme celle mise en place par les Assad depuis plus de 40 ans n'est pas facilement remplaçable. Enfin, dans le contexte régional actuel, Poutine est sans doute bien conscient que la tête du président syrien ne lui appartient pas entièrement, et que sur ce point, ce ne sont pas les calculs américains qui comptent, mais ceux de l'Iran, bien content que l'intervention russe de 2015 ait sauvé sa mise syrienne, mais soucieux, à terme, d'en préserver les acquis pour son propre jeu régional.

D'où l'énergie mise par la diplomatie russe d'évacuer le plus longtemps possible la question d'Assad de toute négociation dans l'immédiat, un objectif rendu facile par la permissivité américaine.

En l'absence de cette possibilité de résurrection d'une Syrie « soviétique », Moscou s'accommoderait d'un pays relativement décentralisé, où Assad, sa clique, mais aussi sa communauté – la plus à même de maintenir l'appel de protection envers Moscou – continuent à régir le centre, mais où les périphéries s'autonomisent relativement ; à la condition, toutefois, que ces autonomies se fassent en bonne entente et sous l'égide russe. C'est ainsi que Moscou cultive ses liens avec l'ensemble des factions kurdes – ce qui explique en grande partie la tension avec le voisin turc ; mais aussi, potentiellement, avec l'Iran. D'où aussi la stratégie de cooptation des tribus sunnites – non facilement « islamisables » –, à travers les mécanismes localisés de « réconciliation » et de démobilisation, aujourd'hui largement pilotés par les officiers arabisants de l'armée russe. En dehors des régions où de telles dynamiques sont possibles, en raison de la permanence de la rébellion, il s'agit alors d'éroder cette dernière, en la martelant militairement sous les yeux de ses protecteurs maintenant épuisés, quitte à faire émerger au final un paysage où ne s'affrontent plus qu'Assad et Daech, ce qui rendrait la cause de soutenir, par défaut, le régime syrien bien plus facile à vendre aux partenaires internationaux.

Enfin, en dernière limite, et si rien de tout cela n'était plus faisable, le scénario ultime d'une partition syrienne en due forme, au bout de plusieurs années de combats et de déplacements de population, ne ferait pas non plus trop peur à Moscou (des ballons d'essai visant à tester l'opinion sur l'idée de fédération ont été lancés via les think tanks russes). Laissant le marécage sunnite au centre du pays à un magma de forces plus ou moins radicales qui s'y épuiseront les unes contre les autres, s'accommodant d'une gestion israélo-jordanienne plutôt sécuritaire des régions Sud de la Syrie, protégeant un Kurdistan syrien dont elle se fera l'intermédiaire avec la Turquie mais aussi avec l'Iran, la Russie arrache somme toute la partie la plus juteuse de la bête syrienne dépecée, à savoir cette fameuse « Syrie utile », celle-ci l'étant surtout par sa densité démographique, sa façade maritime unique, et à son large, des champs gaziers sous-marins que l'on dit prometteurs.

Au cœur de cette stratégie à géométrie variable et adaptative, le temps est un élément essentiel. La Russie ne veut pas être bousculée, contrainte et obligée par un agenda échéancé à devoir traiter la question du régime et de sa tête, forcée à devoir opter pour l'une sans l'autre de ses lignes de défense. Et, justement, les calculs minimalistes d'Obama l'arrangent en ce sens. Pour ce dernier, pratiquement à front renversé avec Poutine, il s'agit de faire passer le temps sur un dossier qui aura empoisonné sa présidence et pour lequel il n'a ni appétit ni idée concrète ; et ce tout en donnant l'impression d'occuper l'espace, ce à quoi Moscou se plie volontiers, à travers l'établissement et l'entretien d'un processus politique désormais sans substance, sans horizon et sans compétiteur encore valide.

Ainsi, grâce aux soutiens que nous avons décrits, le régime parvient à empêcher la progression de l'opposition, tout en restant incapable de reprendre l'ensemble du territoire, et encore moins de la population. Tant sa propre mutation – vers un régime de milices – que la détermination de ses alliés, le rendent imperméable aux pressions occidentales et aux négociations politiques. Se pose alors la question de ses objectifs territoriaux.

► La stratégie territoriale du régime

Une thèse courante voudrait que la montagne alaouite constitue une base arrière vers laquelle, en dernière instance, le régime d'Assad pourrait se réfugier. Pourtant, une telle lecture omet une histoire de plus long terme entre cette région, ses habitants et le régime.

Tout d'abord, le régime Assad est-il confessionnel ? Arrivé par la force au pouvoir en 1970, la famille Assad a le comportement politique d'une minorité persuadée que sa chute correspondra à la persécution de sa communauté. Cela engendre un fonctionnement paranoïaque et la conviction que toute confrontation doit être une lutte à mort.

Pourtant, si les principaux dignitaires appartiennent tous au même clan ou à des proches partageant la confession alaouite, le régime ne peut être qualifié de confessionnel dans le sens où il représenterait toute une confession. La distinction repose sur le fait que le régime ne s'appuie que partiellement sur les Alaouites ni ne les promeut comme groupe dans la société. Au contraire, après quarante ans de pouvoir, ce groupe confessionnel est proportionnellement marqué par un état de sous-développement important. Seules des franges sont pleinement intégrées et promues dans les secteurs prospères de l'économie et de l'État. Cette situation tient à la construction du régime qui s'appuie à l'origine sur un groupe d'hommes, devenus officiers dans les années 1950. Ces derniers, dans les entreprises de coups d'État, font appel à des hommes en qui ils ont confiance : des proches dans leur famille, ou des personnes de leur entourage villageois, d'autant que la société alaouite se structure sur une base tribale. Une fois au pouvoir, la présence de ces officiers au sommet de l'État crée un phénomène d'attraction : de nombreux jeunes tentent leur chance à la capitale en espérant pouvoir accéder à des fonctions importantes. Ils constituent les nouveaux bidonvilles entourant le palais présidentiel de Damas, tel Mezzé 86. Une double réalité s'impose donc : une élite émerge à partir de cette communauté confessionnelle, et une majorité rejoint les marges des villes.

À partir des années 1970, trois phénomènes modifient en profondeur la relation entre la communauté confessionnelle et l'espace syrien. Tout d'abord, le processus classique d'exode rural anime les migrations de la montagne alaouite vers les différents centres urbains. Cette dynamique qui concerne naturellement tous les groupes syriens, crée une nouvelle géographie. Les lieux principaux de résidence sont Damas et Homs, faisant d'eux les deux centres démographiques majeurs. Dès lors, le réduit montagneux alaouite s'est dilaté. À cela s'ajoute, une politique industrielle – non économique – se fondant sur un peuplement pour participer au développement des nouvelles industries et des services. Une urbanisation privilégiée s'opère. Ceci crée donc un morcellement des villes et une fragmentation de la communauté. Cette division inscrit localement les Alaouites qui s'identifient certes à une confession mais en fonction du lieu d'habitation. Ainsi Alaouites de Homs, de Damas ou de la montagne se distinguent. Le troisième phénomène tient à la décomposition interne de l'ordre confessionnel. L'une des premières tâches qu'entretient le régime baathiste de Hafez Al-Assad tient à la nomination aléatoire de cheikhs brisant les dynasties internes de dignitaires religieux. À l'exemple de ce qu'il a pratiqué aussi pour les autres tribus, le régime joue des hiérarchies pour les déstructurer. Globalement, hormis les Bani Kalb de laquelle vient le clan Assad, les autres sont au mieux marginalisés dans les activités de la montagne, au pire mis de côté. Surtout, en leur sein, le jeu sur les différents segments des tribus les met en opposition et leur fait perdre de leur pouvoir. Donc le réduit alaouite est recomposé en fonction des logiques de contrôle souhaité par le régime.

Depuis l'insurrection de 2011, plusieurs phénomènes animent la relation entre le centre du pouvoir et cette périphérie des montagnes. Rapidement, le régime s'assure du contrôle des principales villes de la côte et des villages intérieurs, muselant par la violence toute contestation. Dès l'été 2011, la marine tire au canon contre les quartiers de Lattaquieh. Une paix froide s'établit prouvant que le régime assure la survie de 'sa' communauté, qu'il institue comme cible de la protestation. Très vite, des

dissensions se font entendre au sein de la communauté et dans la montagne. Ces dernières conduisent à des heurts, faisant que les proches du clan sont la cible d'altercations armées avec les populations locales. Jamil Al-Assad, frère de Hafez, et ses fils perdent leur domination sur la région. Ceci se traduit à l'été 2012, alors que la militarisation de la contestation progresse, par le départ de jeunes alaouites vers les zones libérées. En cela, une géographie politique nouvelle s'établit : le régime gèle les territoires qu'il proclame comme étant sa base, prenant en otage les alaouites, menacés ainsi de paraître comme soutien inconditionnel du régime, et vivant de plus en plus au rythme du retour des cercueils. Le mouvement « *ouénon ?* » (où sont-ils ?) a manifesté ce mécontentement de la communauté alaouite envers un régime s'appuyant sur leur jeunesse pour sa propre survie.

Finalement, le réduit alaouite reste un mythe en raison de trois phénomènes convergents : le clan Assad devrait y faire face à de multiples critiques, les communautés alaouites sont éclatées dans le territoire et aucune délimitation claire ne peut en être faite.

Dès lors, dans le contexte de dépendance et de délitement du régime, quelle est sa stratégie territoriale ? Celle-ci a entièrement été orientée au début vers le choix de conserver certaines zones et d'en délaisser d'autres.

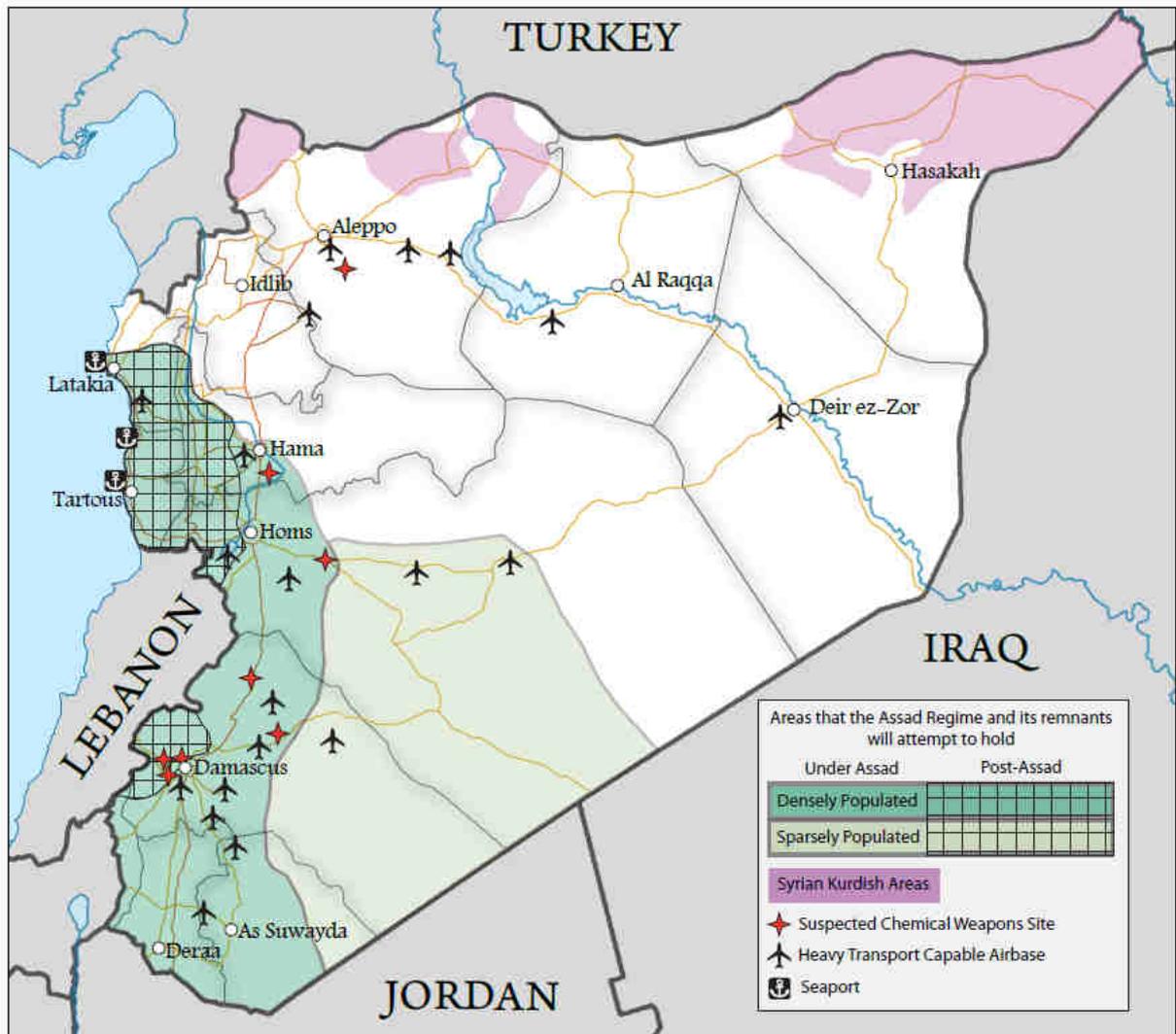


Figure 14 : Zones stratégiques à contrôler et bases aériennes⁷⁴

Bachar Al-Assad a maintenu dès 2011 une forte présence armée à Homs, Damas et au Sud, bien plus que dans les gouvernorats Nord (malgré une présence autour d’Idleb et Alep) et surtout Est du pays Il se retire des régions kurdes en juillet 2012 alors que la pression se fait sentir sur d’autres portions du territoire, laissant quelques forces à Qamichli et sur des sites d’infrastructures de pétrole et gaz. Ces régions tombent parfois sous le contrôle de fait du PYD kurde, qui empêche leur conquête par l’opposition.

De ces choix tactiques est née une contraction géographique du régime⁷⁵. Celle-ci permet à l’opposition de progresser sur de vastes portions du territoire.

⁷⁴ HOLLIDAY Joseph, *The Assad regime, from counterinsurgency to civil war*, op. cit., p. 39.

⁷⁵ *Ibid.*, p. 32.

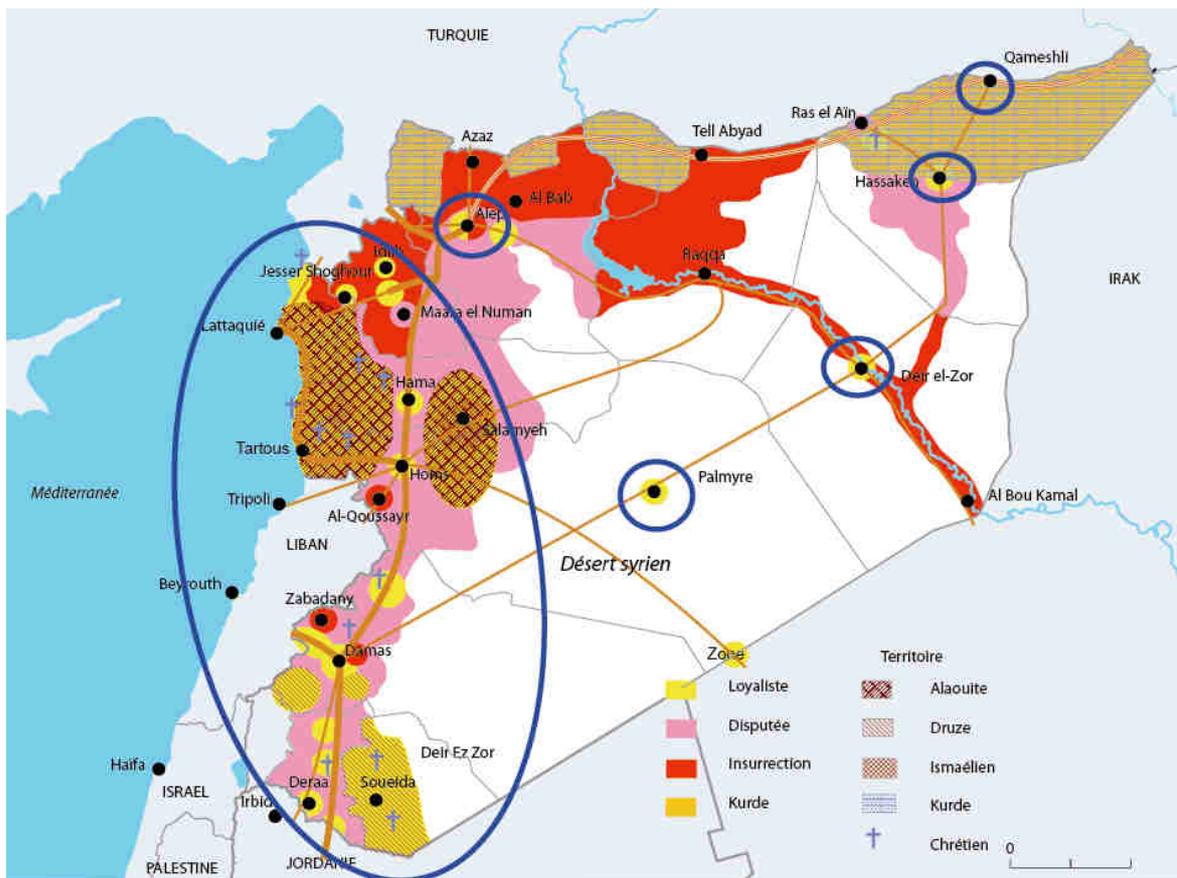


Figure 15 : La « Syrie utile » du régime

Sur le plan territorial et démographique, mi-2012, le régime fait du déplacement de populations un pilier de sa stratégie, notamment par le biais de bombardements aériens. Il emploie d'abord des hélicoptères dès le printemps 2012, et ce de manière croissante, dès lors qu'il est apparu comme évident que la communauté internationale ne mettrait pas en place de zone d'exclusion aérienne. À l'été 2012 sont lancés les premiers barils d'explosifs. Dès lors, même lorsque l'opposition conquiert un territoire, les bombardements continus du régime le vident de sa population. Il accentue ainsi les divisions confessionnelles.

Dès lors qu'il est en difficulté, Bachar passe de la défense d'une « Syrie utile » à celle d'une « Syrie vitale ». Cela correspond par exemple en 2013 à l'abandon de Raqqa ou de Palmyre, ou encore au renoncement à Alep et à l'interface avec la Turquie. En regard de cela apparaissent comme vitaux le corridor Damas-Homs et l'interface méditerranéenne. Par ailleurs, la conception du contrôle du territoire ne s'apparente en aucun cas à la protection de celui-ci. Ainsi, en janvier 2013, Bachar Al-Assad aurait dit à l'émissaire de l'ONU Lakhdar Brahimi : « Je peux gagner la guerre si Damas est détruit »⁷⁶.

⁷⁶ AL-RASHED Abdul Rahman, « I can win if Damascus is destroyed », *Asharq Alawsat*, 23 janvier 2013.

Aussi la « Syrie utile » dans la stratégie du régime ne peut être considérée comme une Syrie minimale et viable. Il s'agit d'une conception correspondant à une situation de guerre, devant permettre de manière temporaire la survie des gens au pouvoir à Damas. Le régime syrien est dans une temporalité très brève, de l'immédiateté, dans laquelle les territoires utiles peuvent être mobilisables, mais en aucun cas sur le long terme.

2.2 – Les groupes rebelles : cohésion et désagrégation

La situation des rebelles devient de plus en plus complexe et les Occidentaux ne cessent de s'interroger sur l'évolution de ces groupes dont la volatilité est une des caractéristiques, afin de savoir s'ils peuvent ou non leur apporter un soutien.

L'insurrection est fragmentée avec un nombre important de groupes, plusieurs dizaines au moins, dont certains ont mieux « réussi » que d'autres à s'implanter et à exister. Aujourd'hui, on parle essentiellement de groupes islamistes et islamistes radicaux de type jihadistes car l'absence significative de soutien des donateurs étrangers aux rebelles modérés a poussé à la radicalisation de larges segments de la rébellion.

Par exemple, l'apparition du Jabhat Al-Nosra a été froidement accueillie par les révolutionnaires d'autant que ce front s'est radicalisé après août 2013 suite au renoncement américain à intervenir en réaction à l'utilisation d'armes chimiques dans la banlieue de Damas. Rappelons que ce groupe, considéré comme terroriste par l'ONU, n'a pas pris part au cessez-le-feu négocié entre l'armée d'Assad et les rebelles, mais il a une existence sur le terrain qui en fait un acteur.

Jabhat Al-Nosra, affilié à Al-Qaïda, est une des composantes de « l'Armée de la conquête », un regroupement de diverses factions rebelles islamistes et jihadistes qui a permis la reconquête au début de l'année 2015 de plusieurs positions dans la région d'Idlib, au Sud d'Alep. Il a donc une légitimité parmi les rebelles car son agenda est syrien : il lutte contre le régime de Bachar Al-Assad autant que contre l'organisation État islamique. Mais l'affiliation à Al-Qaïda pose problème car elle s'inscrit dans une vision plus large avec des objectifs qui dépassent les frontières du pays en appelant à un jihad global.

Pour l'opposition politique, dans le cadre d'une négociation, l'objectif serait de permettre une entente entre les différents groupes rebelles afin de marginaliser Jabhat Al-Nosra puis de l'éliminer. Le respect de principes fondamentaux, comme la cessation des hostilités, la construction d'une Syrie démocratique et unie, doit en effet permettre à l'opposition de faire le tri parmi les groupes combattants, entre ceux devant faire partie de l'avenir de la Syrie et les autres.

Le chercheur Thomas Pierret propose une typologie visant à ranger les principales factions rebelles en trois catégories :

- les groupes composés d'au moins 7 000 combattants, avec un ancrage national, un mode de fonctionnement centralisé, une orientation plutôt islamiste, un leadership civil (au sens où il n'y a pas en son sein de membres de l'armée d'Assad qui auraient quitté l'institution). Font partie de cette catégorie : l'OEI, Ahrar Al-Sham, Jabhat Al-Nosra, l'Armée de l'Islam (qui est actif principalement à Damas et fortement soutenu par Ryad) ainsi que le YPG (nationalistes kurdes, dont le positionnement est complexe car il a avant tout un agenda propre).
- la deuxième catégorie rassemble des groupes aux effectifs comparables aux précédents, avec une envergure nationale et une centralisation faible. Ces groupes sont beaucoup moins islamistes mais plus opportunistes (et ce pour obtenir des financements des pays du Golfe) et plus « nationalistes » : les bataillons Al-Farouk (Homs) ou les brigades Afhad Al-Rasul (bénéficiant d'un soutien saoudien). Ils ont imploré, se sont désagrégés en 2013-14 en raison de divisions internes et de défaites militaires.
- enfin, des groupes de moins de 5 000 combattants qui ont connu un certain déclin en raison de la fusion ou de l'absorption avec d'autres groupes pour pouvoir conserver une taille critique. Ils ont souffert de défections massives dans leurs rangs, certains combattants ayant rejoint l'EI. Ce sont des groupes plus locaux ou qui opèrent à cheval sur plusieurs régions mais ils n'ont pas une présence continue. Ils sont nationalistes ou islamistes : légion du Sham (proche des Frères musulmans), Suqur Al-Sham (absorbé par Ahrar Al-Sham pour rester dans le jeu), brigade Al-Tawhid (très importante dans la région d'Alep à l'origine mais qui depuis a beaucoup perdu), l'Armée du Yarmouk (dans le Sud), Ajnad Al-Sham/Faylaq Al-Rahman (présents dans la région de Damas) qui viennent de fusionner afin de continuer à exister et à rester dans le jeu.

Ce qui détermine le succès ou l'échec des groupes rebelles, ce n'est pas uniquement le soutien extérieur qu'ils reçoivent mais la nature de leur leadership. L'exemple d'Ahrar Al-Sham, groupe salafite de premier plan et partie prenante du Haut Comité des Négociations (HCN), est intéressant car il a été peu affecté par la diminution drastique de ses ressources en 2014 (en raison des sanctions et du désengagement du Qatar) et il continue à croître. La réussite d'un groupe rebelle est donc avant tout dépendante du fonctionnement de sa direction.

Il est frappant de constater que les groupes jihadistes largement absents au début de la lutte armée sont aujourd'hui majoritaires et qu'ils se sont imposés grâce à des financements importants, alors que les groupes démocratiques ont eu les plus grandes difficultés à obtenir des fonds, à s'unifier et donc à avoir de la visibilité. La situation telle que décrite dans les travaux de Bassma Kodmani et Félix Legrand fin 2013⁷⁷ a donc fortement évolué et l'incapacité des pays occidentaux à mettre en œuvre une stratégie claire a participé à cette situation. Parmi eux, les Américains ont été particulièrement réticents à s'engager dans le conflit.

⁷⁷ KODMANI Bassma, LEGRAND Félix, « Renforcer la résistance démocratique en Syrie », *Arab Reform Initiative*, septembre 2013 : <http://www.arab-reform.net/renforcer-la-r%C3%A9sistance-d%C3%A9mocratique-en-syrie>

► Les États-Unis et la Syrie

Le dernier mandat (2012-2016) du président Obama aura été entièrement traversé par les révolutions arabes. Il est au pouvoir quand elles débutent, est réélu au moment où elles commencent à malheureusement dériver, et il sortira sans doute de la Maison-Blanche alors que leurs trajectoires ne seront pas encore abouties.

Il en va de même, plus particulièrement de la « crise syrienne » ; même marginalement, elle pèse au moment de son élection, notamment du fait qu'elle vient se nouer avec les autres dossiers moyen-orientaux (l'Iran surtout, avec une négociation alors en germe) et internationaux (la Russie surtout, avec une politique du « reset » qui commence à dévoiler ses limites et ses échecs). Cette révolution, dévoyée autant par ses dynamiques propres que par les choix – et non-choix – fait par l'Administration américaine, deviendra, au fil des quatre dernières années du pouvoir d'Obama, la crise par rapport à laquelle sa politique étrangère sera lue et analysée, louée par les uns et dénigrée par beaucoup d'autres. On peut dire, aujourd'hui qu'Obama se prépare à quitter le pouvoir, que la Syrie aura été à la fois l'accompagnateur constant de son deuxième mandat, le marqueur de sa politique, mais aussi, et c'est le principal reproche qu'on peut lui adresser, son « produit ».

Pour autant, et c'est là sans doute le paradoxe saisissant, la Syrie n'aura pas été un souci principalement anxieux pour l'Administration Obama, en tous cas en dehors de ses extensions diplomatiques ou en dehors de l'excroissance que constitue la montée du phénomène jihadiste, qui va tendre, au fil de la présidence, à prendre la place de la question syrienne elle-même.

Cela signifie que, pour Obama et son cercle proche (restera à comprendre la place qu'occupe le Secrétaire d'État John Kerry dans cette logique), ce n'est pas la Syrie en tant que telle – un pays en proie à une contestation qui s'est armée et radicalisée au fil du temps, criblé par la question lancinante d'un régime à la légitimité depuis longtemps défunte – sa société et son devenir, qui sont importants ; mais ce que cette Administration peut, veut, ou ne veut pas faire, à partir de la Syrie, avec d'autres acteurs, que ce soit la Russie, l'Iran, ou d'autres États – que l'on ne peut plus vraiment qualifier de partenaires ou d'alliés – comme la Turquie, ou les pays du Golfe, au premier chef.

Dans ce sens, n'était-ce la survenue éruptive de la question intraitable de Daech, à partir de la Syrie, dans la région, puis dans le théâtre occidental, on peut faire le pari que la Syrie aurait été traitée par la présidence Obama comme un conflit d'arrière-plan, dont il s'agit de gérer la violence comme un élément « résiduel » et endémique, et dont il convient d'essayer, sans trop d'illusions, de limiter les effets nocifs sur l'environnement régional, pour ne pas ajouter aux raisons d'un enlisement moyen-oriental d'où s'extraire. Dans ce sens, pour Washington, il s'agit de tenter de maintenir les effets de débordement (« *spill-over effects* ») de la Syrie au niveau le plus limité possible, sur le versant jordanien et israélien, en ce qui concerne la stabilité d'États qui continuent à être perçus et traités comme des piliers d'alliance, sur l'Irak en ce qui

concerne les suites du legs de 2003 et de ce qui constitue un élément essentiel du narratif d'Obama dans son positionnement anti-Bush, sur le Liban en ce qu'il constitue un appendice limité de soucis à éviter, ou sur la Turquie, dont Obama n'a jamais vraiment voulu considérer qu'elle était un joueur légitime au sein du terrain moyen-oriental.

Aussi, s'il fallait résumer la politique syrienne d'Obama, ce serait, presque sans exagération, « ne rien faire » – au-delà d'une gestion de crise, à laquelle la Russie apporte un concours au fond bienvenu, même si parfois encombrant.

Dès le début du deuxième mandat d'Obama, le « logiciel » annoncé est très vite contredit par les faits et dans les actes. Lors de son audition au Congrès en vue de sa nomination, Kerry l'énonce, convaincu, en ce qui le concerne en tous cas, que c'est le bon : « *to force a political solution, one leading to a transition away from the actual regime, by increasing pressure on Assad and its backers to bring them to the table, through supporting the moderate opposition, and organize it to fight both against Assad and IS* ». Or, depuis ce moment, rien ne sera fait dans ce sens ; et tout ce qui sera mis en place produira le contraire.

La « tradition » de l'Administration et les « instincts » du président

Pour comprendre l'impressionnante constance de cette ligne intangible et dont la résilience dépassera toutes les épreuves et les changements de circonstances, il s'agit de remonter aux fondements conceptuels et aux paradigmes qui informent la lecture que fait le président et son cercle le plus restreint de la question syrienne, mais aussi du Moyen-Orient en général (il n'est plus nécessaire, aujourd'hui, de démontrer combien ce dossier-là, plus que tout autre, est strictement monopolisé par une poignée de collaborateurs proches, pour la plupart venant du cercle antérieur de politique intérieure d'Obama, connus pour leur insensibilité solide envers les questions internationales, et pour leur fonctionnement extrêmement soupçonneux par rapport à tout ce qui provient d'en dehors d'eux, ce dehors débutant souvent aux portes du Bureau ovale, comme le confie un ancien conseiller spécial).

La ligne générique, on le sait depuis 2008, est bien sûr celle du « *no Iraq again* » ; Obama a été élu, puis réélu, pour liquider cette aventure et sa mémoire, et avec l'idée fixe de ne pas faire couler une goutte de sang américain à l'extérieur, et notamment dans une région que la psyché américaine tient depuis pour maudite et sans espoir.

Cette ligne, au lieu d'être infléchie par les soulèvements arabes et un certain optimisme qu'ils auraient pu insuffler pour tenter de faire autre chose que du « *regime change* » brutal à la Bush, sera au contraire renforcée et confirmée par la lecture que feront les Obamiens, ataviques comme nouveaux, de ce phénomène. On ne dit pas assez que l'entrée en fonction d'un Robert Malley, par exemple, comme National Security advisor sur le Golfe et le Moyen Orient au cours du second mandat Obama (il deviendra, en fin de second mandat, l'exécutif quasi-exclusif de la politique syrienne d'Obama), se fait à la suite d'un long article qu'il écrit pour la *New York Review of Books* et intitulé de la façon la moins ambiguë et la moins nuancée possible « *This is Not a*

Revolution ». Ironiquement, la lecture faite de ce moment à tous les égards historique (sans jugement de valeur) recoupe, à défaut de lui ressembler, celle qu'en font les régimes arabes eux-mêmes (et le pouvoir poutinien) : cette région est immature et impréparée pour tout sursaut démocratique, ce qui s'y passe est largement la traduction d'une lutte confessionnelle ainsi que le reflet d'une guerre froide arabe et islamique, et d'une tension irano-golfienne, et les forces en présence sont bien plus obscurantistes que les régimes qu'ils prétendent combattre. Relues aujourd'hui, ces analyses doivent conduire à admettre qu'au fond, ce n'est pas par suite de calculs politiques ou de jugements d'intérêts nationaux qu'Obama aura laissé s'enliser un mouvement que beaucoup considéraient comme prometteur et intéressant, mais bien par une lecture quasi-idéologique, en tous cas une conviction conceptuelle qui le met, paradoxalement, dans un champ de pensée bien culturaliste vis-à-vis de la région, et dont les artifices intellectuels peinent à édulcorer les accents de mépris et d'ignorance volontaire des dynamiques sociales et culturelles du monde arabe et musulman.

Si tel est le cas, poursuit la logique obamienne, les États-Unis considèrent qu'ils n'ont pas de préférence dans ce combat qui commence et qui s'annonce durable, et qu'il n'y a là aucune force digne d'être soutenue, car aucune n'est porteuse d'alternative susceptible de produire un modèle auquel il est possible d'adhérer (le fameux « *we have no dog in this fight* », qu'Obama énoncera lui-même quand la réalité sordide syrienne lui permettra enfin de lever la feuille de vigne qui continuait à encombrer son discours sur la liberté et le destin des sociétés arabes auxquels, au fond, il ne croyait pas trop).

Autre conséquence d'une telle lecture, il s'agit surtout pour les États-Unis de ne pas se laisser entraîner dans une guerre par procuration (« *proxy war* ») pour le compte d'un des deux camps en conflit. L'idée sera parfaitement explicitée par le président lui-même dans le fameux entretien donné à la revue *Atlantic* à la veille de la fin de son mandat, lorsqu'il qualifiera les États du Golfe, supposés jusque-là être les « protégés » de l'Amérique dans la région, de « *free riders* » – aux côtés, bien sûr, des « alliés » européens de Washington, tenus, eux, pour responsable de lui avoir fait faire une guerre inutile et contre-productive en Libye pour leur compte propre.

La Syrie comme point d'application parfait de la « Doctrine Obama »

Sur la Syrie plus précisément, à tous les piliers instinctifs cités ci-dessus, et qui guident l'action américaine, s'ajoutent des arguments plus conjoncturels et locaux.

Lorsque, dans les premiers mois du second mandat, l'idée de l'établissement d'une « *No Fly Zone* », ou à tout le moins d'une « *safe zone* » est à l'étude et appuyée par beaucoup au sein de l'Administration, l'idée repoussante et repoussoir – encore un legs de l'expédition d'Irak – devient dans le cercle obamien celle de l'enlèvement inévitable qui suivrait une telle démarche, celle de l'entraînement graduel et inexorable vers un état de guerre long et permanent (le fameux « *mission creep* »), alors que le régime Assad est dépourvu de toute défense aérienne crédible, et que ni l'Iran ni la Russie ne sont encore là pour la lui prêter. Autant dans les positions publiques – exprimées dans les op-eds ou dans les think-tanks –, que dans ce qui est rapporté des

discussions d'Obama avec sa « National Security » team, et au cours desquelles il se livre à l'exercice dans lequel il excelle, celui de l'avocat qui s'oppose à lui-même tous les arguments possibles, la même phrase clé revient, selon laquelle « *les coûts de l'inaction sont connus et limités, alors que ceux de l'action sont inconnus et potentiellement énormes* ».

Bien sûr, un pendant politique est ajouté à cette réticence, à savoir la grandissante question de l'alternative, et la dévalorisation constante que l'Administration entreprend de faire de l'opposition (politique incarnée par la Coalition que Washington a pourtant organisée minutieusement dans un premier temps, et militaire, incarnée par une Armée syrienne libre que les militaires américains n'arrivent pas à faire admettre au président comme un acteur digne d'être plus solidement construit), ouvrant par-là la porte à la déperdition qui finira par nourrir les factions de la rébellion, que Washington sera conduit, par la suite, et dans la foulée de Moscou, de labelliser de radicales et d'extrémistes, et à exclure du champ de la négociation. Le non-dit est celui de l'après-Assad et, en l'absence d'une réponse à y apporter – sans toutefois trop s'acharner à la chercher – l'idée qu'en attendant, Assad reste un mal moindre et contenu. La phrase la plus cruelle que prononcera le président à cet égard, et qui, rétrospectivement sera la sentence de mort de cette opposition de la part de l'Administration, est celle où Obama fait part de son scepticisme envers toute force syrienne capable de remplacer Assad, celle-ci étant composée de « *pauvres fermiers, dentistes et pharmaciens* ». Cette phrase sera curieusement édictée la semaine même où son Administration, John Kerry en tête, est censée plaider auprès du Congrès l'obtention d'une enveloppe d'un demi-milliard de dollars aux fins du programme de « *Vet, Train, and Equip* » de cette opposition modérée supposément chargée d'établir un équilibre des forces sur le terrain, seul levier à même d'amener Assad à une table de négociations en vue de cette énigmatique « *solution politique* » que la diplomatie américaine s'active, au même moment, à mettre sur pied avec Moscou, au travers de l'accord de Genève et de la première conférence du même nom qui se tiendra quelques mois après. L'ensemble de cette idée, et, partant, l'ensemble de l'équation Kerry s'effondre donc, et l'idée d'une force modérée supposée faire l'équilibre avec le régime, mais aussi se charger de combattre un État islamique encore ténu (on est à environ 6 000 jihadistes à ce moment), s'évapore complètement lorsqu'il est révélé, par des fuites américaines du sein de l'Administration, que cette « *force* » n'a pu, au final, lever que 55 combattants.

C'est à partir de là que l'option alternative commence à se dire explicitement dans les couloirs de l'Administration, alors qu'elle est bien avancée dans l'esprit du premier cercle obamien depuis un moment : c'est de la Russie que viendra la solution, se chargeant à la fois de faire plier Assad, de dessiner les contours d'une opposition plus malléable à la solution politique telle qu'elle s'impose maintenant que l'illusion d'un effondrement du régime par lui-même est passée, et qui, aussi, se chargera de la lutte contre le jihadisme, en parallèle avec l'effort américain sur ce volet en Irak. Sur ce dernier point, il faut aussi rappeler la négligence envers la montée d'ISIS – cependant visible et décriée par la plupart des analystes –, minimisée par l'Administration, et par Obama lui-même, qui lâchera le fameux « *IS ? une équipe de deuxième division !* » (le fameux « *IS is the J-League team of terrorism* »...). Ce ne sera qu'avec la décapitation vidéo-diffusée de James Foley, otage américain, que Daech deviendra un enjeu pour

l'Administration, mais uniquement par la voie de l'opinion américaine et de la nécessité de traiter la nuisance dans sa dimension de politique intérieure.

Ce qui ancre, enfin, l'approche selon laquelle c'est de Moscou que viendrait une solution est l'idée, de plus en plus diffusée par les cercles obamiens, que la Syrie, en dernière instance, n'est pas un intérêt américain bien compris. « *Syria is not ours* », entend-on alors, façon de dire qu'il n'y a pas, là, de perte pour les États-Unis, que ce pays est, de toute façon, dans l'escarcelle russe traditionnelle, et que cette question ne doit pas être abordée dans une optique de jeu à somme nulle avec Moscou. Une idée que reprendra le président dans son interview à *Atlantic*, là encore, en l'élargissant cette fois à d'autres sphères sur lesquelles le spectre de la Russie plane.

Face à la Russie

Quand Vladimir Poutine prend, en septembre 2015, la décision d'intervenir directement et lourdement en Syrie, le régime est en train de s'effondrer. Le front Sud échappe aux tentatives de contrôle du Hezbollah et des conseillers iraniens, avec la constitution d'une sorte de zone tampon rebelle agréée par Amman et Tel-Aviv ; Damas est encerclé, et son seul débouché, vers le Liban à travers le Qalamoun, voit de même le Hezbollah peiner à affirmer son contrôle ; et, surtout, le littoral et l'hinterland alaouite sont maintenant à portée sporadique de l'artillerie rebelle, certaines factions opérant même des incursions à une trentaine de kilomètres de Qordaha, ville d'origine de la famille Assad. L'intervention militaire en bonne et due forme de la Russie a donc pour objectif immédiat de sauver puis de restabiliser le régime, pour éviter le pire, à savoir voir Moscou départie de sa carte maîtresse dans ce qui est devenu sa case la plus rentable dans le grand jeu d'échec qu'elle joue avec les États-Unis, et l'ensemble du monde occidental.

Dans la foulée immédiate de ce sauvetage, la Russie va aussi sur-dimensionner son intervention, de par un effet de levier et de démultiplication permis par le vide opérationnel et politique qu'a entretemps ouvert l'approche extrêmement réticente d'Obama. Elle fait cela sur deux plans, celui, syrien, de la « domestication » du régime lui-même, en faisant comprendre, à travers maints signes, à son protégé qu'il est désormais aussi son dépendant et son obligé ; et celui, international et diplomatique, en se saisissant de l'ensemble du logiciel politique où Washington devient maintenant elle-même l'acteur second et le partenaire consentant.

La feuille de route originelle de Genève – et la réunion orpheline de Genève II où, d'ailleurs, les Russes n'avaient pas exercé la moindre pression sur le régime pour qu'il entame la négociation sur la question du pouvoir transitoire – a très vite été remplacée par un tout autre logiciel, celui des Résolutions 1554 et 1668 et du texte de Vienne. Le format est alors différent, et instaure formellement un condominium russo-américain sur la question syrienne – au grand dam des Européens, des États arabes, de la Turquie, mais aussi de l'Iran, qui se trouvent alors confinés à des rôles de spectateurs. Le contenu l'est aussi tout autant, traduisant un alignement quasi-total de Washington sur le logiciel dicté par Moscou. Cela est très vite visible, à la fois dans les éléments de langage de tous les documents successifs, dans les agendas tels que les fixe

l'envoyé spécial de l'ONU Staffan de Mistura, ou dans les développements sur le terrain syrien lui-même. Sur l'ensemble de ces aspects, les concessions graduelles que fait John Kerry à Sergueï Lavrov se multiplient, et les quelques résistances qui se font jour ne résistent que l'espace de quelques heures avant de voir le diplomate américain quasiment tout concéder à son homologue. La délégation supposée représenter l'opposition, organisée désormais dans un « Haut Comité des Négociations » mis bout à bout à Riyad sous supervision américaine, est doublée par deux ou trois groupes de personnalités vaguement opposantes parrainées par Moscou ; et, plus crucial, la référence à la création d'un « *organe de gouvernement transitoire aux prérogatives entières et supervisant la création des nouvelles institutions de gouvernance syriennes* » – phrase clé du processus de Genève de 2012, et base sur laquelle l'opposition avait accepté le principe de la négociation – est remplacée par l'idée, elle-même vague, d'un « *gouvernement d'union nationale* », sous l'égide d'Assad, où toute référence à la diminution de ses prérogatives est absente, et par celle de l'organisation d'élections – auxquelles il lui est implicitement autorisé de se présenter – à l'issue d'une période de 18 mois durant lesquels c'est le régime lui-même qui propose les amendements devant déboucher sur une nouvelle constitution...

Bref, dès lors, on peut sans exagération conclure que la question du régime, pour les États-Unis en tous cas, est mise au placard, au profit de mécanismes formels et techniques dont les Russes se font les opérateurs principaux. Le cessez-le-feu, pudiquement nommé « *cessation of hostilities* » est formellement monitoré par un comité conjoint russo-américain, mais qui siège et opère à partir de la nouvelle base que l'armée russe a construite à Hmayyem, aux confins du canton kurde qu'ils protègent et promeuvent maintenant sans ambages, militairement tout comme politiquement. Cette cessation des hostilités, quotidiennement violée par l'aviation russe, qui opère même parfois des raids meurtriers sur des factions de la rébellion encore armées et encadrées par la CIA ou le Pentagone, est à sens unique, Washington ayant fini par admettre la logique russe selon laquelle toute faction avoisinant un groupe, considéré par Moscou comme « terroriste » devait payer le prix de sa localisation malheureuse.

À l'opinion est donnée l'affirmation – contredite tous les jours dans les faits – que la cessation des hostilités tient, et qu'elle fait moins de morts ; et que la Syrie est sur la voie d'une transition politique, certes lente, le Secrétaire d'État américain étant sans doute le seul à encore penser qu'Assad mettra en œuvre, comme il l'en a enjoint maintes fois, une réécriture de la constitution et le processus de transition – jamais défini – dès le mois d'août 2016 !

Si la Syrie est, pour Obama, un ennui contingent, une contrainte imposée à son agenda par les circonstances et qu'il s'agit de gérer à moindre coût, elle est pour la Russie poutinienne au cœur d'un projet géopolitique global, au centre d'une stratégie de long-terme, et qui est devenue, avec le temps, liée à la permanence même du pouvoir du président russe et de sa posture intérieure et internationale. Ne pas saisir cette différence cruciale revient à rater l'élément structurel et structurant de la relation russo-américaine autour de la Syrie. Là encore, Obama le dit, à sa façon, dans son grand entretien à *Atlantic* : la Syrie, tout comme l'Ukraine, sont des pays qui appartiennent à la sphère « *d'intérêts vitaux de la Russie* ». Non seulement ce qui s'y

passé est d'un intérêt limité pour Washington, non seulement cela ne servirait à rien de braquer Moscou là-dessus, mais – un peu comme à l'époque brejnévienne –, il s'agit aussi pour les États-Unis de respecter ces « zones de souveraineté limitées »...

L'Iran en constant filigrane

Une question restera sans doute longtemps ouverte et infiniment débattue, à l'issue de la présidence Obama. Combien aura pesé, dans la décision clairement prise dès le début de crise syrienne de ne rien y faire de substantiel, l'impératif de faire réussir la négociation nucléaire avec l'Iran et la nécessité absolue, pour ce faire, de ne pas antagoniser Téhéran ?

Pour la plupart des analystes familiers de ce qu'a été l'Administration Obama, la réponse fait peu de doutes. Si doctrine Obama il y a, son pilier central et sa pierre de voûte aura été l'aboutissement de l'accord nucléaire avec Téhéran. Ce dernier est à la fois la condition nécessaire pour mettre en œuvre le « pivot to the East » tant vanté, mais aussi l'incontournable clé qui permettrait aux États-Unis de se dégager, durablement cette fois, d'un Moyen-Orient qui n'a plus, en tous cas à plusieurs égards, les mêmes fonctions et les mêmes atours pour l'Amérique. Atteindre un accord aura indiscutablement été l'effort le plus constant de la présidence américaine, et beaucoup de choses, sinon, tout, aura été soumis à cette fin. Entre autres, notamment à des périodes où seul le soutien militaire, financier et stratégique de l'Iran permettait encore la survie du régime Assad, une volonté de ne pas donner à Téhéran l'impression qu'une action opérée sur le terrain syrien était un levier supplémentaire de pression exercée sur la table du P5+1.

Traduit en termes de politique syrienne, l'attitude d'Obama visant à sécuriser son accord avec l'Iran était de plus doublée par une conviction que, un peu comme dans le cas de la Russie, ce serait, au fond, Téhéran qui apporterait *in fine* la solution au drame syrien. Pour cela, il fallait, là aussi, réussir le deal. Et ensuite, parier sur les effets de ce dernier sur les dynamiques politiques intérieures de l'Iran, la consolidation du camp des modérés contre celui des durs, et, à terme, l'établissement d'une architecture régionale de sécurité qui couvrirait aussi bien l'Irak que la Syrie. Et, au bout de ce processus, une sorte de prise de conscience par Téhéran qu'Assad, devenu lourd et coûteux à maintenir et à protéger, serait, là encore lâché par ses anciens protecteurs.

Dans ce sens, et très cyniquement, la montée irrésistible de l'EI permettait tout autant aux obamiens de justifier un rapprochement avec Téhéran, ou encore une coordination sécuritaire, sur l'Irak par exemple, au nom de cette lutte commune contre le même fléau.

Quels résultats ? Quel « legs » ?

Au bout du compte, et en passant en revue les cinq années durant lesquelles la crise syrienne aura accompagné un mandat entier de la présidence Obama, les États-Unis

auront payé très peu et très peu cher. La Syrie sera restée une crise somme toute « latérale », gérée par un John Kerry à la fois hyperactif et naïf, deux traits parfaitement instrumentalisés par la Maison Blanche, satisfaite d'avoir dégagé sur lui ce dossier de son agenda immédiat.

En énonçant son plan pour la Syrie devant le Congrès pour sa nomination, John Kerry y croyait sans doute ; pas Obama. Cela est avéré par les multiples témoignages d'agacement du président vis-à-vis de son Secrétaire d'État qui le presse régulièrement d'en faire plus sur ce dossier. Avec le temps, néanmoins, même Kerry finira par être gagné, par la lassitude et la résignation, ou par l'illusion qu'il a d'obtenir des résultats, même minimes, face à la logique infernale de la Russie.

Le problème, et que l'on retrouvera dans les mois et les années qui viennent, est qu'en s'alignant de la sorte, la diplomatie américaine – président et Secrétaire d'État – aura liquidé, en cours de route, l'ensemble de ses outils et instruments potentiels de jeu sur le terrain syrien. Obama aura lui-même privé son Administration des atouts qui, le jour où il s'agira de faire autre chose, permettraient de pouvoir le faire. Dans ce sens, l'Administration Obama aura créé ses propres contraintes sur la question syrienne, et se sera enfermée elle-même, presque volontairement, dans une équation où elle ne pouvait plus rien faire, quand bien même elle l'aurait voulu, parce que telle était la directive suprême.

De ce point de vue, il n'y a pas tant un « legs » de la politique syrienne d'Obama qu'un système bien pensé d'auto-empêchement, mis en place par des démarches successives d'évitement.

Reste qu'au-delà du président et de son cercle proche, il est tout de même saisissant de voir que cette politique syrienne aura recueilli très peu d'adhésion, non seulement dans les milieux politiques ou ceux de l'analyse, mais au cœur même de la machine, parfois au plus près du cercle présidentiel. Presque sans exception, tous ceux qui auront occupé les plus hautes fonctions formelles relatives à ce dossier sont justement partis à cause de lui, sur fond de divergences profondes sur la ligne suivie, et se sont tous exprimés par la suite pour faire savoir leur désaccord radical avec ce qui était dessiné (à commencer par Hillary Clinton elle-même, ou encore Léon Panetta, Robert Gates, les généraux Petraeus et Nagata, Robert Ford, Frederic Hof et bien d'autres). Dernièrement, la lettre signée par 55 diplomates en exercice, et demandant une révision radicale de la politique syrienne, laissait aussi entrevoir que l'Administration était somme toute mûre pour une approche différente.

Dans son fameux entretien à *Atlantic*, Obama ne déplore pas le fait que ce soient les contraintes syriennes et internationales elles-mêmes qui l'auront empêché de faire plus, ou mieux. Bien au contraire, dans une phrase aux accents saisissants d'auto-satisfecit, il va jusqu'à révéler que sa non action au lendemain des attaques chimiques de 2013, son non-respect de la propre ligne rouge qu'il a tracée, aura été pour lui un « moment de fierté et de libération » (« *a moment of liberation and pride* »).

► Le rôle de l'ONU dans la crise syrienne

Dès le début du conflit, des médiations ont été proposées tout d'abord par la Ligue arabe – novembre 2011 – demandant au régime d'entamer des discussions sérieuses avec les représentants de l'opposition. La Turquie, en février 2012, a lancé une initiative internationale proposant une transition politique. En juin 2012, les États membres du Groupe d'action sur la Syrie (Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie ainsi que la Turquie, le Koweït et le Qatar) se mettent d'accord sur les principes d'un processus de transition politique dirigé par les Syriens : formation d'un gouvernement d'union nationale, mise en œuvre de réformes constitutionnelles et organisation d'élections libres. Ce communiqué a été signé à l'issue de la 1^{ère} conférence internationale sur la Syrie, appelée « Genève I ».

Le Conseil de sécurité des Nations Unies n'ayant pas endossé les conclusions de la réunion de Genève – et les Russes et les Chinois mettant leur veto à toute résolution politique – le médiateur de l'ONU et de la Ligue arabe, Kofi Annan démissionne.

Puis Lakhdar Brahimi tente de jouer un rôle d'août 2012 à mai 2014 mais il finit également par renoncer estimant « *que les protagonistes les plus importants à l'intérieur de la Syrie d'abord – mais aussi il faut le dire, à l'extérieur de la Syrie – continuaient à avoir pour objectif une « victoire totale* »⁷⁸.

Enfin, Staffan de Mistura propose d'instaurer des zones de « gel des combats » à Alep, la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité et le déploiement d'efforts internationaux pour lutter contre le terrorisme en Syrie et dans la région. Il mène à des consultations séparées avec des représentants du régime, de l'opposition et de la société civile, sans oublier les acteurs régionaux.

Afin de préparer le nouveau round de négociations de paix prévues sous l'égide de l'ONU, l'opposition a mis sur pied le « Haut Comité pour les négociations », un nouveau regroupement qui s'est constitué en décembre 2015 lors d'une réunion à Ryad. Il rassemble une centaine de délégués, représentant l'ensemble des formations, des forces armées combattant sur le terrain, ainsi que des personnalités indépendantes. Un accord a été trouvé entre tous sur une plateforme pour entamer les négociations avec les représentants du régime en vue d'une transition politique fondée sur les termes des accords de Vienne. Le communiqué final affirme que les participants « *sont prêts à entrer dans des négociations avec des représentants du régime sur la base de la déclaration de Genève I* », c'est-à-dire sur le principe d'une transition politique. Le départ du président syrien n'est plus posé en préalable, même s'il est noté qu'il devra intervenir au début de la transition.

Les négociations ont tourné court car le cessez-le-feu n'a pas été respecté sur le terrain, en dépit du vote à l'unanimité de la résolution du Conseil de sécurité du 18 décembre 2015. En effet, les membres permanents s'étaient engagés sur un texte demandant à toutes les parties prenantes au conflit de « *cesser immédiatement les attaques contre les civils* ». Pour reprendre les propos de l'ambassadeur de France à

⁷⁸ Entretien avec BRAHIMI Lakhdar, *Orient XXI*, 18 mars 2015 : <http://orientxxi.info/magazine/en-syrie-nous-nous-sommes-trompes.0841>

l'ONU « *la cessation des hostilités – décrétée en février – est devenue pratiquement une fiction diplomatique* ». Le médiateur de l'ONU continue néanmoins les pourparlers avec toutes les parties afin de relancer un nouvel round de discussions dans le courant de l'été.

Les moyens d'action de la communauté internationale, en l'absence d'accord entre Moscou et Washington, sont faibles pour agir de façon efficace sur le devenir de la Syrie.

L'ONU, l'EI et la société civile

Mais dans le cas où l'EI était battue, qui serait en mesure de contrôler le terrain abandonné par l'organisation terroriste ? L'ONU pourrait alors gérer ce territoire en s'appuyant sur les Conseils locaux qui ont organisé la résistance à Daech afin d'éviter que d'autres groupes radicaux essaient de prendre le contrôle de cette zone. Une présence militaire internationale serait nécessaire, tout au moins dans un premier temps, pour permettre une stabilisation de la situation.

Mais la solution au problème syrien viendra de l'intérieur, en s'appuyant sur des bases locales avec une aide extérieure.

Si l'idée d'une « grande » négociation globale est impossible, celle de cessez-le-feu locaux est un point de départ incontournable. En effet, en raison de la fragmentation du terrain entre les différents groupes rebelles, le régime et Daech, des pouvoirs locaux se sont organisés afin d'agir auprès des populations en organisant la vie quotidienne en l'absence d'État et de ses services. Dans la plupart des quartiers ou des villages des zones contrôlées par l'opposition, cela a permis le fonctionnement des services municipaux, de la justice, de la santé et la distribution de l'aide. Certains d'entre eux ont inauguré des pratiques démocratiques inconnues dans la Syrie des Assad, en organisant des élections et un système de prise de décision collégial.

Les organisations de la société civile sont nombreuses, il en existe des milliers à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, de tailles et de compétences différentes. Les organisations médicales créées par des médecins syriens expatriés font un travail colossal dans des conditions souvent dramatiques pour soigner les blessés et même prendre en charge la santé publique dans les zones hors du contrôle du gouvernement. Des groupes de jeunes et de femmes se sont organisés pour intervenir dans le domaine humanitaire et de plus en plus dans l'éducation, ainsi que pour créer des micro-projets pour faire vivre des familles à court de revenus. Toutes ces structures informelles témoignent de la vitalité et de la résilience de la société civile syrienne.

Les Casques blancs syriens sont un autre exemple de prise en charge pacifique par les Syriens eux-mêmes de leur vie. Cette organisation de défense civile, née en réponse aux bombardements et notamment à l'usage de barils d'explosifs par le régime, extrait les victimes des décombres et leur prodigue les premiers secours. Constituée d'abord à Idlib, cette organisation est présente aujourd'hui sur 117 sites. Ses membres ont

sauvé 35 000 blessés, souvent au péril de leur vie puisque 106 casques blancs ont été tués depuis leur création.

Ces différentes structures représentent un atout à utiliser en cas d'arrêt des combats afin de construire un système décentralisé capitalisant sur leurs expériences et leur connaissance des situations locales.

On peut, à partir de cette situation, envisager un scénario dans lequel une négociation politique s'engagerait avec ces structures locales, car des programmes intégrant les populations dans la gestion publique permettra à ces dernières de s'affranchir de la présence d'éléments extérieurs.

2.3 – *Le mouvement kurde : entre succès militaire et impasse politique*

Le PKK est un des principaux bénéficiaires de la reconfiguration régionale à l'œuvre depuis 2011. En juin 2016, le parti contrôle près de 20 % du territoire syrien et est parvenu à s'assurer un soutien international massif permettant une expansion territoriale sans précédent. L'affaiblissement des États syrien et irakien lui confère une marge de manœuvre à l'échelle régionale et ouvre la voie à une stratégie expansionniste jusqu'alors impossible. Contrairement aux années 1990, où le PKK avait accès à relativement peu de ressources militaires face à l'État turc, les ressources accumulées en Syrie lui permettent de s'affirmer à nouveau comme un acteur régional et de se réinvestir militairement dans le nord de l'Irak et en Turquie. De plus, la guerre contre l'État islamique lui permet d'obtenir une aide occidentale massive qui dope ses capacités militaires et ses moyens de projection. Les conflits syro-irakiens ont ainsi pour conséquence une régionalisation de la stratégie du PKK avec l'option militaire comme principal moyen d'action. Le Nord de la Syrie représente un enjeu majeur pour le parti. Au-delà des ressources qu'il y accumule, l'expérience politique qu'il y mène, via la construction d'un modèle institutionnel autonome, lui permet de s'affirmer comme un acteur central.

► **L'implantation du PKK en Syrie : une révolution dans la Révolution**

Lorsque la Révolution syrienne commence en mars 2011, le PKK, présent en Turquie, est absent du pays et ne dispose que de quelques réseaux clandestins marginaux. La jeunesse kurde se mobilise largement contre le régime, se considérant comme une partie intégrante du mouvement de protestation syrien⁷⁹. Dans les régions à majorité kurde, des groupes de coordination locaux se forment sur le même modèle que dans le reste de la Syrie. Leurs activistes participent pleinement au développement de la

⁷⁹ La première manifestation kurde a lieu le 17 mars 2011 dans la ville d'Amuda.

Révolution syrienne, agissant de façon autonome par rapport aux partis politiques kurdes⁸⁰. Cependant, cette période de mobilisation spontanée ne survit que quelques mois. Dès l'été de l'année 2011, le PKK parvient à négocier avec Damas son retour progressif, via sa branche syrienne, le PYD, dans les trois poches de peuplement kurde à la frontière turque. En échange, il s'engage à éliminer le mouvement révolutionnaire dans les zones kurdes. Après une rapide campagne de violences ciblées et d'assassinats, le PKK prend totalement le contrôle de ces territoires, terrorisant la population et marginalisant les autres partis kurdes⁸¹. La stratégie du PKK vise à enfermer les zones kurdes syriennes dans une logique communautaire afin de les couper du reste de la Révolution et de pourvoir y implanter son propre programme politique.

La conquête des zones kurdes syriennes permet ainsi au PKK de ré-émerger dans le jeu régional. La position stratégique de ces zones le long de la frontière turque, leur importance démographique et les ressources que l'organisation peut en extraire, lui fournissent un avantage considérable comparé aux quelques territoires montagneux où il était retranché depuis 1998⁸². Pour la première fois, le PKK peut territorialiser un projet nationaliste kurde appuyé sur un puissant dispositif institutionnel que le parti implante en Syrie.

► Un modèle autoritaire « démocratique » et « révolutionnaire »

Le contrôle des territoires kurdes syrien permet au PKK d'affirmer son propre modèle institutionnel. La prise en main du territoire kurde syrien s'opère à deux niveaux⁸³. Premièrement, au niveau de la population, les militants du PKK envoyés en Syrie sont chargés de mettre en place des « maisons du peuple », *Mala Gal*, à partir de l'été 2012. Ces maisons du peuple sont chargées de regrouper et de coordonner le travail des institutions (ex-administrations de l'État syrien, tribunaux repris par le PKK) avec la multitude d'associations que le parti crée ou récupère sous sa coupe. Les *Mala Gal* servent de façade démocratique au PKK et lui permettent de dissimuler ses cadres derrière une multitude d'acteurs civils dépourvus de pouvoir. De fait, la structure institutionnelle qui émerge en Syrie ne reflète pas la distribution réelle du pouvoir. Parmi la population, personne ne sait réellement qui dicte les instructions et

⁸⁰ Parmi ces groupes d'activistes, on peut notamment citer l'« Union de la jeunesse kurde », le mouvement « *Avahi* », les « Jeunes de la naissance de la liberté », le « Mouvement des jeunes révolutionnaires », l'« Alliance des jeunes sewa », l'« Union de coopération des jeunes kurdes de Syrie », lire l'entretien d'Abdussalam UTHMAN, sur http://www.kurdwatch.org/syria_article.php?aid=2719&z=en&cure=240

⁸¹ De nombreux entretiens auprès des activistes et kurdes mentionnent des arrestations, détentions et intimidations de la part du PYD. Voir également le site Kurd Watch : <http://www.kurdwatch.org/?aid=2732&z=en&cure=1009> et le rapport de HARLING Peter, « Syria's Kurds: A Struggle Within a Struggle », *Crisis Group Middle East Report*, n° 136, 22 janvier 2013.

⁸² En 1998, afin d'éviter une grave crise avec la Turquie, Hafez Al-Assad ferme les bases du PKK dans le pays.

⁸³ En avril 2011, Salah Muslmin, le leader du PYD retourne en Syrie avec plusieurs activistes du parti graciés par le régime. Selon International Crisis Group, c'est à cette période que le PKK aurait envoyé près de 1000 combattants pour renforcer le PYD en Syrie, HARLING Peter, « Syria's Kurds: A Struggle Within a Struggle », *op. cit.*

commande la force armée qui se développe sous le contrôle de plusieurs centaines de combattants du PKK.

Deuxièmement, au niveau politique, le PKK met en place à partir de l'été 2012, une coalition d'associations civiles, connu sous le nom de *Tevdem*⁸⁴. Composé de 354 membres (dont seulement 12 sont du PYD), ce Conseil a pour but de rassembler et contrôler par le haut les réseaux sociaux qui se créent. Il permet de représenter les « kurdes syriens » à l'étranger et s'occupe des relations extérieures. En réalité, le PKK choisit de passer par d'autres intermédiaires, tel le PYD, pour engager des négociations avec des acteurs tiers.

Cette stratégie de contrôle à deux niveaux, permet au PKK de verrouiller les institutions qui se créent tout en gérant localement les enclaves kurdes. Officiellement, les associations et les institutions sont présentées comme l'« émanation du peuple »⁸⁵, bien que le PKK les contrôle sans équivoque. De fait, le parti impose sa ligne politique, contrôle les ressources financières et le recrutement de leurs membres. Des cadres du PKK sont régulièrement envoyés en Syrie pour surveiller l'application des ordres en provenance de Qandil. Afin d'organiser la défense des territoires kurdes, une force d'autodéfense, l'Unité de défense du peuple (YPG) est créée⁸⁶, commandée par des militants aguerris du PKK. Selon différentes vagues de conscriptions, elle mobilise l'ensemble de la population masculine des enclaves kurdes et une partie de la population féminine.

À partir de 2014, face aux difficultés rencontrées sur le terrain, le PKK fait le choix d'approfondir ce premier modèle institutionnel. Les maisons du peuple sont transformées en « administration autonome » (*Idara Zatiyya*) et leur fonctionnement se bureaucratise. Chaque ville ou village doit se doter d'une administration autonome qui remplit les fonctions de gestion de l'action publique, ravitaillement en eau et électricité. Le volet social de ces institutions, notamment les politiques d'accueil des déplacés, est plus ou moins développé selon les régions. Ce modèle permet cependant au PKK de s'imposer dans de nouvelles zones, y compris dans des territoires à majorité arabes sunnites conquis sur l'État islamique. Dans chaque espace libéré, des cadres du PKK sont chargés de les mettre en place et de sélectionner leurs membres parmi des représentants de la « société civile » ou des notables locaux.

Avec les avancées territoriales de 2015, les forces armées sont également réformées. Les YPG gardent leurs structures initiales (composées de kurdes et commandées par des cadres membres du PKK), mais sont inclus dans les Forces Démocratiques Syriennes (FDS) créées pour incorporer des milices communautaires (chrétiens, assyriens, Yézidis) et des groupes armés arabes sunnites. En élargissant ces structures civiles et militaires, le PKK poursuit deux objectifs. D'une part, il cherche à s'attirer le soutien de la communauté internationale, en se donnant les moyens de continuer le combat contre l'État islamique dans des zones non kurdes. L'entrée dans les territoires arabes sunnites l'oblige ainsi à complexifier son modèle institutionnel au risque de lui faire perdre de sa cohérence interne. D'autre part, il tente d'inclure au mieux les

⁸⁴ *Tevgera Kurden Demokrat* - Mouvement socio-démocrate.

⁸⁵ Entretien.

⁸⁶ *Yekineyen Parastina Gel* - Unité de défense du peuple.

populations dans son régime institutionnel afin de répartir l'effort de guerre sur l'ensemble de la population et d'économiser des ressources.

Pourtant, cette stratégie de calcul sur le long terme laisse entrevoir de nombreux points faibles. Bien que rigoureux sur le papier, ce modèle institutionnel est instable et demande à être réformé régulièrement selon les évolutions du conflit. Il s'appuie principalement sur l'ancienne administration de l'État syrien pour assurer le fonctionnement des territoires conquis. Par ailleurs, le PKK semble échouer à intégrer les classes moyennes kurdes syriennes et les cadres nécessaires à la gestion de ses institutions. Ces points faibles l'obligent à s'appuyer davantage sur son appareil sécuritaire afin d'éviter toute contestation interne. Dans ce contexte, alors même que les territoires contrôlés par le PKK sont en pleine extension à l'été 2016, il est difficile de juger la viabilité de ces structures sur le long terme.

► **Une stratégie transnationale derrière la focale de la lutte contre l'État islamique**

À partir de 2014, le PKK est en première ligne face à l'État islamique qui s'empare de larges territoires en Irak et en Syrie. Le parti devient un allié prioritaire pour la Coalition internationale qui combat l'organisation. Il s'agit pour lui, d'une part de profiter de cette aide pour développer au maximum ses appareils militaires, d'autre part de tenter de transformer ce soutien militaire en reconnaissance politique au niveau international.

Le soutien militaire américain lui permet de sanctuariser des territoires étendus difficiles à défendre. En 2014, la bataille de Kobané entre le PKK et l'État islamique marque l'apogée de l'avancée de l'EI dans le nord de la Syrie. Après plusieurs mois de frappes, les bombardements occidentaux ont pour effet de diminuer considérablement l'envergure des attaques de l'EI contre les zones kurdes. Sur le terrain, les livraisons d'armes et l'amélioration croissante de la coordination entre les forces kurdes et occidentales permet de passer à l'offensive. Le PKK utilise ainsi la guerre contre l'EI pour étendre son contrôle territorial via les Forces Démocratiques syriennes (FDS). Il prend le contrôle des zones arabes sunnites au nord de Raqqa et d'Alep et la quasi totalité de la frontière avec la Turquie.

Le PKK parvient également à prendre pied au Kurdistan irakien en maintenant une présence sur la ligne de front contre l'EI (Kirkouk, Sinjar, région de Touz Khumatou), et en amplifiant ses réseaux de recrutement dans les camps de réfugiés mais aussi au cœur des zones d'influence du PDK comme à Erbil. En août 2014, les YPG interviennent dans le Sinjar pour stopper l'avancée de l'État islamique et porter secours aux réfugiés Yézidis en fuite devant l'offensive de l'EI. Alors que les troupes du PDK sont en déroute, les YPG parviennent à consolider leurs positions dans le mont Sinjar et à organiser une mobilisation armée efficace. Cette nouvelle extension territoriale du PKK au Kurdistan irakien est perçue par le PDK comme une menace pour son influence au GRK (Gouvernement régional du Kurdistan irakien).

Ce bouleversement de l'équilibre régional a un impact direct sur le processus de paix engagé en Turquie, qui comprend que l'ensemble de sa frontière sud est sur le point d'être totalement contrôlée par l'organisation. Ankara réagit à la montée en puissance du PKK en augmentant la pression contre la population kurde de Turquie. En 2015, la décision d'Erdogan de casser les résultats électoraux marque la fin du processus de normalisation et ouvre un nouveau conflit avec le PKK. Conforté par ses gains territoriaux en Syrie et le redéploiement de nombreux réseaux de mobilisations au sein dans l'est de la Turquie, le PKK lance un soulèvement populaire sévèrement réprimé par l'armée turque. Malgré ce revers militaire majeur, le PKK se pose comme un acteur clé capable de défendre « la cause kurde » dans trois pays. En deux ans, il est parvenu à se doter d'une force militaire considérable, estimée entre 30 000 et 40 000 combattants, et capable d'implanter un modèle institutionnel révolutionnaire à l'ensemble des régions kurdes.

► Vers une impasse politique

Cependant, si ces succès militaires permettent au PKK de s'affirmer sur le terrain, le parti échoue à obtenir une reconnaissance politique internationale. Ses délégations ne sont pas acceptées aux négociations internationales sous patronage de l'ONU ce qui laisse présager un lâchage de l'organisation par la communauté internationale à la fin de la guerre contre l'EI. Malgré son expansion territoriale exceptionnelle, le PKK est ainsi dans une impasse où la fuite en avant militaire est le seul moyen d'obtenir un soutien, mais ne garantit aucune stabilisation sur le long terme.

Cela a deux conséquences. D'une part, cette incertitude l'oblige à maintenir une politique sécuritaire pour détruire toute opposition dans les zones qu'il contrôle, de peur d'un retournement de la population contre lui sitôt l'EI détruit. D'autre part, la stratégie du fait accompli pousse le parti à vouloir assurer la jonction territoriale entre ses trois « cantons » et met ses alliés occidentaux dans une position difficile à tenir vis-à-vis de la Turquie. Le coût politique de la coopération militaire avec les Kurdes devient ainsi très lourd pour les Américains tandis que le parti s'engage ouvertement dans des zones définies comme des lignes rouges par Ankara. La contradiction est ainsi croissante entre la politique d'avancée territoriale du PKK et sa volonté de construire des alliances politiques au niveau international. Dans ce contexte, la seule ouverture stratégique pour les Kurdes passe par le maintien d'une situation de belligérance en Syrie.

3 – Scénarios

Pour beaucoup d'analystes (cf. Annexes), l'avenir de la Syrie se joue entre deux scénarios également incertains : le premier est celui de la poursuite de la guerre jusqu'à la victoire d'un camp ; le second, celui de la négociation qui brisera l'engrenage de la violence et qui devrait mener à une solution politique durable.

3.1 – **Scénario du pire : des « Syries utiles », la radicalisation et la poursuite de l'instabilité**

Il est impossible d'ignorer une situation dans laquelle les positions des adversaires respectifs se figeraient jusqu'à créer une forme de *statu quo* – ni vainqueurs, ni vaincus. Ladite situation ne serait pas statique en tant que telle mais dynamique et entraînerait son lot de déstabilisation et de violence, sans que toutefois un adversaire l'emporte sur l'autre.

Cette situation serait rendue possible à partir de la conjonction des éléments suivants :

Le régime épuisé tient ses fronts sur sa « Syrie utile » : l'axe Damas, Hama, Homs, Alep et la côte jusqu'à la frontière turque. Il est cependant incapable d'autres gains de territoire. Hezbollah, Iran et Russie assurent le service minimum. Mais *de facto*, le Hezbollah, par simple effet d'attrition des autres partenaires, s'impose comme la puissance dominante du groupe.

La coalition anti-Daech se délite. Le nouveau gouvernement américain, plus isolationniste, se replie après un accord de façade avec la Russie. La France, aux prises avec une dégradation brutale de la situation au Sahel, rapatrie ses moyens. L'Arabie Saoudite est embourbée au Yémen et préoccupée par une situation intérieure instable. Les relations saoudiennes se sont tendues avec les Émirats qui ont retiré leurs troupes. La Turquie est plongée dans une crise politique qui conduit à des tensions et des incursions dans le Kurdistan irakien. Enfin, l'Irak continue son délitement malgré la montée en influence politique et militaire de l'Iran.

L'EI a résisté à la poussée des forces et milices irakiennes à l'Est et des Kurdes et forces d'opposition à l'Ouest et tient toujours Mossoul, Raqqa et la moitié de Deir ez-Zor.

De son côté, le front Al-Nosra a verrouillé son emprise sur le Sud et la frontière avec Israël et prend le contrôle politique d'un côté et de l'autre de la frontière jordanienne.

Les Kurdes, qui ont assumé l'essentiel de l'effort terrestre contre Daech ces dernières années, considèrent avoir assez payé le prix du sang et s'attachent à verrouiller leur espace territorial, ce d'autant qu'ils subissent la pression turque au Nord.

Enfin, l'Armée syrienne libre et les autres forces d'opposition, bien que très affaiblies, tiennent le secteur entre Alep, la frontière turque et Raqqa.

Aucune solution militaire n'est désormais possible alors que les différents rounds de négociations ont tous échoué. Les parties prenantes s'organisent donc dans la durée.

Le régime continue de sécuriser son « pays utile » avec une frontière *de facto* qui se renforce pour éviter les incursions (murs, moyens électroniques, drones de surveillance, armement automatisé, mines, etc.). Un début de réindustrialisation est entrepris à Alep et à Homs. Les usines délocalisées à Lattaquieh et Tartous au début de la guerre civile ont repris leur activité. Peu à peu, l'État Hezbollah se substitue au régime de Bachar Al-Assad qui ne représente plus qu'une façade.

L'EI renforce son emprise territoriale sur sa zone utile : gouvernement, lois, comportement social, remise en marche des infrastructures et de l'activité économique, reprise du trafic de pétrole et de coton. Parallèlement il poursuit son expansion sur la scène internationale : poursuite des attaques terroristes en France et en Europe ; extension de sa zone d'influence en Libye et au Sahel (qui crée des tensions et des affrontements avec Al-Qaida). Ces mêmes tensions se retrouvent en Syrie dans la gestion des « zones frontalières » avec l'espace contrôlé par Al-Nosra, mais les adversaires parviennent à vivre dans le *statu quo*.

Al-Nosra essaie de créer une gestion de fait sur les zones sous son contrôle. Mais l'absence de grandes villes dans sa sphère d'influence lui rend la situation plus difficile que pour Daech. Ceci étant, les deux groupes s'entendent pour gérer ensemble les centrales thermiques et pour exploiter les champs de phosphates du Sud. Des relations « diplomatiques » informelles s'établissent pour gérer des questions pratiques notamment à caractère économique. Cependant, les divergences idéologiques et stratégiques sont telles que la coopération ne peut rester qu'à un niveau limité.

Au Nord, les Kurdes cherchent à s'établir en État indépendant malgré l'opposition farouche de la Turquie. Une forme quasi-fédérale d'association est mise en place avec le Kurdistan irakien. Les institutions et les infrastructures sont développées avec l'aide des Irakiens et des Israéliens (et aussi des Américains) qui soutiennent la constitution d'un espace kurde indépendant sur l'axe syro-irakien (pouvant associer un jour ou l'autre le Kurdistan iranien).

Enfin, l'Armée syrienne libre et les autres forces d'opposition s'arc-boutent sur leur reste de territoire mais ont beaucoup de mal à survivre, pris qu'ils sont en tenaille entre le territoire du régime désormais fermé et celui d'Al-Nosra.

La situation militaire sur le terrain est faite d'escarmouches aux objectifs limités. Il s'agit d'entretenir de part et d'autre la fibre patriotique en attendant « le grand soir » de la reconquête. Mais, en réalité, tout le monde s'installe dans la durée, sans pour autant qu'une stabilisation puisse être attendue de cette situation.

En revanche, dans chaque groupe, l'effort est mis sur la conquête politique des camps de réfugiés en Turquie, au Liban, en Irak et en Jordanie. Sur la triple frontière notamment, des camps transfrontaliers de plus d'un million de personnes se sont développés, posant un véritable problème stratégique au gouvernement jordanien. Les réfugiés fondent l'espoir de nouveaux bataillons susceptibles de remplacer les classes d'âges mortes au combat ou épuisées et/ou de véhiculer leurs idéologies respectives.

Pour tout le monde, le terrorisme demeure l'arme de choix : voiture piégée pour terroriser la foule ; assassinats ciblés pour affaiblir l'adversaire.

Israël s'attache à défendre un statu quo stratégiquement plus rentable pour lui en intervenant militairement le cas échéant, un adversaire qui prendrait le dessus sur les autres, l'affaiblissement du Hezbollah demeurant évidemment la priorité de l'État hébreu.

De cette situation découlerait enfin l'implosion du Liban. Des signes inquiétants ces dernières semaines font craindre un tel scénario : discours populistes anti-réfugiés syriens, arrestations arbitraires et massives, annonçant les premières phases d'une radicalisation des communautés sunnites.

3.2 – Quid de la partition ?

Du fait des équilibres ou plutôt des déséquilibres démographiques, la guerre syrienne pourra se prolonger, mais redisons-le, aucun des protagonistes du conflit syrien (les loyalistes, l'opposition ou les jihadistes), même si le conflit s'éternise, ne se contenterait d'un morceau de Syrie. Pour prendre la mesure des risques de partition, on peut s'inspirer de précédents de pays arabes ou de l'ex-Empire ottoman. Le plus frappant est que dans l'un et l'autre cas, bosniaque ou libanais, des composantes majeures de la scène politique appelaient ouvertement à une partition, avant que, sous le poids de la communauté internationale - Dayton selon le précédent bosniaque, Taëf selon l'exemple libanais - on n'arrive à un arrangement qui fasse taire les canons. La partition n'aura pas eu lieu. Alors, n'y parviendrait-on pas pour la Syrie où, tous d'une voix unanime plaident pour une solution unitaire ?

Durant ces premières années du conflit (2011-2016), le déséquilibre démographique au détriment du pouvoir a pu être occulté, car il fut compensé par la supériorité militaire et financière, l'appui sans limites des donateurs. Mais à moyen terme, si le conflit s'éternise, dure, disons, autant que le conflit libanais, le facteur démographique reprendra toute sa force.

Comment compenser ce déséquilibre démographique ? Grâce à la ressource de l'« immigration internationale » : Libanais du Hezbollah, Iraniens, Irakiens chiites, quelques alaouites turcs et libanais qui combattent au sol, Russes qui combattent dans les airs depuis septembre 2014. Pour autant, la guerre de Syrie n'est pas encore la guerre d'Espagne : le conflit est d'abord et surtout syro-syrien, laissant la part belle aux rapports des forces démographiques endogènes.

Les effets sur la population de la guerre civile ont été assez bien couverts, mais les chiffres sont approximatifs et changent au fil des mois et des évaluateurs. Le chiffre le plus cité est de 280 000 morts (Rami Abdel Rahman, Observatoire syrien des droits de l'homme) et de 20 000 disparus. D'autres vont jusqu'à 470 000 décès et 1,9 million de blessés, dont beaucoup ne survivront pas (*Syrian Centre for Policy Research*, 2016). Erdogan quant à lui parle de 600 000 morts. L'espérance de vie est tombée de 70 ans à un niveau « malien » de 55 ans, le taux brut de mortalité a grimpé de 4,4 à 10,9 ‰.

Les chiffres de 7 millions de réfugiés à l'étranger qui se doublent de plus de 7 millions de déplacés internes, seront vite dépassés, car nombreux sont ceux qui ne vont pas tarder à traverser des frontières poreuses. La Syrie, qui comptait 21 millions d'habitants à la veille de la guerre en mars 2011, n'en regroupe plus que 15 aujourd'hui, en comptant large. L'émigration est donc la source principale de cette forte diminution. Mais pas uniquement. La mortalité « normale » (hors guerre) c'étaient quelques 70 000 Syriens qui mouraient par an. Au cours de ces 5 ans de guerre ce sont, au bas mot, 130 000 Syriens qui meurent.

Moins spectaculaire mais néanmoins réelle est la baisse du taux de natalité. Les mariages sont différés, les femmes et les hommes syriens réputés pour se marier à de jeunes âges, n'en ont plus la possibilité. Nombreux sont contraints au célibat. La contraception (pilule, préservatifs, DIU, diaphragme...) se répand, ainsi que, très certainement, les avortements provoqués. Pour autant, cette nouvelle donne démographique qui prévaut en Syrie, semble moins atteindre les réfugiés syriens dans les pays voisins, où la procréation exubérante, subventionnée par les organisations humanitaires peut constituer la seule ressource de familles démunies, dont la seule richesse devient une ribambelle d'enfants. Des jeunes filles parfois à peine pubères sont placées sur le marché matrimonial épousant de riches résidents du Golfe, des autochtones ou des émigrés syriens.

La forte diminution de la population provient de la baisse de la croissance naturelle (naissances en baisse, décès en hausse) et de l'émigration hors des frontières. Vers la Turquie (2,7 millions), le Liban (1,5 million), la Jordanie (1,3 million), l'Irak (250 000), l'Allemagne (600 000) etc. Pour fuir la guerre, les 7 millions de réfugiés syriens iront jusqu'au lointain Maroc et même dans cette bande de Gaza paupérisée. D'aucuns pousseront jusqu'à la Malaisie et Singapour. Combien de ces 7 millions reviendront-ils ?

C'est sans doute là l'enjeu majeur de la guerre syrienne. Nous le pensons beaucoup plus grave et réel que le risque – très exagéré – de partition.

L'une des raisons majeures, assez peu documentée, qui risque de transformer l'émigration, censée n'être que temporaire, en donnée permanente à cause du non-retour des Syriens, est le délabrement de leur système scolaire et universitaire. Des

millions d'enfants et d'adolescents sont sortis prématurément de l'école entre 2011 et 2016. Les filles pourraient à la rigueur se marier précocement, encore faut-il qu'elles trouvent preneurs. Les garçons déscolarisés peuvent se faire recruter comme enfants-soldats, dans les différentes armées et milices, loyalistes, rebelles ou jihadistes qui se disputent le pays, un piètre avenir ! Beaucoup de parents émigrent donc pour assurer un avenir à leurs enfants, qui requiert naturellement une éducation adéquate. Ce n'est pas dans une Syrie, même pacifiée, qu'ils pourraient la trouver avant longtemps.

L'émigration forcée ou volontaire des Syriens résulte-t-elle d'une politique démographique délibérée de la part du pouvoir : se débarrasser des millions d'indésirables sous-entendu ces millions de Sunnites indociles – et redresser la balance démographique au profit des minorités ? L'hypothèse paraît tellement séduisante, qu'elle fait même l'objet d'appels d'offres pour des recherches académiques. La population arabe sunnite est majoritaire dans la population. Elle l'est encore plus chez les réfugiés hors des frontières, plus de 80 % du total. Elle fuit la guerre et son cortège de malédictions, certes.

Mais existe-t-il un plan préétabli de « transfert », pour reprendre l'expression utilisée en 1948 pour désigner l'émigration forcée des Palestiniens chassés de leur pays par les armées israéliennes (plan Dalat) ? En appui à cette thèse, on cite les innombrables bombardements de populations qui ne sont que civiles, celles d'Alep notamment, pour les pousser au départ. On cite également le fait que si les frontières avec les pays voisins: Turquie ; Liban, Jordanie, Irak sont tellement mal surveillées, c'est bien pour faciliter le départ que l'on espère sans retour des millions de ces indésirables.

Il faut noter que des *pull factors* (par les pays d'accueil des émigrants syriens) sont aussi à l'œuvre, incitant des Syriens au départ. Ce faisant, ces pays prêtent consciemment ou inconsciemment une main généreuse au pouvoir syrien. C'était l'an passé en 2015 mais même en 2016, la très belle ouverture aux réfugiés syriens promise par Angela Merkel. L'Allemagne comblerait le déficit de sa démographie naturelle grâce à ces immigrés syriens. Toujours est-il qu'aujourd'hui la natalité allemande se redresse vigoureusement (de 1,25 à 1,45 enfants par femme) et que l'immigration en devient moins désirable...

C'est à un calcul assez peu désintéressé qu'obéit également la nouvelle politique migratoire turque d'Erdogan du 2 juillet 2016. Très populationniste et pro-nataliste, ce n'est pourtant pas au déficit démographique qu'il songe mais à ses difficultés électorales (s'offrir un « réservoir d'électeurs »). Permettre aux réfugiés syriens d'obtenir la nationalité turque et donner d'emblée le chiffre de 300 000 naturalisations en une première étape lui permettrait sans difficulté de fidéliser ces nouveaux Turcs et de s'assurer une majorité pour réaliser sa réforme constitutionnelle et substituer au régime parlementaire, un régime présidentiel. Là aussi Erdogan ne peut imaginer combien il comble d'aise son ennemi juré, Bachar Al-Assad, en le débarrassant de ce trop-plein de sunnites syriens.

Les ambiguïtés de la communauté internationale sur les questions d'intégration/naturalisation des réfugiés syriens doivent également être analysées. Même si les propos de Ban Ki-Moon sur l'octroi de la nationalité libanaise aux 1,5 million de réfugiés syriens ont été démentis à la suite du rapport intitulé : *In safety and*

dignity: addressing large movements of refugees and migrants, ils ont laissé un grand sentiment de malaise au Liban et sans doute dans les autres pays d'accueil de la région : Jordanie et dans une moindre mesure l'Irak.

La migration internationale syrienne a, un tant soit peu, contribué à rééquilibrer le poids des différentes confessions, lourdement hypothéqué par la très forte surfécondité des sunnites par rapport aux alaouites et aux autres minorités. Les alaouites seraient ainsi passés de 10 à 13 % et les sunnites arabes de 64 à 61 %, selon des estimations plausibles⁸⁷. En extrapolant ces résultats et en prenant en compte un décompte plus réaliste de réfugiés : 7 au lieu de 5,3 millions, leur croissance à un rythme régulier, la prospective ne laisse pas de doutes : il faudrait de multiples décennies pour façonner une structure démographique conforme aux ambitions du régime syrien, avec une majorité qui passerait aux minorités, alaouite et autres.

Ainsi, à supposer que le « transfert » ait été planifié par le pouvoir il y a loin entre les désirs et les réalités. Ce qui s'est déroulé en Palestine au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, où effectivement une petite minorité de Juifs est soudainement devenue la grande majorité, reléguant les Palestiniens à la portion congrue, est difficilement transposable en Syrie aujourd'hui.

Il faut en outre tenir compte du fait qu'en Syrie, on n'a que faire des vœux de la majorité : le pouvoir pourrait continuer à fonctionner en faisant fi des revendications de la majorité, comme il ne s'est pas privé de le faire depuis un demi-siècle.

La migration internationale telle qu'elle se présente actuellement et telle qu'elle pourrait évoluer dans le futur a donc une faible incidence sur les risques de partition. En revanche, en consolidant le pouvoir, elle pourrait contribuer à conjurer ce risque si tant est que le régime ait pu l'envisager comme solution de repli.

Quant aux déplacements internes qui portent sur une masse démographique imposante légèrement supérieure (7,6 millions) à celle de l'émigration hors des frontières, les risques qu'ils induiraient sur la partition ont été très exagérés. D'abord, pour une raison d'ordre extra-démographique, qui est que personne dans la région, les États, la Turquie en premier, et leurs ressortissants qui se sont habitués depuis un siècle à réfléchir en termes de territoire national bien délimité, plutôt qu'en termes de *bilad el cham*, ne souhaiterait remettre en question les (pseudo-accords) Sykes-Picot en ouvrant la boîte de Pandore. Là aussi, on peut s'inspirer du précédent de la guerre du Liban. Elle a suscité des déplacements de population d'une envergure inouïe, sur des bases confessionnelles. Tout laissait présager la fatalité d'une partition, déjà très visible sur le territoire. Malgré tout, même si le pays porte toujours les meurtrissures des 15 années de guerre, il n'en a pas été dépecé pour autant.

En Syrie, selon Fabrice Balanche, les déplacements internes ont obéi à trois logiques. La première et la plus importante étant la logique de survie, quitter une zone de guerre pour une zone présumée tranquille, ce qui a surtout bénéficié à l'espace tenu par le gouvernement. Ainsi de nombreux sunnites, à la suite des bombardements aériens, s'y sont réfugiés, peut être les ¾ des déplacés internes. Ce type de déplacement interne

⁸⁷ BALANCHE Fabrice, « En Syrie, Bachar Al-Assad garde encore la main », *Le Temps*, 4 février 2016.

va donc à l'encontre des risques de partition. Une deuxième logique répond à la fuite due à l'oppression de l'armée, des groupes paramilitaires ou inversement des rebelles ou des jihadistes ; elle a peu d'effets sur les risques de partition⁸⁸. Seule la troisième logique, qui obéit à un besoin de regroupement sur base communautaire, conforterait en principe les risques de partition, mais elle ne porte que sur une petite minorité des déplacés.

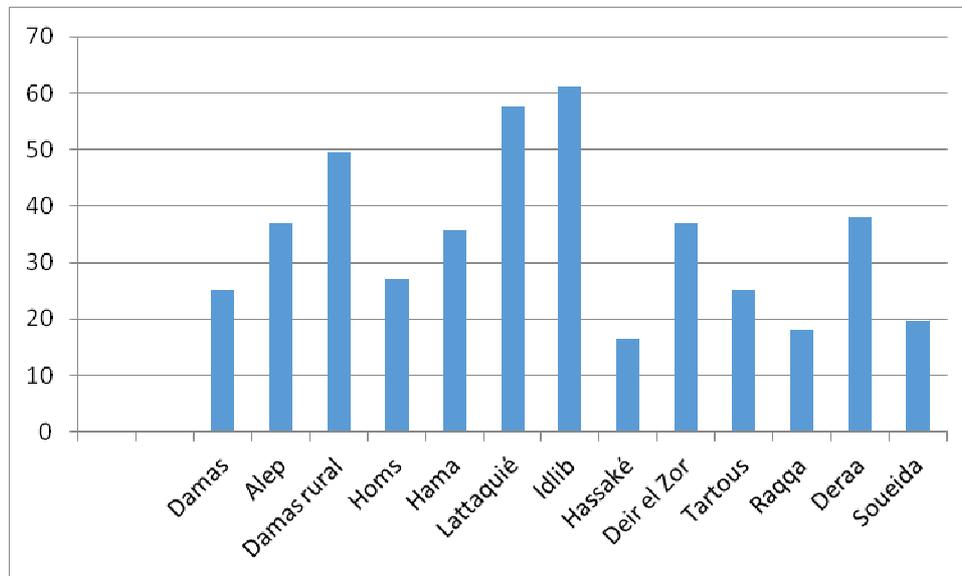


Figure 16 : Propension (%) aux déplacements internes par *mohafazat* (% déplacés internes par rapport à la population avant la guerre⁸⁹)

Ce graphique montre toute la complexité de la géographie des déplacements internes en Syrie et la difficulté de les interpréter en termes de regroupements confessionnels et d'éventuelle partition. Quelques exemples : Dans les *mohafazats* « alaouites », Lattaquié a payé un très lourd tribut mais pas Tartous. Soueida la « druze » a également une faible propension à l'émigration interne. Les *mohafazats* « sunnites » couvrent toute la gamme des déplacements internes : faibles à Homs et à Raqqa, très élevés à Idlib. Le *mohafazat* kurde de Hassaké d'où l'on aurait pu craindre des exodes massifs, des Arabes sunnites notamment, jouit de la plus faible propension aux déplacements internes.

Pour autant, ces dynamiques ne doivent pas être négligées. En particulier, le gain politique de ces déplacements internes pour le régime fait naître un questionnement sur leur encouragement. Certains rapports avancent l'hypothèse d'un volontarisme du

⁸⁸ A Raqqa, la capitale de l'État islamique en Syrie, la population presque exclusivement sunnite qui dépassait 600 000 habitants avant la guerre n'est plus que de 150 000 à la suite de sa conquête en 2014, une diminution de 75 %. Dans la province de Raqqa, la diminution a été de 50 %. La très forte émigration, outre la Turquie, a visé d'autres provinces sunnites qui n'étaient pas tombées sous l'emprise de l'EI ou des régions tenues par le gouvernement.

⁸⁹ Graphique réalisé par Youssef Courbage.

régime syrien se manifestant dans les logiques de destruction et reconstruction de zones précisément choisies. La « chiitisation » serait donc en cours au niveau de la population comme de l'État.

Dans le conflit, un des objectifs du régime syrien et de ses alliés serait de créer des zones loyalistes, ainsi qu'une continuité stratégique Damas-Homs-région côtière (pour les mouvements militaires mais aussi pour permettre la poursuite de l'acheminement en armes au Hezbollah libanais). Cette région connaîtrait un changement démographique « *lent et silencieux* »⁹⁰, à savoir le départ de millions de Syriens, majoritairement sunnites et l'installation de populations étrangères de religion musulmane chiite.

Le rapport du groupe Naame Shaam analyse les décrets présidentiels pris par le pouvoir syrien, visant, dans les zones détruites, à empêcher le retour des populations déplacées. En septembre 2012, Bachar Al-Assad prend autorise ainsi la création de deux zones d'interdiction d'immeubles d'habitation : au sud-est de Mezzé, et au sud de l'autoroute méridionale⁹¹. Il s'agit en particulier en particulier d'interdire la reconstruction des aires dites « d'habitat illégal », pour les remplacer par des zones de haut standing, par conséquent accessibles à d'autres habitants. À Mezzé, cela reviendrait à créer une zone d'influence iranienne, de la même manière que le Hezbollah s'est implanté dans la banlieue sud de Beyrouth au Liban (al-Dahiyeh). Le ministre de l'Administration locale, Ibrahim Ghalawanji, précise que le décret 66 est la concrétisation des priorités du gouvernement et de sa vision du conflit en Syrie.

3.3 – Scénario de la négociation

► De la difficulté d'arriver aux négociations

La négociation ne va pas de soi. Elle a d'abord été récusée dans son principe. Aucun opposant au régime ne pouvait imaginer traiter avec les représentants d'Assad. Le régime, de son côté, excluait toute négociation avec les « terroristes ». Puis lorsqu'il y est contraint par ses parrains à partir de 2014, il apparaît que le processus ne vaut que pour lui-même et non pour parvenir à un quelconque résultat.

⁹⁰ « Silent sectarian cleansing, The Iranian Role in Mass Demolitions and Population Transfers in Syria », *Naame Shaam Report*, mai 2015.

⁹¹ « *The decree prohibited the trading in any property within these zones or authorising any new construction projects. It also required the City Council to put together a list of all the property owners in these areas within a month, and required all property owners in the area to publicly declare their ownership of their properties and gave them a choice of selling their stakes in the property. The decisions of the "committee of experts" created by the decree were to be "final and unappealable"* », « Silent sectarian cleansing, The Iranian Role in Mass Demolitions and Population Transfers in Syria », *Naame Shaam Report*, mai 2015.

On mesure combien la négociation dans le contexte syrien est un exercice difficile. Le régime des Assad, en quarante ans d'une dictature minoritaire, violente et manipulatrice, a accentué les antagonismes de la société syrienne. La guerre elle-même, qui dure depuis cinq ans, a profondément aggravé les fractures politiques, communautaires et régionales qui divisent aujourd'hui le pays en quatre camps distincts : les deux acteurs initiaux – le régime et l'insurrection –, et deux acteurs se surimposant à ce schéma à la faveur de la guerre – l'État islamique et les Kurdes.

Pour chacun des camps en présence, la confrontation a quelque chose de fondamental : ce qui sépare les acteurs syriens, ce n'est pas seulement le poids de l'histoire, les blessures de la guerre, c'est aussi, pour chacun d'entre eux (à des degrés différents), le fait qu'ils ressentent ce conflit comme existentiel et leur victoire ou leur résistance comme la condition de la survie politique de leur camp. C'est dire que l'espace même d'une négociation globale est réduit, le processus qui y conduit, incertain, les résultats à en attendre à ce stade, imprévisibles.

Un début de négociation s'est cependant engagé. Quelques uns des acteurs ont pu s'asseoir à la même table. Malgré les retours en arrière, les violations des engagements pris, un petit nombre de résultats a pu être acquis et notamment l'« accord » sur la cessation des hostilités du 22 février 2016, parrainé par les Russes et les Américains, avec le concours du Haut comité de négociations (coalition de l'opposition), qui aura permis, pour un temps, une certaine réduction des violences dans quelques zones.

Il ne s'agit pas évidemment de la grande négociation globale, du grand *bargain*, dont certains ont l'illusion, mais c'est un début incomplet, fragile, qui peut être considéré pour l'avenir comme le premier élément d'un schéma de négociation cohérent.

Cet accord traduit d'abord un souci partagé des Américains et des Russes de faire face au risque syrien et d'ouvrir formellement une coopération sur la question de l'EI.

Ces éléments positifs n'ont toutefois pas permis la mise en place d'un cessez-le-feu effectif. Le régime a notamment poursuivi, sans que cela ne suscite de réaction, ses actions autour d'Alep avec des moyens renforcés et dévastateurs.

À ce stade, la crédibilité du schéma de négociation porté par les Américains et par les Russes dépend de la réponse apportée à plusieurs interrogations, qui rendent la négociation difficile et incertaine :

Jusqu'où vont les convergences perceptibles entre Américains et Russes ? Jusqu'où ont-ils la capacité de faire pression sur leurs clients respectifs que l'on sait capables d'inertie, de résistance et de manœuvres ? Les Russes ont-ils la volonté et les moyens de conduire le régime syrien, appuyé par les Iraniens, à renoncer à son projet de constituer par la force une « Syrie utile » ? Les Américains pourront-ils convaincre les oppositions modérées et leurs sponsors de se prêter à une politique de lutte contre l'EI, qui pourrait indirectement renforcer le régime ? Les efforts des Américains et des Russes suffiront-ils à construire une machinerie anti-Daech efficace ?

Les Américains souhaitent conduire prioritairement une action contre l'État islamique mais leurs alliés sunnites entendent poursuivre leur action contre le régime. Les Russes

de leur côté, disent diriger leurs forces et celles du régime contre Daech, mais participent à l'action du régime contre l'opposition sunnite, civils compris. Russes et Américains maintiennent sur ces sujets une concertation croissante mais il ne semble pas qu'ils disposent des moyens de contrôler entièrement leurs alliés.

Quel est le rôle joué au sein de l'opposition syrienne par l'acteur central, c'est-à-dire les dirigeants civils et militaires locaux de l'insurrection ? Dans quelle mesure ces commandements militaires locaux ont-ils été associés aux discussions de haut niveau et dans quelle mesure se sentent-ils engagés par ces accords issus de structures parfois éloignées du terrain ? Dans quelle mesure enfin – compte tenu du poids relatif des mouvements jihadistes dans la résistance anti-régime – peut-on véritablement les considérer comme partie prenante à une mobilisation déterminée contre Daech ?

► Des signes positifs ?

En pratique, aucun des acteurs essentiels du drame syrien ne s'est donné une authentique stratégie de négociation. Les États-Unis souhaitent un cessez-le-feu, mettre fin à la violence et aux exactions, sans mettre en place les leviers correspondants. Les Russes évoquent un fédéralisme pacificateur, mais ils ont jusqu'à présent renoncé à mettre fin aux politiques du régime les plus violentes. Turquie et Arabie saoudite conservent fondamentalement une vision marquée par leurs ambitions sunnites. L'Iran poursuit une politique d'influence régionale dont la Syrie est devenue le pivot. Le résultat est conforme à ces données décourageantes : le cessez-le-feu est violé sitôt qu'il est proclamé.

Dans un tel contexte, marqué par les antagonismes, l'imprévisibilité des événements, l'inadéquation des procédés diplomatiques classiques, on peut cependant imaginer les développements d'une logique de négociation.

► Pour quels objectifs ?

Trois objectifs peuvent être envisagés et doivent être articulés : le cessez-le-feu, la lutte contre Daech et la solution politique.

* *Le cessez-le-feu*

Le premier objectif est d'abord la cessation des hostilités : cessation des bombardements, des combats et des attaques-suicides. Américains et Russes vont s'efforcer de coordonner leurs efforts pour sa mise en place : règles convenues de comportement pour les parties, règles de traitement des incidents, communication

organisée entre les parties et mise en place d'une commission de supervision du cessez-le-feu. De même, Russes et Américains s'efforceront de promouvoir une mesure de confiance.

Ce cessez-le-feu impliquera deux séries de conséquences :

- des lignes d'armistice basées sur les lignes de front. Dans cette logique, il applique la mise en place de règles convenues de comportement pour chacune des parties, mais aussi des règles de traitement des incidents : *reporting*, communication entre les parties, mise en place d'une commission de supervision et de contrôle du cessez-le-feu, sur le modèle de ce qui a été fait en Bosnie.

- Le cessez-le-feu devra aussi s'accompagner de mesures de confiance pour aider les gestionnaires locaux à s'approprier leur mission. Dans le même temps, sa mise en œuvre donnera aux responsables locaux des responsabilités majeures et renforcera les pouvoirs qu'ils détenaient du fait de leurs fonctions politiques et militaires.

À ce stade toutefois, la mise en œuvre de l'accord sur la cessation des hostilités pose plusieurs séries de problèmes qui ne sont pas, malgré l'évident souci de rapprochement et de coordination russo-américain, entièrement clarifiées :

Sur le plan local :

- L'efficacité du dispositif de mise en œuvre du cessez-le-feu va dépendre notamment, en raison de l'imbrication des groupes combattants et des relations qu'ils peuvent entretenir localement entre eux, de sa capacité à écarter de ces accords les groupes jihadistes. Le poids des structures jihadistes et les liens noués avec les groupes modérés, le rôle et l'efficacité de Jabhat Al-Nosra dans l'affrontement avec les forces du régime, rendent une dissociation incertaine.
- Le respect du cessez-le-feu suppose le renoncement du régime à ses actions les plus déterminées : le bombardement des zones urbaines de l'opposition et l'usage du siège des villes comme arme de guerre.

Sur le plan régional et international :

- Le développement de la concertation russo-américaine, au-delà même des questions politiques, implique la coordination des frappes contre Daech. Elle implique aussi, d'une certaine manière, des pressions russes sur le régime pour qu'il cesse ses frappes dirigées contre les opposants modérés soutenus par les Américains. En l'absence de telles pressions, les modérés ne se prêteront pas au cessez-le-feu.
- Le développement des actions conduites par les Kurdes du PYD et des éléments sunnites modérés contre l'État islamique, est aujourd'hui bien engagé. Cette politique, parrainée par les Américains, peut ouvrir à brève échéance une crise majeure avec la Turquie, qui semble cependant dorénavant ralliée à la stratégie anti-Daech.

*** L'action collective contre Daech**

Le principe d'une action collective contre l'EI est désormais appuyé non seulement par les Russes et les Américains, mais aussi par l'opposition syrienne modérée et par les pays sunnites, les États du Golfe et la Turquie, avec le soutien des tribus sunnites hostiles à l'influence de l'EI et celui du gouvernement de Bagdad.

Les structures du califat sont l'objet d'attaques aériennes concertées mais aussi d'attaques au sol conduites par les forces associées des Kurdes et des sunnites syriens. L'armée syrienne participe depuis peu à cette action dans un certain nombre de zones qui constituent des enjeux pour le régime.

L'hypothèse de l'effondrement du califat pourrait, si elle se confirmait, poser des problèmes complexes aux différents acteurs du conflit syrien. La première perspective est celle de confier l'occupation militaire des anciens territoires de l'émirat à une force internationale capable de rétablir un ordre social et politique minimal. Il faudrait ensuite organiser la dévolution politique de ces territoires et la restauration d'une autorité légitime, tâches qui mobiliseront évidemment les principales forces de l'opposition sunnite modérée. Là encore, le rôle des puissances régionales sunnites sera déterminant pour arbitrer entre les factions, susciter les compromis nécessaires et établir la sécurité de ces régions.

*** Au-delà du cessez-le-feu, quelle négociation pour une solution politique globale ?**

Malgré d'intenses discussions et de multiples travaux universitaires sur la Syrie de demain, les principaux acteurs de la situation syrienne, qu'il s'agisse des acteurs locaux, des intervenants régionaux, des États-Unis, de la Russie et des Nations Unies, sont moins précis sur les termes d'une solution politique globale. Les Russes parlent de fédération, les analystes américains travaillent sur des solutions de décentralisation, d'autres réfléchissent sur des adaptations des modèles de Dayton et de Taëf, alors même que les situations ne sont pas réellement comparables.

En réalité, tous ont à l'esprit une « formule générale » relativement imprécise dans laquelle l'unité de la Syrie resterait proclamée mais où la réalité de la décentralisation serait garantie par une autonomie politique et militaire. Personne n'est encore en mesure de dire dans quelles conditions précises, la vision d'une Syrie restée unie pourrait coexister avec le maintien de zones évidemment antagonistes, chacune d'entre elles étant protégée par la présence de forces militaires amies, milices ou contingents militaires des pays « protecteurs ».

De fait, les conditions d'une négociation globale ne sont pas réunies aujourd'hui. Mais le schéma logique d'une telle négociation est à peu près connu et comporte une séquence prévoyant :

- Un gouvernement de transition, chargé d'assurer la mise en œuvre d'un cessez-le-feu effectif, permettant de négocier avec les parties l'organisation de l'action minimale des services de l'État et d'organiser le processus de négociation global.
- Un processus de négociation globale qui aurait pour objectif de définir les principes de la coexistence, les mesures essentielles de réforme de l'État, la répartition des pouvoirs et les termes de la décentralisation. Un État, reconstruit mais minimal, pourrait être mis en place, la réalité du pouvoir se trouvant dans les pouvoirs locaux, fédérés.
- Une phase ultérieure définirait l'État de droit et les garanties fondamentales en matière des droits de l'homme et de protection des minorités, tous les termes de référence devant figurer dans un projet de Constitution soumis à l'approbation populaire.

Si ce schéma est logique, il est largement artificiel. Il suppose en effet que la formule générale d'une Syrie unitaire mais décentralisée puisse être effectivement négociée et faire l'objet d'un consensus. Il suppose aussi que chacun des camps en présence – à supposer que l'EI soit effectivement neutralisé – puisse donner son accord à une conception élargie de la décentralisation. Il implique enfin que le régime et les opposants aient perdu les moyens ou la volonté de s'opposer à un accord.

Il faut bien constater que les Russes partagent avec les Syriens du régime l'idée de la reconstruction d'une Syrie unitaire, sur la base du regroupement autour d'un régime réformé à la marge, de forces minoritaires soumises, clientes ou ralliées. Ce que les Russes appellent, avec beaucoup d'imprécision, la solution fédérale, est une manière de redessiner le schéma traditionnel des politiques soviétiques en pays arabe, c'est-à-dire la constitution de coalitions nationales « progressistes » censées redonner aux Soviétiques une capacité d'influence et d'intervention. C'est une vision compatible avec la politique du régime, inspirée par les Iraniens, qui vise à renforcer la seule Syrie utile, fondée comme on le sait sur l'abandon du territoire et des populations tenues pour hostiles et la répression violente des oppositions.

Il ne s'agit pas d'un nouveau réduit alaouite imaginé par le mandat français dans les années trente. Il s'agit bien au contraire d'une Syrie stratégique, capable de contrôler les positions fortes du littoral alaouite, de Damas et des territoires proches du Hezbollah. Il s'agit bien de maîtriser tout ce qui est indispensable à la survie d'un régime sans doute réaménagé, mais aussi de priver les oppositions de tout ce qui pourrait les renforcer sur le plan stratégique.

De leur côté, les analystes américains évoquent les traits majeurs d'une reconstruction démocratique et non confessionnelle de la Syrie et les mécanismes complexes d'une décentralisation intelligente. Personne ne sait réellement de quelle façon on peut imaginer, après une guerre dévastatrice, un tel régime de décentralisation qui satisferait

les exigences de plusieurs millions de sunnites engagés depuis cinq ans dans le conflit face à un régime renforcé, appuyé sur une armée reconstruite et un appareil d'État encore marqué par un passé dictatorial.

* **Les Game changers**

La perspective d'une négociation, chaque jour plus nécessaire, dépend d'une série de facteurs. Certains, peu nombreux et sans doute pour une part peu probables, seraient de nature à changer profondément le conflit, à ouvrir des perspectives aujourd'hui fermés, à être des « game changers » :

- Un raidissement durable et déterminé des positions américaines, articulées autour d'une stratégie claire sur le règlement syrien et la question de Daech. La cinquantaine de diplomates américains qui ont critiqué la politique du président Obama l'on souligné : les États-Unis ont manqué de moyens, de force et de volonté. À cet égard, l'option d'une zone d'exclusion aérienne dans le Nord du pays – qui aurait permis à une opposition modérée une organisation civile et militaire, et à des milliers de déplacés une zone de refuge – figure comme une occasion manquée. Récusée par les acteurs, elle est aujourd'hui considérée comme dépassée (notamment depuis l'intervention russe de septembre 2015), même si elle figure dans l'arsenal politique de la candidate Hillary Clinton.

Les États-Unis ont par ailleurs la capacité de renforcer leurs alliés sunnites, tout en faisant pression sur eux pour s'assurer que Daech sera combattu. C'est là l'un des éléments majeurs d'un changement des équilibres.

- Un second *game changer* serait la constitution d'un ensemble sunnite réel (États du Golfe, Égypte, Jordanie, Turquie), avec un centre de gravité capable de formuler et de mettre en œuvre une stratégie face à Daech, face au régime d'Assad et face à l'Iran. Les États sunnites disposent de la puissance, de moyens financiers et de clientèles, mais ils n'ont pas construit de ligne politique capable de donner une vision d'avenir aux 25 millions de sunnites qui vivent entre Bassora et Alep. Cette absence de projet nourrit la radicalisation.

- Un troisième *game changer* concerne l'Iran, qui articule sa vie politique sur une surenchère permanente entre conservateurs religieux et réalistes modernistes. C'est ce qui donne à l'action de l'Iran une image souvent agressive et polémique. Un Iran apaisé, moins divisé, plus actif au service de sa place dans une région complexe, plus disposé à regarder le monde sunnite comme un interlocuteur et un partenaire, serait un élément majeur d'une reconstruction politique du Moyen-Orient.

- Le dernier *game changer* serait l'affirmation d'une politique humanitaire internationale digne de ce nom en Syrie. La situation humanitaire de ce pays est sans doute l'une des grandes défaites de la communauté internationale. Une action déterminée au Conseil de sécurité des Nations Unies montrerait à la population syrienne la sollicitude

effective de la communauté internationale. Cette reconnexion avec le terrain donnerait une crédibilité à la négociation politique dans laquelle les acteurs locaux n'ont plus foi.

4 – Recommandations

Il ressort de ces pages en premier lieu que personne n'est plus en mesure de l'emporter. Cependant, la partition intégrale apparaît improbable. La structure géographique et sociale de la Syrie peut s'apparenter à un compas fait de deux bras inégaux : un très dense dont la pointe principale va de Deraa à Alep, axe à partir duquel se déploie le second bras plus léger passant par Raqqa et Deir ez-Zor en suivant l'Euphrate. Les déplacements de population n'ont pas modifié cette structure lourde et l'économie bien que ruinée ne peut que repartir dans les mêmes zones. Autrement dit, le régime peut se satisfaire d'une « Syrie utile » ; en réalité une « Syrie vitale » qui concentrerait l'essentiel des capacités administratives, économiques et industrielles (étant entendu que la stabilité de cette « Syrie utile » serait fortement compromise tant que resterait délaissée ou opprimée la « Syrie inutile »). Les Kurdes pourraient être tentés par une partition, mais ces derniers ne peuvent exister seuls. Il faudrait pour cela qu'ils soient reliés au Kurdistan irakien. Il n'est pas sûr que la Turquie autorise l'émergence d'un tel projet, sauf à le contrôler. Les territoires détenus par les autres factions et forces « modérées » ne sont pas viables sur le long terme (sauf à imaginer une « principauté alepienne » à condition qu'elle ait un débouché sur la Turquie). Enfin, l'État islamique se satisferait aisément d'une situation d'indépendance assise sur les morceaux de deux pays (Syrie et Irak). Mais cette option est inenvisageable puisque Daech doit être définitivement et totalement vaincu, bien que les conditions d'une telle destruction ne soient pas à ce jour réunies.

D'autres, dont certains Russes, ont proposé la création d'une fédération sur le modèle de l'Irak. Pour attirante qu'elle soit au premier regard, il n'est pas sûr que cette solution soit réellement viable pour la Syrie en raison de sa structure même et en considérant que le modèle irakien n'a pas fourni de résultats probants à ce jour, sauf à consacrer la quasi-indépendance des Kurdes. Cependant, la fédération *stricto sensu* arrange la Russie car elle préserverait le régime et pourrait trouver grâce à des yeux américains, mais elle peut poser plus de problèmes qu'elle l'en résout.

Partant de là, que peut-on faire pour retrouver une situation de paix et de reconstruction ?

Depuis 2012, tous les think tanks du monde se sont peu ou prou penchés sur le sort de la Syrie. Le dépouillement des conclusions de ces travaux que l'on trouvera en Annexe 4, est assez décevant. Le maître mot est « l'inclusivité » (*inclusiveness*) ; c'est-à-dire l'association la plus large des parties prenantes à une solution négociée. L'autre leitmotiv est d'ouvrir plus largement au « local », aux acteurs de terrain. Si l'on ne peut qu'adhérer à ces idées, ce sont les propositions de mise en œuvre qui sont absentes.

► **Propositions :**

- Au plan général : renforcer le dialogue avec les acteurs internationaux de tous bords engagés dans le conflit. Aucune solution viable n'émergera sans l'accord et l'engagement actif de la Russie et de l'Iran. Ce dialogue devra être apaisé et équilibré. De la même façon, le camp de la coalition, doit amener certains de ses membres à délaisser le soutien des groupes d'opposition les plus radicaux dans une perspective d'apaisement (le cas d'Al-Nosra sera à traiter impérativement).
- L'Union européenne ou tout du moins les acteurs européens doivent être engagés mieux qu'ils ne le sont aujourd'hui : l'UE avec ses capacités en matière de développement et de gestion locale ainsi que (dans un deuxième temps) ses moyens et compétences dans le domaine de la réforme du secteur de la sécurité (RSS) et du processus désarmement, démobilisation, réintégration (DDR). Pris individuellement, l'Allemagne dispose d'une connaissance fine de la Syrie (dont elle a formé une bonne partie des cadres scientifiques et techniques à l'époque) et les Britanniques (les conséquences du Brexit restant à évaluer) disposent d'un fort réseau d'influence sur le Golfe qui complète le réseau français.
- La lutte contre Daech doit être renforcée par une véritable stratégie au sol. Si l'écrasement de cette organisation ne règlera que partiellement la question du terrorisme en France et ailleurs, sa disparition libèrera un espace territorial important. Le contrôle de l'ex-zone Daech pourra temporairement être assuré par une force internationale afin qu'il ne redevienne pas un enjeu militaire pour les parties. Nonobstant les difficultés, la mise en œuvre d'une force terrestre multilatérale qui ne peut pas être confiée aux seuls Kurdes ni exploitée par le régime, devrait être la priorité française de ces prochaines semaines.
- Au plan des négociations : les principales critiques visant les épisodes successifs de négociation (Genève, Vienne ...) a été le manque d'acteurs de terrain. Le plus souvent sont invités et pris en compte les dirigeants « hors sol » des groupes et factions au conflit. Les représentants du régime ont été pour leur part limités à la représentation officielle la plus étroite et pas forcément la plus décisionnelle du régime. On constate donc un hiatus entre les mouvements sur le terrain et les négociateurs qui rendent vaine toute mise en œuvre effective des accords (modèles Maliens ou Libyens, par exemple.) Il serait alors nécessaire d'ouvrir davantage aux acteurs locaux, capables d'apporter des éléments pertinents puis d'endosser le résultat de l'accord sur le terrain. Les différentes structures mises en place, comme les comités locaux de coordination, représentent un atout à utiliser afin de construire un système décentralisé capitalisant sur leurs expériences et leur bonne connaissance des situations locales. Par ailleurs, le conflit a fait émerger une économie de guerre qui profite à de nombreux bénéficiaires. Ce sont eux qui détiennent les clés, pour une large part, de la reprise ou non des hostilités. Il faut donc engager d'ores et déjà une réflexion sur ce que pourrait être une politique de compensation. L'acquis des nombreuses expériences sur la RSS et le DDR

pourrait, engagée en avance de phase, apporter un soubassement utile à la mise en place d'une plate-forme de retour à la paix. C'est sans doute en associant l'ancienne bourgeoisie aujourd'hui exilée et les nouvelles forces émergentes, qu'il faut identifier (notons le manque de travaux sur ce thème) que des passerelles utiles pourront être créées. Seule cette option permettra un retour à la stabilité.

- La crise syrienne ne peut trouver de solution sans passer par la résolution d'une crise plus globale qui est la question sunnite. Prises entre le marteau syrien et l'enclume irakienne, ces communautés doivent avoir un autre choix que Daech ou la mort. Eu égard aux liens avec les pays du Golfe, l'Égypte et la Jordanie, mais aussi avec le Maghreb, la France devrait travailler avec les nations intéressées pour garantir à cette communauté une place conforme à leur nombre et leur importance dans les règlements de paix. Si la question peut se traiter en Irak par une relation renouvelée entre l'État et les tribus, la question est plus complexe en Syrie où la problématique tribale est moins marquée et où une partie de la communauté soutient le régime. C'est vraisemblablement une des clés du règlement pacifique du conflit.
- La France devrait enfin s'engager davantage dans le domaine humanitaire. Les millions de réfugiés sont en train de poser un problème stratégique sur les voisins immédiats de la Syrie et contribuent à leur déstabilisation. Au-delà de la question migratoire vers l'Europe et de ses drames, Paris devrait user de son influence et de son antériorité dans la gestion de l'humanitaire pour mobiliser la communauté internationale.

BIBLIOGRAPHIE

- The Military Balance*, International Institute for Strategic Studies, 2011.
- International Crisis Group, « Syria's Mutating Conflict », *Middle East Report*, n° 128, août 2012, 41 p.
- « Houla Massacre: UN Blames Syria Troops and Militia », *BBC News*, 15 août 2012.
- « Impact of the conflict on Syrian economy and livelihoods », *Syria Needs Analysis Project*, juillet 2013.
- Pro-regime Militia Posts Open Call for Recruits on Facebook », *The Syrian Observer*, 10 juin 2016.
- BACZKO Adam, DORRONSORO Gilles, QUESNAY Arthur, *Syrie, Anatomie d'une guerre civile*, CNRS Éditions, Paris, 2016.
- BALANCHE Fabrice, « En Syrie, Bachar Al-Assad garde encore la main », *Le Temps*, 4 février 2016.
- BEZAT Jean-Michel, « Que sait-on de la production de pétrole contrôlée par l'EI et de ses destinations ? », *Le Monde*, 3 décembre 2015.
- BLANFORD Nicholas, « ISIS' Iraq offensive could trigger Hezbollah to fill gap left in Syria », *The Daily Star*, 16 juin 2014.
- Entretien avec BRAHIMI Lakhdar, *Orient XXI*, 18 mars 2015.
- CABOT Émilie, « Au cœur de la multinationale Daech », *JDD*, 14 juin 2015.
- CHABKOUN Malak, « Pro-Regime Militias in Syria: SAA Unit or Ad-Hoc Apparatus? », *Aljazeera Centre for studies*, 4 août 2014.
- COLLOMBIER Virginie, FAVIER Agnès, LUIGI Narbone, *Inside Wars, local dynamics of conflicts in Syria and Libya*, European University Institute, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, Middle East Directions, 2016.
- DEVARAJAN Shanta, MOTTAGHI Lili, DO Quy-Toan, ABDEL JELIL Mohamed, 2016 « Syria, Reconstruction for Peace », *Middle East and North Africa Economic Monitor*, avril 2016, World Bank, Washington DC.
- DIFFALAH Sarah, « Cartes. Turquie, Liban, Europe... Où vont les réfugiés syriens ? », *L'Obs*, 9 février 2016 .
- DJEBBI Sihem « La stratégie de gestion des forces armées sous les Assad : les limites des logiques ethno-confessionnelles », in Saïd Haddad (dir.), *Les armées dans les révolutions arabes, Positions et rôles, Perspectives théoriques et études de cas*, Presses universitaires de Rennes, 2015.
- GALLAND Frank, « Les barrages, l'autre arme de Daech », *Les Échos*, 16 février 2016.

HARLING Peter, « Syria's Kurds: A Struggle Within a Struggle », *Crisis Group Middle East Report*, n° 136, 22 janvier 2013.

HARLING Peter, « L'État islamique occupe un vide qui ne cesse de grandir dans la région », *Médiapart*, 15 juin 2015.

HARLING Peter, « Le régime syrien ne peut laisser derrière lui que le chaos », *Al-Ahram*, 28 octobre 2015.

HOLLIDAY Joseph, *The Assad regime, from counterinsurgency to civil war*, Institute for the Study of War, mars 2013, 68 p.

KHALIFEH Paul, « Liban : le Hezbollah, pièce maîtresse du conflit syrien », *RFI*, 13 mars 2015.

KHALIFEH Paul, « L'armée syrienne, ses milices et ses alliés étrangers », *RFI*, 1^{er} octobre 2015.

KODMANI Bassma, LEGRAND Félix, « Renforcer la résistance démocratique en Syrie », *Arab Reform Initiative*, septembre 2013,

LUND Aron, « Gangs of Latakia: The Militiafication of the Assad Regime », *Syria Comment*, 23 juillet 2013.

LUND Aron, « Who are the Pro-Assad militias? », *Carnegie Endowment for International Peace*, mars 2015.

MACLEOD Hugh, FLAMAND Annasofie, « Inside Syria's shabiha death squads », *Global Post*, 15 juin 2012.

MAJED Ziad, « Syrie : pourquoi Assad reconnaît-il que son armée manque d'hommes ? », *L'Express*, 28 juillet 2015.

MANTOUX Stéphane, « Mourir pour Assad, l'organisation Badr en Syrie », *Site Historicoblog*, 10 février 2016.

NERGUIZIAN Aram, « The Military Balance in a Shattered Levant, Conventional Forces, Asymmetric Warfare & the Struggle for Syria », *Center for Strategic and International Studies*, 15 juin 2015.

PERRIN Jean-Pierre, « Iran : ces milices chiites fers de lance contre l'EI », *Libération*, 16 mars 2015

PIERRET Thomas, « Syrian armed opposition powerbrokers », *Middle East Security Report*, n° 29, 2016.

SAYIGH Yezid, « The War Over Syria's Gas Fields », *Carnegie Endowment for International Peace*, 8 juin 2015.

SHERLOCK Ruth, « Iran boosts support to Syria », *The Telegraph*, 21 février 2014.

VAN DAM Nikolaos, *The Struggle for Power in Syria*, I. B. Tauris, 2011, 288 p.

Annexe 1 LA SYRIE : RAPPEL D'UNE GÉOGRAPHIE PHYSIQUE

Annexe I La Syrie : rappel d'une géographie physique

Source : *Larousse encyclopédique*

« Entourée du nord au sud par la Turquie, l'Iraq, la Jordanie et Israël, et à l'ouest par le Liban, la Syrie possède une façade méditerranéenne, longue de 173 km. Sauf au nord, la côte borde une plaine étroite, humide et chaude, typiquement méditerranéenne, où la petite polyculture de subsistance est orientée, grâce à l'irrigation, vers le tabac, le coton, l'arachide et le maraîchage.

La Syrie est dominée, à l'est, par une barrière montagneuse, le djebel Ansariyya, prolongé au sud par les chaînons de l'Anti-Liban (2 629 m) et de l'Hermon (2 814 m), la trouée de Homs facilitant les relations entre la côte et l'intérieur. Ce massif, calcaire et pauvre, restitue ses eaux en périphérie par de puissantes sources karstiques.

Au-delà s'étendent la dépression du Ghab, drainée par l'Oronte. Le Ghab représente la dernière dépression du grand alignement de fractures qui se poursuit de l'Afrique orientale au Taurus. Le débit de l'Oronte et de ses affluents est assez régulier et abondant pour faire tourner de très hautes norias et alimenter par des canaux d'irrigation toute une chaîne d'oasis. Cela permet la culture du blé, de la betterave à sucre, du coton, des arbres fruitiers et de la vigne.

Le djebel Zawiye (935 m) et, plus au sud, l'Anti-Liban (qui culmine au Talat Musa, 2 629 m) et l'Hermon (2 814 m), sur lesquels s'appuie la frontière libano-syrienne, sont les rebords surélevés, plissés et faillés, de vastes plateaux calcaires qui s'abaissent lentement vers la Mésopotamie et la péninsule arabique.

Au sud-est, le djebel Druze, qui culmine à 1 801 m, est un vaste complexe de cônes et de coulées volcaniques formant, pour les plus récentes, une surface chaotique.

Si les steppes du Croissant fertile sont assez bien arrosées dans le couloir de l'Oronte (entre 200 et 400 mm de pluies), le haut Khabur au nord-est et le piémont volcanique de l'Hermon (Hauran, djebel Druze) – les « jardins » de l'Oronte sont renommés –, vers l'intérieur, les steppes saisonnièrement herbeuses à l'état naturel qui leur succèdent furent longtemps accaparées par les Bédouins, pasteurs et caravaniers. Malgré un climat plus sec et rude, l'eau des fleuves, des sources et des puits a fait naître des noyaux ou des rubans de culture intensive, qui associent l'olivier, les céréales (blé et orge), les jardins, les vignobles et les vergers d'abricotiers, de

grenadiers, de figuiers et d'amandiers ; le plus ancien d'entre eux est la célèbre Ghouta de Damas.

Dans le désert de Syrie, au sud-est, les oasis, telle Palmyre, sont rares, mais la vallée de l'Euphrate a connu d'importants travaux d'aménagement, comme le barrage de Tabqa, créant le lac Asad et permettant l'irrigation de la région de la Djézireh. Elle est maintenant réoccupée par les sédentaires, d'autant que la découverte de champs pétrolifères autour de Deir ez-Zor, au début des années 1980, a fortement modifié la physionomie de la région. »⁹²

La part du commerce extérieur est de 70 % de son PIB. Ses principaux partenaires commerciaux sont l'Allemagne, le Liban, l'Irak, l'Italie, l'Égypte, l'Arabie saoudite et la France. La Syrie exporte différents produits tels que les fruits et légumes, du bétail, du coton et du pétrole. Ses principales importations sont les produits chimiques, les machines industrielles, le pétrole, le fer et l'acier. Depuis la guerre civile syrienne de 2011, la livre syrienne est très dévaluée.

L'énergie

- Pétrole (2000) : production 55,4 millions de tonnes - Réserves 350 millions de tonnes.
- Gaz (1999) : production 6 300 millions de m³ - Réserves 241 000 millions de m³.
- Électricité (2002) : 26,9 milliards de kWh dont 39,7 % issus de la production hydroélectrique.

Principaux barrages hydroélectriques:

- Barrage du 6-octobre (1994) sur l'Euphrate avec une retenue de 1 400 millions de m³
- Barrage de Tabqa (1975) sur l'Euphrate avec une retenue de 12 milliards de m³
- Barrage d'Al-Baath sur l'Euphrate

Les matières premières

- Phosphates : 2 millions de tonnes en 2011 (10^{ème} rang mondial) et dont les réserves sont estimées à plus d'un milliard de tonnes. 75 % de la production étaient destinés à l'exportation.
- Marbre, gypse : 183 000 tonnes
- Sel (1997) : 72 000 tonnes

⁹²

http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/Syrie_g%C3%A9ographie_physique/187531#cfcs82Uj07WkYcF.99

- Lignite, asphalte : 82 000 tonnes

Les transports et infrastructures

- Routes (1997) : 41 540 km
- Voies ferrées : 2 423 km
- Oléoducs en provenance d'Irak et d'Arabie saoudite

L'industrie représentait en l'an 2000 : 20 % de la population active et 10 % du PNB, et 34 % du BIP en 2009. L'industrie est en grande partie contrôlée par l'État (60 % du PNB et 80 % des investissements lourds).

Les principaux secteurs industriels sont :

- l'agro-alimentaire
- la construction et le BTP
- le raffinage du pétrole
- la métallurgie
- l'industrie des automobiles
- l'industrie des produits électroniques

L'ensemble de ces activités ainsi que les services ont pâti de la guerre civile et des mesures d'embargo sur le pétrole imposé notamment par l'Union européenne. Les différentes factions se disputent (ou se revendent !) une manne qui devient de plus en plus modeste.

L'industrie occupe une place relativement importante, notamment grâce au textile, à la chimie, et bien sûr au pétrole, qui représente 14 % du PIB syrien. Le secteur des hydrocarbures, très important pour l'économie syrienne, contribue à hauteur de 65% aux exportations du pays. Néanmoins, les réserves de pétrole du pays s'amenuisent d'année en année, et bien que la hausse du baril ait permis une croissance de 4,5% en moyenne avant la guerre, les experts tablent sur un assèchement des puits syriens pour 2020. Le secteur manufacturier contribue à 25 % du PIB avec la production d'objets artisanaux tels que les articles en soie, en cuir et en verre.

Le secteur tertiaire, bien établi (principalement le tourisme) contribue à environ la moitié du PIB et représente plus de 55 % des emplois.⁹³

⁹³ <http://www.lemoci.com/fiche-pays/syrie/#sthash.UkoCAGdn.dpuf>

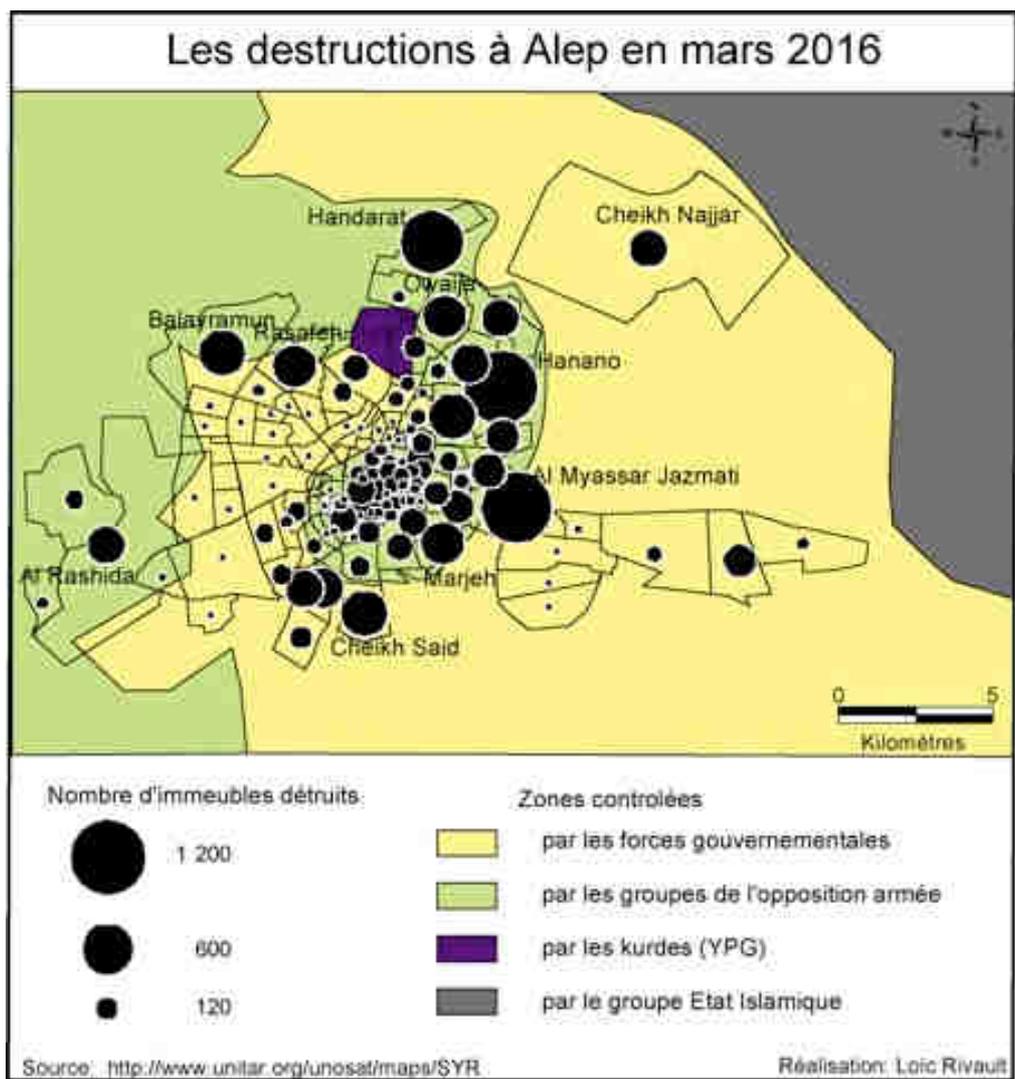
Annexe 2 ÉTAT DES DESTRUCTIONS

La Banque mondiale a étudié les conséquences de la guerre sur six villes⁹⁴ : Alep, Deraa, Hama, Homs, Idlib et Lattaquieh. Les bombardements y ont endommagé les infrastructures, coupé l'approvisionnement et vidé les services de santé. Sur les 780 établissements recensés dans ces six villes, environ un tiers a été endommagé. En 2015, on note une recrudescence des attaques menées contre les bâtiments médicaux. Sur tout le pays, près de 50 % des hôpitaux ont été soit endommagés, soit détruits par les combats, selon la Croix Rouge et l'Organisation mondiale de la santé.

Par ailleurs, sur les six villes de l'étude, 1 417 établissements allant de la crèche à l'université ont été endommagés dans les combats, soit 14,8 % d'entre eux. Au total, les destructions étaient estimées fin 2014 entre 101 et 123 millions de dollars. Par ailleurs, une autre étude conduite par les Nations Unies estime que 20 % de tous les établissements scolaires de Syrie sont endommagés ou détruits. Enfin, 18 % des écoles sont occupées par des déplacés et ne fonctionnent plus comme des établissements scolaires.

Sur les six villes étudiées, les dommages étaient estimés entre 3,6 et 4,5 milliards de dollars à la fin de l'année 2014. De loin la ville la plus touchée, Alep compte pour 40 % de cette estimation.

⁹⁴ Chiffres cités dans Édouard de Mareschal, « Syrie : après cinq ans de guerre, tableau d'un pays en plein chaos », *Le Figaro*, 15 mars 2016.



De manière générale, l'économie du pays est exsangue. Les exportations auraient chuté de 90 % depuis 2011, alors que le pays est soumis à de sévères sanctions internationales. Selon le ministre du Pétrole, les pertes directes et indirectes dans le secteur pétrolier et gazier s'élèvent à 58 milliards de dollars (52 milliards d'euros). En 2015, une coalition de 130 ONG affirmait que la Syrie vivait quasiment sans lumière, 83 % du réseau électrique ne fonctionnant plus en raison de la guerre.

Conséquences économiques : un pays détruit

« Un document de travail de la Banque mondiale publié récemment [quantifie] les effets économiques directs et indirects de ce conflit sur six pays de la région du « Levant » : la Turquie, la Syrie, le Liban, la Jordanie, l'Iraq et l'Égypte⁹⁵. Les effets

⁹⁵ <http://documents.banquemonde.org/curated/fr/2004/12/22316371/economic-effects-syrian-war-spread-islamic-state-levant>, 41 p.

directs procèdent de la diminution des effectifs et des compétences de la population active syrienne due aux pertes humaines et à l'exode des réfugiés, de la destruction des infrastructures, de l'embargo commercial auquel est soumise la Syrie, de l'augmentation du coût de l'activité économique, ainsi que d'un recul de la productivité. Les effets indirects englobent quant à eux le manque à gagner dû au gel des initiatives d'intégration commerciale visant à améliorer la qualité de la logistique et à libéraliser les échanges de services au sein de la région. (...)

Nos recherches montrent que la guerre a entraîné, jusqu'à présent, des pertes de production se chiffrant à près de 35 milliards de dollars (aux prix de 2007) pour les six pays concernés. En d'autres termes, le poids économique cumulé de ces économies, mesuré par leur produit intérieur brut, aurait été supérieur de 35 milliards de dollars si la guerre n'avait pas éclaté... Ce coût global est tout simplement équivalent au PIB syrien de 2007 !

Toutefois, ces pertes sont inégalement réparties. Les pays les plus touchés par la guerre, la Syrie et l'Iraq, paient le plus lourd tribut sur le plan des coûts économiques directs et du manque à gagner dû à l'absence d'une intégration économique plus poussée : en Syrie et en Iraq, le revenu moyen par habitant en termes constants est ainsi inférieur de respectivement 25 et 28 % à ce qu'il aurait pu être sans le conflit. Les coûts directement imputables à la guerre sont considérables, puisqu'ils sont associés à une diminution du PIB par habitant de 14 % en Syrie et de 16 % en Iraq. L'embargo commercial auquel la Syrie est soumise constitue le principal facteur à l'origine de ces coûts directs, suivi par la diminution des effectifs et des compétences de sa population active due aux pertes humaines et à l'exode des réfugiés, la destruction des infrastructures, et l'augmentation du coût de l'activité économique dans les zones touchées par le conflit.

Les autres pays de la région ont subi des pertes au niveau du revenu moyen par habitant sans pour autant enregistrer des pertes de revenu global dues aux effets directs du conflit. L'afflux de réfugiés au Liban, en Jordanie et en Turquie a en effet dopé la consommation, l'investissement et l'offre de main-d'œuvre, et par conséquent la taille de leur économie. Mais, dans tous les cas, comme le revenu global a moins augmenté que la population, la guerre a eu un impact négatif sur le niveau de vie dans ces pays : au Liban, le revenu moyen par habitant est inférieur de 11 % au niveau qu'il aurait pu atteindre s'il n'y avait pas eu de guerre, tandis que la baisse est limitée à 1,5 % en Turquie, en Jordanie et en Égypte. Pour ces trois pays, le manque à gagner dû au gel des initiatives d'intégration commerciale est supérieur aux coûts directs de la guerre.

En Syrie, la quasi-totalité des secteurs économiques ont souffert, mais la propriété foncière a été particulièrement touchée du fait de la forte chute de la demande de terrains causée par l'exode d'un très grand nombre d'habitants. Au Liban et en Turquie, en revanche, les propriétaires terriens et les détenteurs d'entreprise ont, contrairement aux travailleurs, bénéficiés de la crise car l'afflux de réfugiés syriens a contribué à augmenter la demande locale de biens et de services (faisant ainsi augmenter les prix) mais aussi l'offre de main-d'œuvre. Compte tenu de la détérioration de la qualité des services et de la baisse des salaires découlant de la

concurrence accrue sur le marché du travail, ce sont finalement de nombreux pans de la population qui ont souffert. »⁹⁶

Comme le note Leïla Vignal :

« Des quartiers entiers sont à terre, des villes entières ont été rasées. Les infrastructures publiques sont gravement touchées : une école sur quatre ne fonctionne plus, près de 60 % des hôpitaux sont détruits ou seulement partiellement fonctionnels, tout comme la moitié des centres de santé et nombre de routes, d'usines, de zones industrielles, d'entrepôts, de boulangeries, de marchés. L'accès à l'eau potable est désormais réservé à un tiers de la population, le reste des Syriens étant contraints d'acheter leur eau sur le marché privé ou d'avoir recours à des puits improvisés. En dépit d'une forte variabilité d'une région à l'autre, les coupures d'électricité sont partout la norme : même les quartiers centraux de Damas ne recevaient que six heures d'électricité par jour en janvier 2016.

L'économie syrienne s'est sévèrement contractée, et l'économie de guerre domine désormais le pays. Il s'agit, pour l'essentiel de la population syrienne, d'une économie de la survie. Les conditions de vie sont extrêmement fragilisées alors que des centaines de milliers de chefs de famille ont été tués, blessés, arrêtés, ou kidnappés. Malgré des situations extrêmement variables d'un endroit à un autre, plus de la moitié de la population active est au chômage. La pauvreté frappe 80 % des habitants. Alors que la scolarisation à l'école primaire était généralisée dans la Syrie de 2011, plus de deux millions d'enfants et d'adolescents ne vont plus à l'école, et un nombre croissant d'entre eux est contraint de travailler. Une personne sur trois manque d'un apport suffisant de nourriture et est contrainte au mieux de réduire la taille et le contenu de ses repas, au pire de sauter des repas. » [...] « La fragmentation du territoire syrien est par ailleurs accentuée par les destructions du tissu urbain. Celles-ci dessinent une géographie singulière : ce sont principalement les zones tenues par l'opposition armée au régime qui sont affectées par des destructions de grande ampleur. Par destructions de grande ampleur, il faut comprendre à la fois de grandes surfaces détruites et un degré élevé de dommages portés aux bâtiments, voire leur destruction totale. Les témoignages, photographies, films et les images satellites rendent compte du champ de ruine que sont devenus par exemple la ville de Talbisiyeh au nord de Homs, les quartiers orientaux d'Alep, les quartiers de Baba Amro, Khaldiyyé ou al Inchaat à Homs (...), ou certaines villes de l'agglomération de Damas, comme Darayya (...), Moadamiyyé ou Jobar. »⁹⁷

⁹⁶ IANCHOVICINA Elena et IVANIC Marco : <http://blogs.worldbank.org/arabvoices/fr/economic-impact-syrian-war-and-spread-isis-who-loses-how-much>

⁹⁷ VIGNAL Leïla « Syrie : la stratégie de la destruction », *La Vie des idées*, 29 mars 2016, <http://www.laviedesidees.fr/Syrie-la-strategie-de-la-destruction.html>

Annexe 3 PRINCIPALES MILICES CHIITES COMBATTANT POUR LE RÉGIME

Source : « Les djihadistes chiites, l'autre menace pour l'avenir de la Syrie et des Syriens », *Blog Un œil sur la Syrie*, avril 2015

- Le Hezbollah libanais, dont les combattants étaient estimés au bas mot à quelque 8 000 hommes ;
- Les Brigades Al-Qods, une force iranienne dépendant de la Légion Al-Qods dirigée personnellement par le général Qasem Soleimani, dont les hommes étaient évalués à 1 200 combattants ;
- Le Régiment Abou Al-Fadl Al-Abbas, qui réunit des Irakiens, des Syriens en provenance des villages chiites syriens de Nubul et Al-Zahra, des Libanais et des combattants de plusieurs pays d'Asie, et qui revendiquait 10 000 hommes ;
- Le Régiment Sa'da, une milice de houthistes yéménites bien entraînée, dont les combattants, un temps estimés à 750, ont été réduits à près de 100 seulement lorsque les troubles ont éclaté dans leur pays ;
- La Brigade Qamr Bani Hachem, une milice irakienne créée par des combattants issus d'Abou Al-Fadl Al-Abbas, rejoints par des habitants des villages de Nubul et Al-Zahra, qui a bénéficié d'une certaine popularité grâce à la couverture que la propagande du régime a assurée à ses opérations alors que ses hommes ne dépassaient pas les 200 ;
- Le Régiment Al-Loutf, une milice irakienne qui ne regroupait guère que 150 hommes et qui était de ce fait obligée de se battre sous la bannière d'Abou Al-Fadl Al-Abbas ;
- Le Régiment Al-Ma'soum, une milice irakienne créée autour d'un noyau de combattants « *sadristes* » (membres du courant de Moqtada Al-Sadr), bientôt contraints de rejoindre Abou Al-Fadl Al-Abbas ;
- Le Régiment « Garant de Zaynab », issu des Cohortes des *Ahl Al-Haqq* nées en Irak d'une scission au sein de l'Armée du *Mahdi* de Moqtada Al-Sadr, dont le nom résumait la mission qu'il entendait mener en Syrie ;
- Les Brigades Haydar Al-Karar, une milice irakienne dépendant des Cohortes des *Ahl Al-Haqq*, qui était réputée posséder dans ses rangs – 800 combattants environ – les meilleurs tireurs d'élite ;
- Les Brigades du Hezbollah irakien, proches au plan idéologique du Hezbollah libanais et au plan militaire de la Légion Al-Qods, qui étaient entrées en Syrie

sous le nom de Mouvement des *Noujaba'* et dont les 1 500 combattants étaient réparties en 3 régiments différents ;

- Les Brigades du Maître des Martyrs, une scission d'Abou Al-Fadl Al-Abbas proche de la Légion *Al-Qods*, dont les 700 hommes étaient pour la plupart irakiens ;
- Le Régiment *Dhou al-Fiqar*, une autre milice irakienne issue d'Abou Al-Fadl Al-Abbas, dont le millier de combattants se sont rendus coupables de quelques-uns des pires massacres perpétrés en Syrie par les milices chiites ;
- La Brigade *Al-Zahra*, une milice syrienne composée d'environ 350 chiites originaires du village du même nom, dans le gouvernorat d'Alep, précédemment engagés dans les Comités populaires créés à l'instigation du régime, qui était armée et financée par lui ;
- La Brigade du Martyr du *Mihrab*, une autre milice syrienne regroupant 500 habitants du village chiite de Nubul, à l'ouest d'Alep ;
- La Brigade *Al-Abbas*, elle aussi syrienne, qui rassemblait 200 combattants du village de Kafraya, dans le gouvernorat d'Idlib et qui fonctionnait de la même manière que les deux précédentes ;
- Les Brigades d'*Al-Faw'a*, encore une milice syrienne qui réunissait près de 800 hommes originaires de la ville du même nom, dans le gouvernorat d'Idlib ;
- Le Régiment de l'*Imam* Hassan Al-Mujtaba, une milice irakienne entrée en Syrie « pour protéger *Sayyida Zaynab* », dont les 1 000 hommes, en partie recrutés sur place parmi les *chabiha* à la solde du pouvoir syrien, se sont fait remarquer par une particulière cruauté et par des exactions répétées au détriment des localités environnantes ;
- Le Régiment Assad Allah Al-Ghaleb, une milice également irakienne dotée d'équipements sophistiqués, dont les près de 500 hommes portaient des uniformes frappés de l'insigne des Forces d'Intervention rapide irakiennes ;
- La Légion « Promesse sincère », une milice composée de Syriens, d'Irakiens et de chiites d'autres nationalités, qui rassemblait quelque 1 000 hommes ;
- Les Brigades de l'Avant-Garde du Khorasan, une milice irako-iranienne proche de la Légion *Al-Qods*, chargée durant quelque temps de la sécurité de l'aéroport international de Damas, qui réunissait 600 hommes environ ;
- Les Forces du Martyr Mohammed Baqer Al-Sadr, une autre milice irakienne du courant « sadriste » dont les 800 hommes, qui portaient l'uniforme des Forces de Sécurité intérieure syriennes, assistaient par petits groupes les Forces de Protection du Régime dans différents quartiers de la capitale ;

- Le Régiment de l'*Imam* Al-Hussein, une milice composée d'Irakiens, d'Iraniens, d'Afghans et de Pakistanais, dont les 1 200 hommes étaient répartis dans différents quartiers d'Alep et contribuaient à l'encerclement de la partie de la ville échappant au pouvoir en place ;
- L'Organisation Badr, qui amalgamait des Irakiens et des Iraniens pour la plupart entraînés à la guérilla, aux combats de rues, aux enlèvements et aux assassinats, et qui regroupait environ 1 500 hommes ;
- Le Régiment « Jour Promis », encore une unité de combattants « *sadristes* » irakiens, qui comptait, parmi ses 350 éléments un temps engagés dans la région du Qalamoun, quelques dizaines de Pakistanais et d'autres asiatiques ;
- Le Régiment *Baqiyat Allah*, une milice apparemment irakienne mais surtout composée d'Afghans, dont les 400 hommes avaient pour mission de renforcer la protection de l'enceinte de l'aéroport de Damas.

Annexe 4 TOUR D’HORIZON DES RECOMMANDATIONS DES THINK TANKS

Innocence and War: Searching for Europe’s Strategy in Syria

(Michael Benhamou, 2015)

En plus des actions diplomatiques, il y a une possibilité de promouvoir des initiatives sur le plan local, qui pourraient faire une différence sur le terrain :

- Il faudra rédiger une étude d’impact sur le régime des sanctions imposées sur les biens syriens, afin de les recalibrer, car la population et les partenaires locaux en ont souffert davantage que le régime d’Assad qui a appris à les contourner.
- Il sera indispensable d’augmenter la quantité d’aide distribuée aux réfugiés syriens en Jordanie, au Liban et en Turquie. La crise des réfugiés actuelle est également le résultat d’une baisse des aides. À peine 40 % des sommes demandées par l’ONU ont été fournis – c’est-à-dire que 2,7 milliards de dollars sur les 7,4 milliards requis pour couvrir les besoins. Il faudra mettre l’accent sur le lobbying et les actions de suivi en ce qui concerne les contributions des États présents à la prochaine conférence des donateurs à Londres en février 2016.
- Face à un soutien russe croissant à Assad, il faudra renforcer l’appui apporté par l’Europe à ce qu’il reste des groupes d’opposition dans le Nord et le Sud, en établissant des lieux sûrs et en leur fournissant des armes et des munitions. Les États membres de l’Union européenne ne doivent pas commettre l’erreur de compter sur la Russie pour aboutir à une résolution du conflit. Il faudra engager les États-Unis et les États arabes sunnites pour ranimer une opposition syrienne plus modérée. Cette lutte n’est pas perdue d’avance, en dépit d’une propagande étatique efficace.
- Il sera nécessaire de soutenir les efforts de réformes et les modèles de décentralisation. Les Syriens savent ce qu’ils perdront dans une situation de partition et la plupart accepterait une Syrie décentralisée dotée d’unités de police autonomes qui garantiraient la sécurité. Le départ de Bachar Al-Assad et de son entourage est la seule condition non négociable soulevée lors de discussions avec des Syriens.
- L’adaptation des instruments de l’Union européenne sera centrale, notamment en accordant à l’ « Instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP) » et le Fonds européen de développement DEVCO, le droit de fournir de l’équipement et de

l'entraînement militaire. À moyen terme, le Parlement européen devrait promouvoir la création d'un nouvel instrument « Train and Equip » qui gèrerait les problématiques de renforcement de capacités.

- Il faudra consacrer plus de fonds à la sécurité et à la défense pour compléter les instruments civils de l'UE. Dans le climat sécuritaire actuel, les États membres ont tort de ne pas respecter l'objectif de consacrer 2 % du PIB à la défense – la moyenne européenne représente 1,2 %, ce qui est bien inférieur aux besoins militaires. Sur le plan bruxellois, les institutions de l'UE ont tort de ne consacrer que 4 % du budget externe de 2014-2020 aux questions de sécurité. Ces tendances anti-militaristes sont responsables de l'absence flagrante de la PSDC sur le dossier syrien.

L'Europe a besoin d'envoyer un message de dissuasion et de solidarité : solidarité pour les victimes de conflits et davantage de soutien à ceux qui désirent un meilleur Moyen-Orient. Il demeure en Syrie, comme dans tous les pays exsangues de la région, des majorités qui désirent un futur sans idéologies et sans violence. L'Europe peut-elle leur donner les moyens d'y parvenir ?

Obstacles to a Syrian peace: the interference of interests

(Ingrid Habets, 2016)

Certains facteurs rendent difficile toute tentative de mettre fin au conflit syrien :

- l'identification de ceux qui devraient participer aux pourparlers sera difficile
- Il faudra atténuer l'impact de perturbateurs potentiels
- Des tensions au sein de la communauté internationale alimentent les divisions au lieu de rapprocher les parties aux négociations

Quelle sorte de paix?

- On pourrait utiliser le Processus d'Oslo à titre d'exemple, qui était doté de quelques particularités :
 - Une aspiration à aboutir à un accord de paix négocié entre des acteurs actuellement engagés dans un conflit, tout en mettant à l'écart les parties étrangères qui voudraient poursuivre leurs propres intérêts régionaux
 - L'objectif d'encourager une réconciliation mutuelle entre deux parties reconnues comme entités juridiques selon le droit international
 - La mise en place d'une période transition pour pouvoir lancer de nouvelles négociations plus complexes à une date ultérieure
 - Le fait que les pourparlers soient menés à l'insu des médias
 - Le choix d'un médiateur neutre
- L'ONU pourrait être le seul médiateur neutre qui conviendrait à une solution conçue à l'instar du Processus d'Oslo. Par contre, les négociations ont jusqu'à présent été rendues publiques de manière excessive
 - Étant donné le nombre de morts, le niveau de publicité élevé pourrait entraver toute tentative d'atteindre un compromis
 - La navette diplomatique effectuée par Staffan de Mistura est utile, mais elle ne permet pas aux parties de se parler de manière directe

- La participation de puissances régionales et de factions jihadistes comme l’EI attise le feu – il faut que le processus soit adapté à une cause spécifique
- Un autre exemple est celui des pourparlers soudanais qui ont abouti à un accord en 2005, à partir de plusieurs caractéristiques semblables – une partie de l’armée soudanaise a déserté pour former l’Armée populaire de libération du Soudan, dont l’aile politique est devenue le parti au pouvoir au Soudan du Sud
 - Des groupes armés internes et externes ont déstabilisé la région
 - On a abouti à un accord de paix, mettant fin au conflit, à travers des accords limités à des enjeux spécifiques, par exemple le partage du pouvoir et les arrangements sécurité
 - La partition de la Syrie est envisageable mais les critères selon lesquels une division devrait être menée sont peu clairs – il est difficile de s’appuyer sur les clivages sectaires à l’instar du Soudan
 - Une fédération pourrait être une solution viable mais on peut craindre que l’EI ou des chefs de guerre exigent la conservation de leur territoire en contrepartie du maintien de la paix, ce qui limiterait la liberté de circulation vitale pour la prospérité économique

Il faudra prendre en compte que dans la population syrienne – des tensions internes pourraient être plus fortes que ce qu’on a ‘envisagé jusqu’à présent :

- Étant donné l’affaiblissement du gouvernement central et la puissance des structures locales et tribales, un accord négocié uniquement à l’échelle nationale pourrait avoir moins d’impact qu’un accord plus inclusif sur le plan local
- Il y a un besoin vital d’engager un dialogue inter-syrien qui comprendrait des organisations de la société civile, puisqu’elles sont actives au niveau local et peuvent négocier au nom des citoyens

Armed Conflict in Syria: Overview and U.S. Response

(Blanchard, Humud et Niktin, 9 octobre 2015)

L'intervention militaire russe en Syrie a profondément reformulé les enjeux politiques qu'ont abordés les décideurs politiques américains depuis le début du conflit en 2011 :

- Les États-Unis ont longtemps déclaré qu'il était indispensable d'exercer une pression sur le gouvernement syrien pour pousser les dirigeants à aboutir à une entente négociée, qui aurait comme but le départ du président Assad et la préservation des institutions étatiques
- Bachar Al-Assad et la Russie rejettent cette option en prétendant qu'une coopération « anti-terroriste » avec le gouvernement syrien contre ses adversaires devrait précéder toute discussion sur une transition politique
- Par conséquent, les efforts pour destituer le président ou soutenir des groupes d'opposition risquent de dégénérer en une confrontation directe avec des forces armées russes, qui aurait des répercussions bien au-delà de la Syrie

Toute option qui impliquerait la légitimation d'une intervention russe auprès d'Assad court le risque d'aliéner les forces opposées au régime.

À long terme, la diversité de la Syrie et les rivalités sectaires et régionales soulèvent la possibilité d'une violence durable, même en aval de la « *managed transition* » évoquée par le président Obama en septembre à l'Assemblée générale des Nations Unies.

- Obama a déclaré en février que « *la guerre civile syrienne ne terminera que quand il y aura une transition politique inclusive et un gouvernement qui gouverne au nom de Syriens issus de toutes communautés et religions* »
- La présence de groupes armés opposés à cette formulation suggère que le conflit pourrait continuer après la mise en place d'un accord négocié qui aurait pour but de remplacer le gouvernement actuel dirigé par Assad, par un gouvernement d'unité nationale

La coalition de l'opposition politique semble être en manque de soutien populaire et, par manque de contrôle des groupes armés les plus puissants, incapable de garantir un engagement sécuritaire ferme qui ferait partie d'un accord négocié.

Les points de vue des observateurs, des fonctionnaires américains et des membres du Congrès continuent de diverger concernant les mesures, positives ou négatives, propres à influencer les combattants et leurs soutiens. Le niveau d'engagement des États-Unis et d'autres acteurs est encore moins bien défini par rapport à la réalisation d'une transition politique inclusive et acceptable par tous les Syriens, de défendre les

citoyens, de défendre les partenaires des États-Unis, de promouvoir la responsabilité et la réconciliation, ou même de contribuer à la reconstruction d'un pays ravagé par des années de guerre.

Mediation in Syria: Initiatives, strategies, and obstacles, 2011-2016

(Marcus Lundgren)

Mettre fin à cette guerre et échapper à ce cycle vicieux n'est pas une question de temps : tout dépendra des décisions qui seront prises. Résoudre le conflit exigera un changement fondamental dans la démarche d'États alliés des deux côtés : les États-Unis doivent reconnaître qu'ils ne peuvent contenir les flammes du salafisme jihadiste en ignorant le rôle du régime qui attise le feu ; les alliés régionaux du régime doivent reconnaître que ni eux ni les rebelles ne peuvent éliminer l'influence iranienne en Syrie par le biais de moyens militaires ; et, enfin, l'Iran doit se rendre compte du coût exorbitant du soutien au régime de Bachar Al-Assad à travers une intervention militaire croissante menée par les Gardiens de la révolution et ses mandataires locaux.

Si l'accord nucléaire de juillet 2015 passe au Congrès, la Maison Blanche aura une nouvelle occasion de s'intéresser au dossier syrien.

Des mesures pour dissuader (ou interrompre) le bombardement aérien de zones civiles aideraient à créer des conditions plus favorables à un éventuel accord négocié sur le terrain.

Ces mesures devraient être articulées avec une initiative diplomatique visant non seulement Moscou (avec qui Washington entretient une relation privilégiée sur le dossier syrien), mais également Téhéran, dans l'objectif de développer les relations établies lors des négociations nucléaires.

L'Iran et les alliés régionaux de l'opposition sont moins en mesure de changer le *statu quo*. Le fait que ce premier reçoive (par le biais de l'allègement des sanctions) davantage de ressources à consacrer au conflit suggère que ses motivations à court terme éclipsent les impératifs de long terme, et peut l'empêcher de revoir les lacunes fondamentales de sa stratégie.

Au Sud de la Syrie, les États-Unis ont actuellement l'occasion de renforcer une alternative aux groupes salafistes et jihadistes, élément clé pour améliorer les chances d'aboutir à un accord négocié. Par contre, étant donné les courants dominants du conflit, il n'y a aucune raison de supposer que les conditions propices à de tels efforts dureront longtemps.

Opposition Visions for Preserving Syria's Ethnic-Sectarian Mosaic
(Rustum Mahmoud and Stephan Rosiny, octobre 2015)

Des groupes ethniques et communautaires ont adopté le rôle de communautés solidaires en se repliant sur leurs identités. La crainte mutuelle d'être dominé politiquement, voir exterminé dans le cas d'une défaite militaire, alimente un cercle vicieux de violence.

Le pays aura besoin de règles claires et d'institutions pour arriver à une nouvelle forme de coexistence. Une nouvelle constitution syrienne devrait accorder aux minorités une part du pouvoir et le droit de mettre leur veto aux lois qui enfreignent leurs intérêts. Il faut également leur octroyer davantage d'autonomie sur le plan culturel.

Dans leurs programmes, les partis de l'opposition civile syrienne ont réussi à se mettre d'accord sur la nécessité de reconnaître le pluralisme de la société syrienne.

- Par contre, ces déclarations ne devraient pas être considérées comme représentatives d'une vision politique de la Syrie en temps de paix mais plutôt comme un appel à l'unité contre le régime autoritaire
- La plupart d'entre elles ont été énoncés en 2011-2013, avant que la dimension sectaire de la guerre civile ne s'accroisse.

Il n'y a toujours pas eu de discussion entre les chefs des communautés locales sur un accord de partage du pouvoir. Les régulations proposées par les partis politiques et les alliances concernant l'octroi de droits culturels aux minorités ne répondront peut-être pas aux exigences de ces dernières, par rapport à des garanties institutionnalisées et politiques contre la marginalisation face à une majorité arabe sunnite.

Il faut reconnaître le statut des Alaouites comme groupe social distinct, ce que n'a fait aucune tentative précédente.

Un accord de partage du pouvoir pourrait encourager les partis locaux à se sentir investis dans le processus, dont ils devront négocier les règles. Un tel modèle ne serait pas imposé par des acteurs externes mais s'intégrerait à la conscience politique de l'opposition modérée et profiterait peut-être des diverses expériences de partage du pouvoir dans la région.

Syria: Laying the Foundations for a Credible and Sustainable Transition
(Scott Lucas, Christalla Yakinthou & Stefan Wolff – The RUSI Journal, 2016)

Il est nécessaire d'adopter une stratégie claire dans le but de faciliter une transition progressive à un ordre d'après-guerre, dans lequel Assad et ses proches collaborateurs pourraient conserver ou non une place.

Le Nord-Ouest du pays – et potentiellement le Sud, en fonction des développements militaires et politiques – a besoin d'être consolidé.

- Ceci doit prendre place sur le plan local par le biais d'un développement des structures locales de gouvernance, y compris les services publics et le système judiciaire
- Le processus de négociation parmi les factions actives dans la guerre civile devra continuer

Il faudra continuer de protéger les territoires qui ne sont pas contrôlés par le régime tout en repoussant Daech et Jabhat Al-Nosra, pour aboutir à un cessez-le-feu permanent et stable qui pourrait permettre une éventuelle transition après la guerre civile.

Le soutien continu des territoires saisis par l'opposition rebelle et les forces kurdes devra être assuré à travers l'approvisionnement de nourriture, d'abris et de biens de première nécessité

- Il faut des institutions étatiques inclusives et l'établissement d'un système juridique qui appliquerait la loi tout en reconnaissant les droits des citoyens

Il faudra également encourager les acteurs internationaux à soutenir des initiatives pour une gouvernance plus efficace. Ceci impliquerait :

- L'établissement de relations fonctionnelles entre l'Occident, ses partenaires régionaux et des groupes qui ont réussi à consolider leur présence au sein des communautés syriennes
- La consolidation d'un consensus politique minimal parmi les factions engagées au sein du Haut comité des négociations
- Le développement d'une démarche plus réaliste et cohérente, partagée par l'Occident et ses alliés régionaux

- Offrir une alternative à la perspective d'une guerre civile prolongée, accompagnée de la consolidation et de l'accroissement du territoire tenu par Daech
- Entamer un processus qui aurait pour objectif la gestion d'une crise humanitaire qui ne cesse de se détériorer

Toutefois, il n'existe aucune solution dite « optimale » au conflit actuel : avec l'appui de la Russie, de l'Iran et du Hezbollah, le régime d'Assad (ou un éventuel successeur alaouite) est pratiquement certain de pouvoir maintenir son emprise sur le cœur de son territoire qui s'étend de la Méditerranéenne et la frontière libanaise, jusqu'à Damas, en passant par Homs.

Il est peu probable que les Kurdes renoncent à leurs gains territoriaux ou à leur vision d'une Syrie fédérale.

Par conséquent, le développement politique, juridique et social du territoire contrôlé par l'opposition et les Kurdes sous la protection d'une trêve assurée par un soutien externe est la démarche la plus productive.

White Paper: Syrian Stabilization and Reconstruction
(Matt Freear, American Security Project June 21 2016)

L'alignement des objectifs :

- Il est nécessaire d'arriver à une évaluation commune concernant les facteurs clés qui alimentent l'instabilité interne
- Il y a une conscience croissante que les deux objectifs américains – la campagne contre l'EI et la recherche d'une transition politique en Syrie – sont en train de s'éloigner
- Sur le plan international, les théâtres d'opérations anti-terroristes coïncident avec des régions d'instabilité – il faudra que les deux objectifs susmentionnés se renforcent mutuellement dans les années qui viennent

Quelle est la suite?

- Les accords de paix – tel l'Accord de Bonn de 2011 – mettent rarement fin à la violence. Un engagement à partir du terrain est souvent nécessaire
- La stabilisation est un processus compliqué – le conflit syrien n'a pas pour origine uniquement un extrémisme politique
- Les données provenant de la Banque mondiale révèlent plutôt l'impact qu'a eu la politique d'Assad en termes d'appauvrissement du pays, créant le contexte des manifestations populaires de 2011
- Par contre, une démarche qui s'appuie sur l'exécution rapide de projets de développement peut également s'avérer déstabilisante
- Un investissement au plan local, qui augmente la confiance économique tout en renforçant les parties prenantes dans le processus de paix, est plus efficace
- Bien que l'antiterrorisme ait été une caractéristique centrale des interventions récentes, il est entièrement absent des documents concernant la stabilisation de plusieurs partenaires internationaux

Sur le long terme

- Les interventions en Afghanistan, en Irak, en Somalie et ailleurs ont montré que, le moment venu, il faudra adopter une démarche stabilisatrice différente

- Les interventions précédentes ont profondément affecté la volonté des populations occidentales de s'immiscer dans un nouveau conflit au Moyen-Orient. Une démarche différente est donc inévitable
- Il faut des objectifs réalisables et cohérents
- L'intégralité du processus demandera un engagement concret de la part du gouvernement américain et de ses partenaires internationaux

La reconstruction stabilisatrice

- La reconstruction est une forme de stabilisation dès lors qu'elle fait croître le nombre des parties prenantes au processus de paix, et qu'elle fournit des emplois tout en créant un climat de confiance en l'avenir
- La localisation est essentielle. La stabilité durable dépend d'une évaluation du fonctionnement de l'environnement local
- Cependant, la question de l'articulation entre l'intensification d'une guerre internationale contre l'EI d'une part, et la paix et la stabilité en Syrie d'autre part, est peu claire – qui comblera le vide qui suivra ?
- La reconstruction d'une identité nationale a été une priorité sur laquelle on n'a pas suffisamment insisté lors des tentatives récentes de reconstruction d'États fragiles
- Il faudra insister sur une vision claire de l'émergence d'un État stable et composé de divers groupes. Il devra être établi tôt et enraciné localement au lieu dépendre des agendas internationaux
- La stabilisation est considérée comme bien plus qu'un simple exercice technocratique ou de développement – elle est décrite par de nombreux fonctionnaires comme un processus dont la nature est profondément politique
- Ce processus doit commencer par le bas, à partir du niveau local, et servir à stimuler le débat public
- Les plateformes de communications ainsi que les réseaux sociaux sont l'occasion d'alimenter des conversations sur l'avenir de la Syrie de manière innovante
- Des nouveaux acteurs – y compris des investisseurs privés – ainsi que des donateurs régionaux, devront agir en chefs de file
- Il est intéressant de constater que les réfugiés somaliens qui se sont installés en Europe et en Amérique du Nord dans les années 1990 représentent, à leur retour dans leur pays d'origine, une source de compétences et d'investissements pour la reconstruction qui a lieu en Somalie aujourd'hui.

Annexe 5 POSITIONS DES CANDIDATS À LA PRÉSIDENTICE AMÉRICAINE AU SUJET DE LA SYRIE

Donald Trump

En juin 2015, le candidat républicain **estime** qu'Assad « *a l'air bien mieux que certains de nos soi-disant amis* ».

Trump **soutient** l'intervention russe en Syrie, faisant part de son admiration personnelle envers Vladimir Poutine.

Prétendant cacher son jeu pour déjouer toute réaction de la part de l'EI, Trump **entretient** le mystère quant à la nature précise de sa politique anti-Daech.

Cependant, il semble favorable à une démarche qui comprendrait le bombardement des positionnements de l'EI en Syrie et en Irak tout en s'emparant de leurs réserves pétrolières.

Lors d'un débat qui a eu lieu en mars, il **demande** à ce qu'on envoie jusqu'à 30 000 soldats au Moyen-Orient pour lutter contre l'EI.

En juin, il **estime** qu'il est « *probable que l'on fera usage de l'OTAN pour lutter contre l'EI* ».

Faisant preuve d'une certaine hostilité vis-à-vis des réfugiés syriens, le candidat républicain **déclare** « *je regarderai les enfants syriens droit dans les yeux et je leur dirai « rentrez chez vous »* ».

Donnant peu de détails sur sa vision de la gestion des éventuels réfugiés, Trump **préconise** la création de « *zones sûres* » où ils seront hébergés.

Lors d'un entretien avec Anderson Cooper, il **affirme** : « *il n'y a pas d'Irak. Leurs dirigeants sont corrompus* ».

Sans trop se soucier du droit international en temps de guerre ou de conflit armé, Trump **souligne** enfin la manière dont il faudrait combattre le terrorisme « *you have to take out their families* ». Après avoir été interrogé sur ce que cela signifiait, il précise : « *raser leurs maisons* » et « *wipe out where they come from* ».

Hillary Clinton

En 2014, Clinton **prônait** une démarche fondée sur l'armement des groupes rebelles modérés.

Elle **déclare** qu'elle augmentera le soutien apporté aux groupes armés.

Elle est contre le déploiement de troupes américaines sur le terrain mais croit qu'il faudrait envoyer des forces spéciales qui soutiendraient les milices locales.

Hillary Clinton a **critiqué** l'Administration du président Obama, jugeant qu'il n'avait pas fait assez pour mener une campagne aérienne ni pour soutenir les combattants sur le terrain.

Elle **préconise** la création d'une zone d'exclusion aérienne ainsi qu'une zone tampon humanitaire qui protégerait les civils qui fuient le régime et l'EI.

La candidate démocrate **propose** d'intensifier la campagne aérienne actuelle contre les emplacements de l'EI en Irak et en Syrie.

Elle a **fait appel** aux États du Golfe (notamment l'Arabie saoudite et le Qatar), afin qu'ils cessent de financer des groupes terroristes.

Bien que la position de la candidate par rapport à Bachar Al-Assad semble avoir évolué, elle ne semble pas avoir énoncé une vision claire en ce qui concerne son rôle dans l'après-guerre.